

Voir le [sommaire](#) à la fin de ce document.

1 Introduction

Les informations contenues dans ce document sur le bois de rose proviennent de plusieurs ONG à Madagascar, d'enquêtes de journalistes malgaches, d'études parues dans la revue « Madagascar Conservation & Development » et d'enquêtes de l'*Environmental Investigation Agency*, réalisées par Alexander Von Bismarck, son directeur¹.

Ce trafic se déroule surtout dans les grands parcs nationaux de la côte Est : Masoala, Marojejy ...

Selon le documentaire « *Le Blue des Lémuriens* »², le trafic aurait diminué depuis le contrôle CITES sur l'exportation du bois de rose de Madagascar (depuis le 15 mars 2013). Mais selon le document « *Étude de la sociologie des exploitants de bois de rose malgaches* »³ (publié en juillet 2013), il n'en serait rien.

Dans le doute, il faudrait d'adresser aux ONG et associations locales, pour en savoir plus.

Toutes les informations collectées et exposées ci-dessous montrent que le trafic se ferait « presque » à visage découvert à Madagascar, sauf en ce qui concernerait les membres du gouvernement (?) ... que certains politiques et journalistes accusent d'être impliqués (?), mais **sans jamais fournir les preuves définitives de cette implication.**

Au travers des informations récoltées ci-dessous, on constate que « l'impunité » se situe à tous les niveaux, à Madagascar. Que le trafic a des ramifications internationales, en Chine, à Maurice etc. ... mais **surtout, avant tout, en Chine continentale**⁴. Par ces listes ci-dessous, l'on comprend mieux pourquoi la lutte contre ce trafic est difficile : trop « d'acteurs » y sont impliqués _ simples villageois, hauts fonctionnaires, hommes d'affaires, voire peut-être des ministres, si l'on croyait certaines accusations (?).

Nous avons effectuée une compilation de tous les articles parues sur une possible « implication du président actuel » dans le trafic de bois. Or aucun n'apporte « scientifiquement » cette preuve.

Par exemple, Albert Zafy, ancien président de la République, dans ses accusations contre Andry Rajoelina, fait référence au documentaire allemand d'Alexander von Bismarck⁵. *Dans ce documentaire, des trafiquants chinois affirment être en lien avec Andry Rajoelina, mais le film ne montre, aucune preuve matérielle.* Ces trafiquants peuvent très bien mentir ou être des « vantards ».

Sinon un témoin malgache, Ambohitsorohitra, a été citée dans une affaire où des personnes ayant assuré le transport d'une cargaison de bois ont présenté des documents cachetés par la présidence de la Transition (voir article du 11/10/2012, ci-dessous, retranscrit vers la fin de ce document⁶). *Or là encore aucune preuve, car il est possible que ces documents cachetés par la présidence de la Transition soient des faux ou même des documents volés.*

Donc, dans le doute, il me semble raisonnable d'éviter de colporter cette rumeur, Madagascar étant le « pays de la rumeur ».

Le lecteur trouvera dans ce document, aussi bien :

- 1) Les suggestions de plusieurs contributeurs (dont l'auteur) pour sauver les bois de rose à Madagascar.
- 2) Les techniques envisageables pour bouturer et multiplier les bois de rose malgaches.
- 3) Les chiffres du trafic.

En espérant que ces informations pourront vous être utiles.

¹ voir un article sur cette personne à la fin de ce document.

² Voir bibliographie, plus loin dans ce document.

³ Voir bibliographie, plus loin dans ce document.

⁴ Ce trafic étant mieux contrôlé en occident.

⁵ Cf. le reportage intitulé « *La mafia du bois. Enquête en forêt tropicale* », diffusé sur la chaîne de télévision Franco-allemande ARTE (voir bibliographie plus loin). Source : <http://www.tananews.com/2011/10/alexander-von-bismarck-enquete-en-foret-tropicale/>

⁶ <http://www.tananews.com/2012/10/trafic-de-bois-de-rose-les-pistes-convergent-vers-la-presidence-de-la-transition/>

Note : certaines informations fournies ci-dessous peuvent être redondantes d'un tableau à l'autre.

2 Les espèces de *Dalbergia* (bois de rose) recensées à Madagascar

<i>Espèce</i>	<i>Zone géographique</i>	<i>Niveau de la menace sur l'espèce (statut UICN)</i>
<i>Dalbergia andapensi</i>	Région SAVA d'Andapa à Vohémar	Endangered B1ab (iii) +2 ab (iii) <u>ver 3.1</u> (en voie de disparition), http://www.iucnredlist.org/details/38156/0
<i>Dalbergia baronii</i>	De Farafangana à Sambava	Vulnerable A1cd +2 cd <u>version 2.3</u> (Vulnérable) http://www.iucnredlist.org/details/full/33955/0
<i>Dalbergia chapelieri</i>	De Taolagnaro à Maroantsetra	Near Threatened <u>ver 3.1</u> (quasi menacé) http://www.iucnredlist.org/details/38189/0
<i>Dalbergia louvelii</i>	De Mananara à Maroantsetra	Endangered A1cd +2 cd <u>version 2.3</u> (En voie de disparition) http://www.iucnredlist.org/details/38244/0
<i>Dalbergia madagascariensis</i> subsp. <i>antongilensis</i>		Vulnerable A1cd +2 cd <u>version 2.3</u> (Vulnérable) http://www.iucnredlist.org/details/38251/0
<i>Dalbergia maritima</i>	De Taolagnaro à Antalaha	Endangered A1cd+2cd <u>ver 2.3</u> (En voie de disparition) http://www.iucnredlist.org/details/38255/0
<i>Dalbergia monticola</i>	De Fort Carnot Ikongo à Antalaha	Vulnerable A1cd +2 cd <u>version 2.3</u> (Vulnérables) http://www.iucnredlist.org/details/38259/0
<i>Dalbergia normandii</i>	Antalaha et île Sainte-Marie	Endangered A1cd+2cd, B1+2abcde <u>version 2.3</u> (En voie de disparition), http://www.iucnredlist.org/details/38270/0

Source : Randriamalala, H. et Liu, Z. 2010. *Bois de rose de Madagascar : Entre démocratie et protection de la nature*. Madagascar Conservation & Development 5, 1: 11-22. Supplementary Material, http://www.mwc-info.net/en/services/Journal_PDF's/Issue5-1/MCD_2010_vol5_iss1_Rosewood_democracy_Supplementary_Material.pdf

List of CITES precious wood species in Madagascar:

BOTANICAL NAME	COMMON NAMES	COUNTRY / REGION OF ORIGIN	USES	AVERAGE MARKET VALUE (\$/CBM (m ³), if not otherwise stated)	CONSERVATION STATUS AND CITES LISTING (where applicable)
<i>Dalbergia baronii</i>	Madagascar rosewood, Palissandre, Voamboana	Madagascar	Tonewood, luxury Chinese furniture	Available for sale ¹¹	IUCN - vulnerable
<i>Dalbergia greveana</i>	Madagascar rosewood, Madagascar Palisander, Majunga	Madagascar	Tonewood, luxury Chinese furniture	114,638 (instrument blanks),	IUCN – near threatened
<i>Dalbergia louvelii</i>	Violet Rosewood	Madagascar	Chinese furniture		IUCN - endangered CITES App III
<i>Dalbergia maritima</i>	Violet rosewood / Boise de rose	Madagascar	Tonewood	95,238 (instrument blanks)	IUCN - endangered
<i>Diospyros perrieri</i>	Malagasy ebony	Madagascar	Tonewood	Available for sale ¹⁶	IUCN – not evaluated

Source: Background Paper 1: *Precious Woods: Exploitation of the Finest Timber*, Prepared by TRAFFIC, Anna Jenkins, Neil Bridgland, Rachel Hembery & Ulrich Malessa, Chatham House Workshop: Tackling the Trade in Illegal Precious Woods, 23-24 April 2012, <http://www.illegal-logging.info/uploads/PreciousWoodsbackgroundpaper1ThetradeinpreciouswoodsTRAFFIC.pdf>

Table: Characteristics of some species of *Dalbergia* in Madagascar

Species	Density (ind / ha)	Basal area (m ² / ha)	Biovolume (m ³ / ha)
<i>Dalbergia abrahamii</i>	120	1.9	6.6
<i>Dalbergia baronii</i>	10	1.5	5.7
<i>Dalbergia greveana</i>	270	4.2	16.6
	310	4.7	34.7
<i>Dalbergia</i>	250	4.1	16.5
<i>Dalbergia mollis</i>	210	4.8	44
	220	2, 6	24.7
<i>Dalbergia trichocarpa</i>	300	11.1	40.3
<i>Dalbergia louvelii</i>	200	0.3	4
<i>Dalbergia monticola</i>	200	3.2	12.9
<i>Dalbergia normandii</i>	260	4.3	11.4
<i>Dalbergia purpurascens</i>	240	7.1	18.7
	100	7.2	37.3
	320	6	50
<i>Dalbergia xerophila</i>	240	3.7	36.1

Source: Inclusion of the genus *Dalbergia* (populations of Madagascar) in Appendix II, and limited to logs, sawn wood and veneer sheets by an annotation, Ref. CoP16 Prop. 63n, <http://www.cites.org/eng/cop/16/prop/E-CoP16-Prop-63.pdf>

ANNEXE 2. Liste des espèces du genre *Dalbergia* des forêts humides sempervirentes de Madagascar (George Schatz In litt.)

Espèce	Descripteur	Distribution	Statut
<i>D. andapensis</i>	Bosser & Rabevohitra	D'Andapa au sud de Vohémar	peu courant
<i>D. baroni</i>	Baker	De Farafangana à Sambava, basse	courant,
<i>D. bafhieii</i>	R. Vig.		rare, exploité
<i>D. chapelieri</i>	Baill.	De Fort Dauphin à Maroantsetra,	exploité
<i>D. louveli</i>	R. Vig.	De Mananara à Maroantsetra, jusqu'à	
<i>D. adagascariensis</i> ssp. <i>anfongilensis</i>	Vatke Bosser & Rabevohitra		
<i>D. marifima</i> var.	R. Vig.	De Fort Dauphin à Antalaha	
<i>D. monficola</i>	Bosser & Rabevohitra	De Fort Carnot à Antalaha, 250-1600m	
<i>D. normandii</i>	Bosser & Rabevohitra	2 localités seulement, Antalaha et île Sainte-Marie	rare

Source : Bois de rose de Madagascar: Entre démocratie et protection de la nature, Hery Randriamalala et Zhou Liu, http://www.mwc-info.net/en/services/Journal_PDFs/Issue5-1/MCD_2010_vol5_iss1_Rosewood_democracy_Supplementary_Material.pdf

Chiffre sur les rondins ou grumes de bois de rose :

	Moyenne	Minimum	Maximum
Poids d'un rondin de bois de rose	174,9 kg	45 kg	278 kg
Diamètre correspondant (pour une longueur de 2 m)	3 cm	17 cm	42 cm
Poids d'un bois équarri	85,2 kg	29 kg	250 kg
Poids d'un conteneur à Vohémar, tare déduite	18,66 tonnes		

MESURES D'UN CONTAINER DE 20FT

5,858 longueur – 2,352 largeur – 2.393 hauteur = 32,97 m3. Poids net : 28,250 tonnes.

3 Les exportateurs

L'arrêté ministériel n°38244/2009 du 21 septembre 2009 levant l'interdiction d'exportation de bois précieux a emmené un grand nombre d'entrepreneurs à s'intéresser au trafic. Ci-dessous une liste des exportateurs connus :

Nom	Prénom	Ville
Nom	Prénom	Ville
<i>ANONA</i>	<i>Etienne</i>	Antalaha
<i>BEKASY</i>	<i>Johnfrince</i>	Antalaha
BEMATANA	Martin	Antalaha
<i>BETSIAROANA</i>	<i>Jean Galbert</i>	Antalaha
BEZOKINY	Christian Claude	Antalaha
BODY	Thierry	Antalaha
CHAN HOY LANE	Kara	Antalaha
<i>DESIRE</i>		Antalaha
GUERRA	William	Antalaha
LAISOA	Jean-Pierre	Antalaha
MALOHELY	Jean-Michel	Antalaha
MBOTIFENO SAO KUNE	Edifh	Antalaha
NDAHINY	Grégoire	Antalaha
PATRICIA	Soa	Antalaha
RAKOTOARIVONY	Nosiarivony	Antalaha
RAMIALISON	Arland	Antalaha et Toamasina
RANJANORO	Jeannot	Antalaha
<i>RASOANIRINA</i>	<i>Joséphine</i>	<i>Sambava</i>
<i>SAM SOM MIOCK</i>	<i>Eugène</i>	<i>Toamasina</i>
SOA	Elia Rolaine	Antalaha
THUNAM	Roger	Antalaha
<i>TOTOBE</i>	<i>Eric</i>	Antalaha
<i>SUPERWOOD Sarl</i>		Antananarivo

Liste des personnes et des sociétés ayant exporté du bois de rose en 2009. Les noms en italiques sont ceux des « nouveaux venus », qui n'étaient pas inclus dans l'arrêté n°003/2009 du 28 janvier 2009.

Source : Randriamalala, H. et Liu, Z. 2010. Bois de rose de Madagascar : Entre démocratie et protection de la nature. Madagascar Conservation & Development 5, 1: 11-22. Supplementary Material, http://www.mwc-info.net/en/services/Journal_PDF's/Issue5-1/MCD_2010_vol5_iss1_Rosewood_democracy_Supplementary_Material.pdf

NOM	Prénom	Ville	Date de demande d'agrément
PAULA	Anouschka	Antataha	12 X 2009
RASOANAIVO		Antataha	12 X 2009
COMPAGNY SEA AND SUN Sarl		Antataha	19 X 2009
Société HERY		<i>Antananarivo</i>	12 X 2009
ISLAND WOOD		<i>Antananarivo</i>	13 X 2009
RAZAKAMAHEFA MCO TRADE	Heritiana Jacquis	<i>Antananarivo</i>	30 IV 2009
TOANDRO AGROBUSINESS COMPANY (ABC)	Honoré Velondrazana	<i>Antananarivo</i>	13X2009 12 conteneurs déjà prêts à Vohémar
MAHARITSY	Jose Noe France Nita	Toarnasina	19 VIII 2009
RANAIVOJAONA	J-P	Antataha	03 10 2009
RAZAFISOAMANDIMBY		Antataha	03 XI 2009
MAGNAT MATER MINING Sarl (3M)		Mea.,	15 X 2009
SOCIETE NOUVELLE D'EXPLOITATION DES PRODUITS Sarl		Sambava	27 IX 2009
BADADY	Serge	Antataha	25 conteneurs déjà prêts à Vohémar
BEFOTOTO	Angelin	Antataha	25 conteneurs déjà prêts à Vohémar
JAOTOTO	Chantal Brana		25 conteneurs déjà prêts à Vohémar
RAELISON			3 conteneurs déjà prêts à Vohémar
RASOANIRINA	Joséphine		2 conteneurs déjà prêts à Vohémar
SEGUY	Andriafdy		25 conteneurs déjà prêts à Vohémar
SOLOFONIRINA	Roberto Faciane		25 conteneurs déjà prêts à Vohémar
SUN TUNG	Rita	Antelahe	1 conteneur déjà prêts à Vohémar

Source : Même source ci-avant.

1. Les acheteurs

La majorité, presque 98% des bois précieux ont été exportés en destination de la Chine, principal pays récipiendaire :

Société	Poids importé (tonnes)	Adresse
SHANGHAI TAN TAN TRADE	1 628	n°4058 Caoan Road, Shanghai, Chine
OCEAN TRADING	1 033	Room 1702, Kwai Hung Holding Centre, 89 King's Road, North Point, Hong
ZHANG JIAGANG	862	Jiang Hai Mid Road, Jingang Town Zhang, Jiagang, Chine
FOSHAN EVERLASTING	777	31 floor Jinghua Building, 18, Jihua Road, Foshan, Guangdong, Chine
CHINA KEY WIN	686	room 2, 12 floor, Lucida Industrial Building, Ville 43-17 Wang Lung street, Tsuen wan, Hong Kong, Chine
ZHEJIANG WILLING	685	n°368 North Zhou Shan Road, Hangzhou, Chine
HIGH HOPE	669	2105 High Hope Building, Nanjing, Chine
BEIJING YINTUO	630	Room 1602 Kwai Hung Holdings Centre, 89 King's Road, North Point, Hong
WUXI GUANGMING	564	Yunbe East road n°148, Wuxi, Jiangsung Lung, Chine
CHINA ARTEX	486	9/F Fortune Building, 168, Hundong Road, Fuzhou, Chine
ZHANG JIANGANG JIANGSU SKYRUN	414	Hongxin Building, 100 Jianye Road, Nanjing, Chine
SHANGHAI SHENJI	398	16/F Jincheng House, n°511 Tanmu-West Road, Shanghai, Chine
CHINA MEHECO	385	room 2101/8 n°18 Guangming, Zhong Jie Chong Wen District, Beijing,
DALIAN RISING	367	12 D China Bank Plaza, n°15 Renmin Road, Dalian, Chine
CHINA TUSHU SHANGHAI PUDONG	350	15/F Shanghai Bund International Tower, 99 Huanpu Road, Shanghai,
FOSHAN NANHAI GUCHENG	323	n°338 Dong Er Joncun Gucheng Nanhei Foshan, Guangdong, Chine
XIAMEN HIGH WATER	274	room 1206 Senhui Building Huli, Xiamen, Chine
HH INTERNATIONAL	253	A-1702 Hengwa Building Pagu, South Road, Tianjin, Chine
DONGGUAN SILVER DRAGON	252	6th floor, Block A, Industrial & Commercial Building, Gang Kou road,
HEROWISE ENGINEERING	133	Shop n°41, g/f Golden Court 1A, Laosin Street, Causeway Bay, Hong Kong,
WUXI SHI ZHOU YE	120	Wen Lizhong, Room 22042 Door Yinchun Apartments, Changjiang Road,
SHANGHAI KING TIRD	116	n°880 Dong Da Ming Road, Shanghai, Chine
SHANGHAI SHANG FU	106	Room 1907, n°578 Tianbao Rd, Piaoying Centre Building, Shanghai, Chine
SHANGHAI TONG SHENG	99	n°1906 flat 3 Yangpu District, Kong Jiangroad, Guofu Garden, Shanghai,
CHANGSHU JINBIAN CRAFT	96	103 Renmin Road, Haiyu Town, Changsu, Chine
CHINA JILIN FOREST	90	n°4036 Renlin street, Chan Chun, Chine
DALIAN YULIN	90	Xinghai Square B3 Yi Pin Xian Hai 22-2-501, Shakekou District, Dalian,
JILIN HAITIANXIA	90	500, Nanhu Avenue, Economic & Technical Development Zone, Chan
SHENZHEN CITY XUAN LONG	90	CH District 6th Floor, Commodity Exchange Building, Badan North Road,
HONGTAI WOOD	88	Flat C, 8/F Wan Fong Height, 15, Shing Fong Street, Kwai Chung, Hong
TEK'ASIA	87	3rd Floor, Fook Hong Industrial Building n°19, Sheng Yuet Road, Kowloon
CHINA NATIONAL FOREST	72	SHUI XI YUAN 606 room n°20, Anyuan Street, Beijing, Chine
CHANGSHA WEICHU SEED	61	Co Kay Yuan Xinge Building 1 Dong 27 Level C, Zone Economic
CECEIEC TIANJIN	54	4 floor, n°305 Nanjing Road, Tianjin, Chine
THEODOR NAGEL GmbH	49	118, Billstrasse, PO box 28 02 66 / D - 205 15, Hambourg, Allemagne
JIANGSU BOSHENG	45	room 318, Huanghe Road n° 275, Changshu, Chine

Société	Poids importé (tonnes)	Adresse
JIANGSU GUOTEI	43	9/F Guotai Times Plaza, Building A n°5 Renmin road, Zhangjiagang, Chine
YICK PO	41	23 B Flat Room B Blk 5 23/F Residence Oasis, Tseung Kwan, Hong Kong,
JIANG YIN HUA QUAN	40	Jiangyin, Chine
CITIC INTERNATIONAL	38	Room 4507, Capital Mansion, n°6 Xinyuannan Lu, Chaoyang District,
SANGHAI HONG SHENG	34	Room 201 n°70 lane 999, Lou Shan Guan Road, Shanghai, Chine
SHANGHAI SILK	34	283 Wu Xing Road, Shanghai, Chine
SUNOVER SIZE	20	Port-Louis, Maurice
DALIAN SK	20	room 809 n°3 Gangwan Street, Zhongsan District, Dalian, Chine
HONG KONG KING CHUNG	20	Hong Kong, Chine
TIANJIN WINSTAR	20	n°2 Xun Yuan Xili, The Second Street Teda, Tianjin, Chine
JIANGSU LIGHT INDUSTRIAL	19	n°100 Jianye Road, Nanjing, Chine
GUANGZHOU PEIJIA	18	room 2118, III Baiyun Building, Baiyun Road, Guangzhou, Chine
FLAVOUR HANDLING LLC	0	113 Barksdale Professional Center, Newark, DE19711-3258, USA

Sur les 350 tonnes de bois précieux importés par la société China Tushu Shanghai Pudong, 200 tonnes étaient du bois d'ébène. On peut remarquer aussi que deux sociétés occupent pratiquement le même bureau : Ocean Trading Co et Beijing Yintuo Investment Co Ltd. Cette dernière semble être une société d'investissement, d'après sa raison sociale. On peut donc se demander si le vrai importateur n'a pas mis son proche voisin sur une affaire intéressante. Là encore, le bois de rose malgache ne serait qu'une denrée spéculative, destinée à la revente à la hausse une fois la rareté bien établie, ce qui ne devrait plus tarder, en raison de la disparition progressive de cette essence et du temps qui lui manque pour sa régénération.

Tous ces acheteurs sont chinois sauf trois :

- **Theodor Nagel**, Allemagne : cette société hambourgeoise est connue comme fabricant d'instruments de musique et de pièces d'instruments de musique. Elle importe surtout de l'ébène, en faible quantité, mais depuis de longues années, dans le cadre d'un contrat d'approvisionnement régulier avec M. Thunam. Elle réexporte son bois façonné vers l'Europe et les États-Unis, comme en témoignent les démêlés de la société américaine Gibson (fabricant de guitares) avec la justice de son pays. Gibson est en effet soupçonnée d'avoir importé aux États-Unis des pièces en bois malgache d'origine illégale, via l'Allemagne, ce qui tombe sous le coup du Lacey Act (Anonyme 2009a).
- **Sunover Size Ltd**, Maurice : cette société mauricienne est nouvelle venue dans la filière bois de rose et n'a importé jusqu'à présent qu'un seul conteneur.
- **Flavour Handling LLC**, Delaware, États-Unis : cette société américaine est utilisée principalement par M. Ranjanoro, mais aussi un peu par M. Laisoa. Toutes les factures de M. Ranjanoro y sont libellées, mais aucune livraison n'y est jamais effectuée : tout va directement en Chine. Il s'agit donc vraisemblablement d'un centre de facturation et de télé-service, comme le suggère la page d'accueil de la société : <http://www.successfuloffice.com/answering-service-and%20virtual-office>

Source : Randriamalala, H. et Liu, Z. 2010. Bois de rose de Madagascar : Entre démocratie et protection de la nature. Madagascar Conservation & Development 5, 1: 11-22. Supplementary Material, http://www.mwc-info.net/en/services/Journal_PDF's/Issue5-1/MCD_2010_vol5_iss1_Rosewood_democracy_Supplementary_Material.pdf

4 Les banques

Trois banques locales soutiennent les exportations de bois de rose. Il s'agit de :

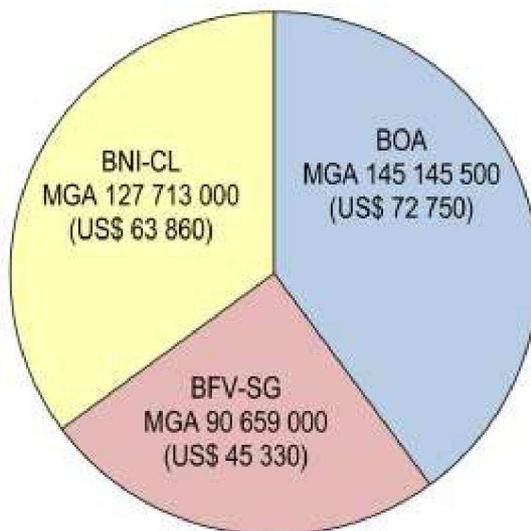
- la Bank of Africa (BOA) : au moins onze exportateurs y ont leurs comptes.
- la BNI-Crédit Lyonnais (BNI-CL) : le principal exportateur y a un compte.
- la BFV-Société Générale (BFV-SG) : les deux plus gros exportateurs y ont leurs comptes.

Il est intéressant de noter que la BOA compte parmi ses actionnaires l'Agence Française de Développement, le Groupe de la Banque mondiale (à travers l'International Finance Corporation), la Netherlands Development Finance Company et la Banque Marocaine du Commerce Extérieur. Les banques interviennent dans les opérations d'exportation à plusieurs niveaux :

la domiciliation bancaire : une banque locale certifie qu'un exportateur possède un compte en devises dans une de ses agences. Cette opération est imposée par le ministère des Finances et sert à contrôler l'obligatoire rapatriement des devises au pays. Elle n'est donc valable que pour une seule opération d'exportation et doit être renouvelée en permanence.

l'octroi de crédits pour financer l'extraction du bois de la forêt, son acheminement jusqu'au port d'exportation, le paiement des taxes et amendes préalables à l'exportation.

La répartition du marché du bois précieux entre ces banques est donnée en figure 5. Ces chiffres ne constituent évidemment qu'une estimation basse, car ils ne prennent pas en compte tous les mécanismes par lesquels les banques gagnent de l'argent dans ces opérations (placement à terme, vente de devises, etc.). Ils n'incluent que les frais de domiciliation et les commissions sur le change.



Répartition du gain des banques en 2009 avec le bois de rose.

Source : Même source ci-avant.

5 Les compagnies Maritimes

Les bois précieux exportés partent le plus souvent du port de Vohémar, d'Antsiranana et de Toamasina. Maroantsetra, Mananara et Antalaha sont souvent les lieux de départ du cabotage vers ces grands ports.

Les navires suivant ont assuré le cabotage entre les lieux indiqués :

- El Betela IV
- Savannah
- Esperance
- Red Rose
- Voromahery
- Anissa II
- Trucha
- L'Orient
- Mellino
- Maroa IV

Le transport des cargaisons vers l'Asie est assuré par les Compagnies suivantes

- UAFL/Spanfreight
- Delmas/CMA-CGM
- Safmarine/PIL/MSC

Quelques porte-containers ayant transporté les bois précieux en 2009

Delmas :

- Ultima (03 II 2009, 15 II 2009, 27 II 2009, 08 III 2009, 20 III 2009, 27 III 2009)
- Léa (04 X 2009)
- Consistence (04 XII 2009)

UAFL :

- Providence (17 II 2009, 06 III 2009, 27 III 2009)
- Mauritius (30 X 2009)

La compagnie UAFL a arrêté le transport de bois de rose en 2009. Son dernier transport datait du 30 octobre 2009.

Les responsables politiques qui ont modifié la réglementation forestière en faveur du trafic :

Nom	Titre	Date	Document
Vital Albert Camille	Premier Ministre	31 XII 2009	note 218-PM/SP.09
Randrianiandrisoa Edelle Calixte Rajaomarimamplanina Rakotonirina Jean Claude	Ministre de l'Environnement et des Forêts Ministre des Finances et du Budget Ministre du Commerce	21 IX 2009	arrêté interministériel n°38244/2009
Razafimahefa Ivohasina Razafinjatovo Hajanirina Randriarimanana Harison Edmond	Ministre de l'Economie du Commerce et de l'Industrie Ministre des Finances et du Budget Ministre de l'Environnement des Forêts et du Tourisme	28 I 2009	arrêté interministériel n°003/2009

D'autres opérateurs ayant exporté du bois de rose :

Noms	Conteneurs restants suivant arrêté 38244
Mtalohely Jean-Michel	15
Patricia Soa	6
Ihunam Roger	8
Soa Elia Rotaine	20
Ranjanoro Jeannot	25
Seguy Mdnafidy	25
Badady Serge	25
Bekasy Johnfrince	4
Solobnirina Roberto Faciane	25
Jaototo Chantal Bhana	25
Raelison	3
Bebtoto Angelin	25
Aga Business Company	12
Super Woods	10
Rasoankina Josephine	2
Reorarivony Nosiarivony	12
Pada Anoushka	6
Sun Tung Rita	1
TOTAL	249

Source : <http://www.tananews.com/2011/07/trafic-de-bois-precieux-puisqu%E2%80%99ils-ne-reveleront-jamais/>

L'Arrêté interministériel 003/2009 permet "à titre exceptionnel" l'exportation de bois précieux aux 13 exportateurs listés, selon l'inventaire listé dans l'Arrêté. La liquidation doit être finalisée avant le 30 avril 2009.

Nom et Prénoms ou raison sociales de l'opérateur	Lieu de dépôt	Quantité de rose		Quantité de bois d'ébène
		rondin	plaquette	rondin
1. LAISOA Jean-Pierre	Belle Rose Antalaha	3.838	15.094	NEANT
2. BEMATANA Martin	Akoalabe Antalaha	1.704	37	NEANT
3. SOA Elia Rolaine	Ambalahoraka Antalaha	92	53	NEANT
4. RAMILLIALISON Arland	Akoalabe Antalaha	3.437	NEANT	NEANT
5. BEZONKINY C. Claude	Ambondrona Antalaha	3.814	279	NEANT
6. BODY Thierry	Antsonasona Antalaha	563	NEANT	1.027
7. CHAN HOYLANE	Akoalabe Antalaha	288	NEANT	NEANT
8. SOA Patricia	elle Rose Antalaha	616	1.947	NEANT
9. NDAHINY Grégoire	Manolotsoa Antalaha	123	237	NEANT
10. MALOHELY	Maherifody Antalaha	45	2.111	NEANT
11. Ste THUNAM Roger	Akoalabe Antalaha	NEANT	8.802	NEANT
	Andranomasinkely I Vohemar	NEANT	14.384	NEANT
12. Ets RANJANORO	SMPI-Antalaha	1.727	3.696	NEANT
	4 Minutes ntalaha	3.772	2.642	NEANT
	Analamandrrofo-Sambava	NEANT	49	NEANT

	Andranomansinkely-Vohemar	NEANT	12.920	NEANT
13. GUERRA William	Fotobato-Ambalabe Antalaha	751	NEANT	NEANT
TOTAL		20.770	62.251	1.027

Ci-dessus : Extrait de l'Arrêté interministériel 003/2009

Actuellement, conformément à la liste figurant dans l'Arrêté interministériel 003/2009, 13 « opérateurs » sont officiellement reconnus comme actifs dans le secteur du bois précieux. Ces collecteurs sont les suivants :

BEMATANA Marie	Ets Ranjanoro	MALOHELY Jean	RAMILIAISON
BEZOKINY C. Claude	GUERRA William	Michel	Ariand
BODY Thierry	LAISOA Jean Pierre	NDAHINY Grégoire	SOA Elia Rolaine
CHAN Hoylane		SOA Patricia	Sté THU NAM Roger

Il convient de noter que le rapport du Comité Ad'hoc de décembre 2008⁷ comprenait aussi Jocelin (ou Josseline) GUERRA.

Source : *Enquête sur l'Exploitation et le Transport et l'Exploitation Illicite de bois précieux dans la région SAVA à Madagascar (août 2009) menée par GLOBAL WITNESS et ENVIRONMENTAL INVESTIGATION AGENCY, INC.* (voir partie Bibliographie, en fin de ce document).

Expéditeurs (tonnes)	Nombre de grumes	Poids déclaré	Valeur estimée	Destination
GUERRA William	180	1386	\$2,000,000	Beijing Yintuo, Hong Kong
BEMATANA Martin	180	1080	\$2,000,000	Beijing Yintuo, Hong Kong
NDAHINY Gregoire	270	2181	\$3,000,000	Beijing Yintuo, Hong Kong
NDAHINY Gregoire	90	705	\$1,000,000	China Meheco Traditional Medecines & Health Products, Beijing
CHAN HOY LANE	54	446	\$600,000	Shanghai Tong Sheng, Shanghai
BODY Thierry	215	1469	\$2,400,000	Zhyangjiagang Free Trade, Jianghsu
TOTAUX	989	7267	\$11,000,000	

TABLEAU 2. Les valeurs des 55 conteneurs 'légalisés' illégalement de rondins bois de rose exportés à partir de Vohémar (Iharana) le 31 Octobre 2009. Les chiffres ont été obtenus à partir d'un manifeste de cargaison appartenant à UAFL Maurice, le poids déclaré peut être sous-estimé car il est de pratique courante, rapporté par Stasse (2002), de donner un poids moyen de 196 kg par rondin.

TABLE 2. Values from the 55 containers of 'legalized' illegally - logged rosewood exported from Vohémar (Iharana) on 31st October 2009. The numbers have been obtained from a Cargo Manifest belonging to UAFL Mauritius; the weight declared may be underestimated as it is common practice, reported by Stasse (2002) who gives a mean weight of 196 kg per log.

Source : *The Madagascar rosewood massacre*, Derek Schuurman & Porter P. Lowry,

<http://journalmcd.com/index.php/mcd/article/download/133/95>

(Voir ses références la partie *Bibliographie*, en fin de ce document).

⁷ Comité Ad'hoc d'inventaire, Décembre 2008, Rapport d'inventaire des stocks des bois précieux « en ville » dans la Région Sava.

Coupeurs de bois de rose illégal, dans le nord-est de Madagascar	City	Nombre de containers		Profits	Valeur du bois gelé à Vohemar	Commentaires
		Janvier- Avril 2009	Gardé à Vohemar			
Jeannot RANJANORO	Antalaha	152	37	\$30,400,000	\$7,400,000	Chef du trafic / nono@moov.mg
Roger THUNAM	Antalaha	103	45	\$20,600,000	\$9,000,000	Adjoint au chef du trafic
Jean-Pierre LAISOA	Antalaha	81	33	\$16,200,000	\$6,600,000	
Claude BEZOKINY, Hôtel Palissandre	Antalaha	49		\$9,800,000		500 tonnes de bois de rose en attente dans un dépôt
Patricia SOA (LOSEING)	Antalaha	42	28	\$8,400,000	\$5,600,000	Sœur de Jeannot Ranjanoro
Thierry BODY	Antalaha	38	12	\$7,600,000	\$2,400,000	
Ramialison ARLAND	Antalaha	28	23	\$5,600,000	\$4,600,000	
Michel MALOHELY	Antalaha	21		\$4,200,000		
Martin BAMATANA	Antalaha	17		\$3,400,000		Ancien adjoint d'Antalaha
CHANELANE	Antalaha	17	30	\$9,400,000	\$6,000,000	
Grégoire NDAHINY	Antalaha	8		\$1,600,000		
William GUERRA	Antalaha	8		\$1,600,000		A essayé d'exporter dix conteneurs de bois de rose étiqueté "clous de girofle"
Angelin BEFOTOTO	Antalaha	7		\$1,400,000		Présumé dangereux et armé
Victor BE, Hôtel Victoria	Sambava					Collecte le bois de rose pour Ranjanoro
Victor, Hôtel Bel Air	Sambava					
Maurice PAULA, Hôtel Ocean Momo	Antalaha					Collecte le bois de rose pour Thunam
Jacky MANAMBOLA	Antalaha					
Claudia BEZOKINY	Sambava					Collecte le bois de rose pour Thunam; Sans rapport avec Claude Bezokiny
Germaine FENOZANANY, Hôtel Melrose	Sambava					Belle-soeur de Ranjanoro; Collecte le bois de rose pour elle-même
ABDOURAMANE	Sambava					Collecte le bois de rose pour Thunam; Présumé dangereux, actuellement en prison
Rachid PATEL	Antalaha					
Eric FOENG	Antalaha					
Jao HASY	Antalaha					Ancien agent du Dépt. des Eaux et Forêts (2004-2006)
Jean Galbert BETSIAROANA, Ets. Kinga	Antalaha					bois de rose extraits de la forêt de Sahamalaza, prétendus déracinés par un cyclone
Eugene SAM SOM MIOCK, Miaraka	Toamasina	300		\$60,000,000		
TOTAUX		571	208	\$120,000,000	\$41,600,000	

Les activités de l'abattage illégal de bois de rose dans le nord-est de Madagascar (2009) (ces chiffres sont des estimations minimales).

Source : *Precious trees pay off - but who pays ? An update*. Lucienne Wilmé, Derek Schuurman, Porter P. Lowry II and Peter H. Raven, 2009, http://www.academia.edu/2888223/Precious_trees_pay_off-but_who_pays

Peoples & compaignies involved in the rosewood trade in Madagascar 2009	Nb of Containers	Minimum selling price *	Traders importing ebony and rosewood (All except two are in China)
Etienne ANOU. Antalaha	25	55,000.000	Zhang Jiagang Free Trade Zone Zone Anxing Wood International Trade Co LTD
Martin BEMATANA. Antalaha	42	\$8,400.000	Beijing Yintua Investment Co LTD 1 Dalian Rising International Tradng Co 1 Shanghai Hong Sheng Industry and Trade Co LTD / Shanghai Tan Tan Trade Co LTD / Ocean Trading Cy LTD, Kwai Hung
Christian Claude BEZOKINY, Antalaha	49	\$9,800,000	Shanghai King Te International Trade Co LTD
Thierry BODY, Antalaha	56	\$11,200.004	China Tushu Shanghai Pudong Import & Export Co / 11H International Trade Co LTD / Tenjki Wlnstar International Trade Co LTD / Zhang Jiagang Free Trade Zone Arudng Wood Int. Trade Co LTD. Jiangsu 1 Hongtai Wood Industry, Hong Kong
Kara CHAN HOY LANE, Antalaha	20	\$4,000,000	Herowise Ergneering LTD - Shanghai Tong Sheng Furniture Co LTD
William GUERRA, Antalaha	33	\$6,000,000	Beking Yintuo Investirent Co LTD / Chim Tushu Shanghai Pudong Men & Export Co / Dalian Sk International Freight for Wading Co LTD 1 Foshan Nadia Gucheng Vouvray Co LTD 1 HH International Trade Co LTD : Shenzhen City Uan Long Ovaes the World Co LTD / Zhang Jiagang Free Trade Zone / Anxing Wood Intematcnal Trade Co LTD 1 Ocean Trading Cy LTD, Kwai Sang 1 Zhenjing Willgn Foreign Trading Co LTD, Hang Zhou
Jean-Pierre LAISOA. Antalaha	81	\$16200.000	Maya.. Hareing LLC / Foshan Everlasting Enterprise Co LTD 1 Hercurise Engineering LTD / High Hope International Group Jiang Knà Wear & Home Textiles Import & Export Co LTD / Ocean Trading Co / Shanghai Tan Tan Trade Co LTD I lung Jiangang Jiangsu Slcyrun Int. Group Co LTD
Jean-Michel MALOHELY, Antalaha	21	54.200.000	Dalian Risirg International Tradng Co 1 Jiangsu Boehm? International Freigh & Fonvainding Co LTD 1 High Hope International Group Jiang (rd Wear & Home Textiles Import & Export Co LTD 1 Shanghai Tan Tan Trade Co LTD
Grégoire NDAHINY, Antalaha	33	\$6,600.000	Bepng Ymtuo Investirent Co LTD 1 China Tushu Shanghai Pudong Import & Export Co / China Meheco Tracibonal Medecines and Heatth products Import & Export Co / Foshan Hachai Gucheng Yotmay Co LTD 1 HH International Trade Co LTD Zhang Jmngang Free Trade Zone 1 Pnxing Wood Internaaonal Trade Co LTD Zhejiang Ming Foreign Tradng Co LTD, Hang Zhou
Soa PATRICIA, Antalaha	61	\$12 200 000	Changshu ,Mbianf Colt Furniture Co LTD / Xiamen High Water Logslie Co LTD 1 Shanghai Tan Tan Trade Co LTD / Shanghai Shenji Internatoral. Tanmu / Shangha Tong Sheng Furniture Co LTD / Wuxi
Eugène SAM SOM MIOCK. Toamasina	314	\$62 800 000	
Arland RAMIALISON, Antalaha. Tamatave	33	56,600.000	Changsha Weichu Seer! Industry LTD / China Tushu Shanghai Pudcrig Import & Export Co I Dalian Rieng International Trade.; Co 1 HO Interne:na Trade Co LTD 1 High Hope International Grotp Jiang Knà Wear & Home Textes Import & Export Co LTD / Jiangsu Gantai international Group Orient Import & Export Co I Shanghai Tan Tan Trade Co LTD / Denjiang thlllign Foreign Trading Co LTD. Harg Zhou
Jeannot RANJANORO, Antalaha	152	\$30,400.000	CECEIEC Tianjin International Tradng LTD 1 China Artex Corporabon Fukui Co LTD 1China Jilin Forest Industry Group Import & Export Co LTD / China Key Win International Trading LTD / China National Forest Product Industry Co LTD / Dakar Yulin Import & Exocet Co LTD 1 Dcrigguan Seher Dragon Commercial Co LTD 1 Flavour Hanchng LLC 1 Shanghai Sdk Group Co LTD / Foshan Everlasting Enterprise Co LTD / GFTZ Chuia kitematicnal Trading Co LTD 1 Guangzhou Pe`a Import & Export Tracteg Co LTD I HH International Traie Co LTD 1, filin Haitianxia Rosewood Co LTD / ShanMai Horg Sheng Industry and Traie Co LTD / Shanghai Tan Tan Trade Co LTD Wuri Guangming Group Import & Export Co LTD
Elia Rolaine SOA. Antalaha	7	51,400,000	Shanghai Tan Tan Trade Co LTD I China Meheco Tarditchal melecines. Beijing

Peoples & companies involved in the rosewood trade in Madagascar 2009	Nb of Containers	Minimum selling price *	Traders importing ebony and rosewood (All except two are in China)
Roger THUNAM. Antalaha	120	\$24,000,000	Thecdor Nagel GmbH Hambmg, Germany / Wei Guangning Group Export & Export Co LTD 1 Shanghai Shang Fu 1 TeleAsia International, Kow Loue 1 CITIC International Co LTD, Beijing
Angelin BEFOTOTO, Andapa	7	\$1,400,000	
Johnfrince BEKASY, Anteha	21	\$4,200,000	Wuxi Shi Zhou Ye Textiles Co LTD. Wuxi / Shanghai Shenk Wein; / Shanghai Tong Sheng Furniare Co LTD / Slogan Tagal Trade Co LTD / Jiagyinh Uaquan Import & Export Co ltd
Jean Galbert BETSIAROANA, Antataha	7	\$1,400,000	Hong Kong King Chung Tram Co 1 Will Water Logidic Co LTD, Xiamen
DESIRE, Antalaha	22	\$4,400.000	Ocean trade Co LTD
Nosiativony RAKOTOARIVONY, AntaLaha	4	1800.000	High Water Logistic Co LTD, Xiamen
Josephine RASOAN1R1NA.		\$200.000	Sunover Size LTD, Matribus
Edit SAO KUNE MBOTIFENO	10	12,000.000	Jiang Yin Hua Oum Import & Export Co LTD I Hantai Wood Industry. Hong Kong / FIH International Trade Co LTD. Tianjin 1 China Tushu Shanghai Padang Impie & Export I Jiangsu Light Industrial Prolicts Import & Export, Nanjing
Super Woodwork, Ivato	14	12,800.000	Foshan Nanhai Gukhen, Wuxi Guangrning Group Import & Export Co LTD
Eric TOTOBE. Antalaha		1000.000	Shenzhen City Xuan Long Creates the World Co LTD. Shenzhen
1,137 containers - \$227400000			

Recent activities in illegal rosewood logging in North-eastern Madagascar (numbers are minimal estimates).

Source : *Precious trees pay off –but who pays? An update*. Lucienne Wilmé, Derek Schuurman, Porter P. Lowry II and Peter H. Raven, 2009,

<http://www.anglo-malagasysociety.co.uk/images/Poster%20on%20rosewood%20-%20Update%209th%20Dec%2009.pdf>

6 Parcs nationaux impactés (chiffres de 2009)

Les parcs nationaux les plus impactés sont **Marojejy**, **Masoala** et **Makira** :

	Nombre	Poids (tonnes)	Number of logs	Min – Max Nombre d'arbres*
Containers exportés de Vohemar, Avril 2009	571	11,420	57,000	14,275 – 28,550
Containers en attente à Vohemar, Octobre 2009	271	5,420	27,000	6,775 – 13,550
Conteneurs saisis le 3 Octobre 2009	91	1,820	9,000	2,275 – 4,550
Sous totaux _____	933	18,660	93,300	2,325 – 46,650
Aires impactées dans Marojejy & dans Masoala Nord 4,665 – 15,550 hectares				
Containers exportés de Toamasina, mars 2009	300	6,000	30,000	7,500 – 15,000
Aires impactées dans Makira & Masoala Sud	1,500 – 5,000 hectares			

Estimation du nombre d'arbres (de bois de rose), ayant été enlevés illégalement des aires protégées du nord-est (* Densité des arbres exploitables estimée à 3-5 arbres par ha, uniquement à l'intérieur des aires protégées).



Parcs fortement touchés par l'exploitation forestière illégale dans le Nord de Madagascar. Les carrés jaunes indiquent des dépôts (confluences et estuaires des rivières) et certains sites où les arbres de bois de rose sont connus pour y avoir été extraits.

Source : *Precious trees pay off - but who pays ? An update*. Lucienne Wilmé, Derek Schuurman, Porter P. Lowry II and Peter H. Raven, 2009, http://www.academia.edu/2888223/Precious_trees_pay_off-but_who_pays

7 Articles de journaux

Madagascar trafic de bois de rose : il est temps de sévir, voici quelques noms déjà connus !

Mercredi, 20 Février 2013 18:25

[...]

Pour l'aider dans sa tâche, qui ne sera pas une sinécure face aux richissimes parrains aux bras longs, ci-après une liste parue dans Madagascar Tribune en ligne en date du 18 décembre 2009. Soit il y a plus de trois ans.

[...] Le Directeur de la Sécurité du Territoire (DST), Samy Harison Olivier, fera-t-il mieux que tous ses prédécesseurs - qui ont tous tenu le même langage puis ont classé l'affaire à chaque fois- ou bien « *tsy hatohitra ny herin'ny vola ny fanadiadiana lalin-dalina kokoa fa hitsefotra indray* » ?

Nom	Habitant à	Informations
Angelin Befototo	Antalaha	7 conteneurs « exportés », soit 1.400.000\$ de bénéfice.
Victor Be	Sambava	Il tient l'hôtel Victoria et il collecte le bois de rose pour Jeannot Ranjanoro.
Victor	Sambava	où il tient l'hôtel Bel Air.
Maurice Paula	Antalaha	où il tient l'hôtel Ocean Momo et collecte le bois de rose pour le compte de Roger Thunam.
Jacky Manambola	Antalaha	« relayeur ».
Claudia Bezokiny	Sambava	collecte le bois de rose pour Roger Thunam.
Germaine Fenoanany	Antalaha	elle où tient l'hôtel Melrose, belle-sœur de Ranjanoro. Elle collecte le bois de rose pour lui.
Abdouramane	Sambava	Il a collecté le bois de rose pour Thunam. Présumé dangereux, il a été arrêté et devrait (le conditionnel est de rigueur actuellement) se trouver en prison.
Rachid Patel	Antalaha	
Eric Foeng	Antalaha	
Jao Hasy	Antalaha	ex-agent du Département des Eaux et Forêt. (Années 2004-2006).
Jean Galbert Betsiaroana	Antalaha	Il prétend qu'il a « nettoyé » la forêt de Sahamalaza, et que les arbres de bois précieux ont été arrachés par un cyclone.
Eugène Sam Som Miock	Tamatave	300 conteneurs « exportés », avec un bénéfice de 60.000.000 \$
Roger Thunam	Antalaha	103 conteneurs « exportés », soit 20.600.000 \$ de bénéfice. Considéré comme « une des têtes pensantes du réseau ».
Jean-Pierre Laisoa	Antalaha	81 conteneurs « exportés », soit 16.200.000 \$ de bénéfice.
Claude Bezokiny	Antalaha	33 conteneurs « exportés », soit 9.800.000 \$. Propriétaire gérant de l'hôtel Palissandre.
Patricia Soa (Lo Seing)	Antalaha	42 conteneurs « exportés », soit 8.400.000 \$ de bénéfice. Elle est la sœur de Jeannot Ranjanoro
Thierry Body	Antalaha	38 conteneurs « exportés », soit 7.600.000 \$ de bénéfice. C'est lui qui a été pris en flagrant délit le dimanche 17 février 2013 à Antalaha.
Ramialison Arland	Antalaha	28 conteneurs « exportés », soit 5.600.000 \$ de bénéfice.
Michel Malohely	Antalaha	21 conteneurs « exportés », soit 4.200.000 \$ de bénéfice.
Martin Bamatana	Antalaha	17 conteneurs « exportés », soit 3.400.000 \$ de bénéfice.
Chan Lane	Antalaha	30 conteneurs « exportés », soit 9.400.000 \$ de bénéfice.
Grégoire Ndahiny	Antalaha	soit 1 600 000 \$ de bénéfice.
William Guerra	Antalaha	8 conteneurs « exportés », soit 1.600.000\$ de bénéfice. Il avait essayé de faire passer les conteneurs en prétendant qu'ils contenaient des clous de girofle.

Source : <http://www.madagate.com/conservation/3019-madagascar-traffic-de-bois-de-rosen-il-est-temps-de-sevir-voici-quelques-noms-deja-connu.html>

8 Bref rapport sur l'activité mafieuse des bois de rose d'Antalaha

(Antalaha, le 30 juillet 2011)

Remarque : **TOUS LES NOMS CITES ci-dessous** sont déjà cités dans le document de référence sur le bois de rose écrit par Herizo Randriamalala et Zhou Liu de **Madagascar Conservation & Development**. Intitulé : « **Bois de rose de Madagascar : Entre démocratie et protection de la nature** »

Lien : http://www.mwc-info.net/en/services/Journal_PDF's/Issue5-1/MCD_2010_vol5_iss1_Rosewood_democracy_Supplementary_Material.pdf

Après avoir été informé du projet des « opérateurs économiques du bois de rose » du district d'Antalaha (qui se sont réunis samedi 23 juillet dernier à la Tranompokonolona d'Antalaha) consistant à mobiliser le peuple d'Antalaha, en ce jour de samedi 30 juillet au terrain municipal, pour dénoncer ce qu'ils considèrent comme une « injustice » du régime de la Transition dirigée par Andry Rajoelina, nous, membres d'une association protectrice de l'environnement et de la forêt à Madagascar, avons envoyé sur place une équipe pour suivre de près ce que projette ce groupe d'opérateurs agissant dans le « bois de rose », cela afin de mieux cerner la situation.

Après avoir assisté au meeting de ce jour (samedi 30 juillet 2011) au stade municipal d'Antalaha, nous vous livrons, à chaud, le rapport suivant :

1. Les meneurs et orateurs lors du meeting de samedi 30 juillet :

- a. L'ancien député de Vohémar (1^{er} orateur)
- b. L'ancien député zafiste (en 91), ravalomananiste (depuis 2002), devenu un prospère opérateur économique grâce à l'exploitation du bois de rose : **Monsieur BEMATANA Martin**
- c. Un opérateur économique, devenu rapidement multimilliardaire grâce également à ses activités dans l'exploitation du bois de rose, **Monsieur Jean Pierre LAISOA, dit JAO VATO**.

L'ancien député de Vohémar n'est pas très connu à Antalaha. Beaucoup se sont d'ailleurs demandé ce qu'il faisait là. Il fut député TIM lors du premier mandat de Ravalomanana.

BEMATANA Martin :

Cet ancien député zafiste de l'époque des Hery velona de 1991, s'est reconverti dans les affaires liées au bois de rose et est devenu conseiller spécial de l'ancien ministre de Ravalomanana, TSIANDOPY avant de retourner casaque en 2009. Actuellement encore, on peut constater de visu un énorme stock de bois de rose entreposé dans sa propre cours.

Le réseau de BEMATANA Martin passe par l'opérateur économique chinois bien connu à Tamatave, Wishawin, au même titre que d'autres opérateurs dans le bois de rose tel que **BEZOKINY Claude**, propriétaire du luxueux Hôtel luxueux « Le palissandre ».

Actuellement, **BEMATANA Martin** jouit pleinement de la protection des autorités préfectorales d'Antalaha, en la personne de l'adjoint du district : **Monsieur MAX**.

Jean Pierre LAISOA dit JAO VATO :

Connu comme sans réel emploi mais devenu un riche opérateur économique dans le bois de rose depuis 2009 en traitant directement avec des acheteurs chinois ; JAOVATO, un chômeur depuis de longue date, s'est distingué parmi tous les protagonistes, lorsqu'en 2009 il s'est permis d'acheter des villas appartenant à l'ancien milliardaire (depuis en faillite) connu, et ancien maire de la ville, TATIENNE. JAOVATO a également fait parler de lui dans l'affaire de détournement d'un navire transportant de la vanille appartenant à la société Henri Fraise en 2003. Il a été incarcéré, mais est vite ressorti de prison pour on ne sait quelle raison.

2. Les méthodes d'approche pour donner au meeting un faux-semblant de légitimité populaire :

- 5 Maires des communes rurales, d'où proviennent essentiellement le bois de roses, ont été payés 1.000.000 Fmg (soit 200.000 Ariary) chacun, cela dans le but de mobiliser la population issue de leur commune

rurale dont

notamment

:

- Le maire de la commune rurale d'Antombana
- Le maire de la commune rurale d'Ampohibe
- Le maire de la commune rurale d'Antsahanoro
- Le maire de la commune rurale de Lanjarivo

La véritable mission assignée à ces maires, ayant chacun été rétribué 200.000 Ariary, consiste en réalité à instrumentaliser la population, cela dans l'unique objectif de réunir le maximum de personne, dans le but d'organiser une démonstration de force et d'influencer les autorités par le surnombre ainsi constitué.

Chaque personne, issue des différentes localités mobilisées par les maires, a été payée 12.000 Fmg chacun (soit 2.400 Ariary). En terme clair, la présence de chaque personne au meeting a été monnayée (par ces richissimes opérateurs de bois de roses) de 2.400 Ariary chacun.

- Les autres « opérateurs économiques » dans le réseau de bois de rose ont assuré, quant à eux, le paiement et le transport. Tel est par exemple le cas de **ERIC dit MATRA** (le frère de l'opérateur de vanille bien connu, un certain Germain), ou encore de **BEZOKINY Claude** (souvent cité dans les affaires de bois de rose, mais qui a toujours su échapper à la justice, car certains barons du régime de la HAT le protègent et que **le fils du haut magistrat IMBIKY Anaclet**, un proche parent, est depuis son conseiller, d'ailleurs il s'en vante ouvertement).

C'est pourquoi, des véhicules 4x4 et des camions appartenant à ces opérateurs économiques ont assurés le transport (aller et retour) de cette « population » ayant accepté d'être corrompu, en touchant la somme de 2.400 Ariary.

- **Alors que 5 zébus avaient aussi été promis** à ceux qui viendraient remplir le stade, finalement cette promesse n'a pas été tenue, tout simplement parce que le meeting a dû être écourté car, à en croire l'explication des orateurs (dont **BEMATANA Martin**), ils auraient, paraît-il, obtenu une rencontre avec les ministres présents dans la région actuellement.
- Ils ont annoncé **qu'une réunion avec les ministres serait prévue pour Mercredi 03 août prochain**, pour régler une bonne fois pour toute ce problème. Et aux opérateurs économiques de menacer qu'au cas où ils n'auraient pas gain de cause, alors, ils renouvelleront leur **meeting pour le samedi 06 août prochain et ce sera 10 zébus qui seront tués**, pour mieux rameuter la population, et chaque personne qui accepterait de venir renforcer le meeting, se verra octroyée la somme (non plus de 2.400 Ariary comme aujourd'hui, mais de), mais 5.000 Ariary (soit 25.000 Fmg).

3. Les astuces des opérateurs de bois de roses :

Le gouvernement a interdit toute exploitation, sous quelle que forme que ce soit, « coupe, vente, exploitation et exportation » du bois de rose. Or, force est de constater que malgré cette interdiction, **un trafic généralisé a toujours eu cours.**

La méthode des opérateurs économiques dans le bois de rose est simple (et ils semblent avoir le soutien de hauts fonctionnaires ou de hauts responsables au sein de la Transition, ce qui fait que même le nom du président de la HAT, est constamment citée) suit le schéma et le réseau suivant :

- **d'abord les acheteurs (importateurs) – LES BAILLEURS : Ils sont de deux ordres :**
 - **Des importateurs « directs », généralement chinois** : Ceux-ci ont comme interlocuteur (vendeur, opérateur locaux de bois de rose) dont les plus connus sont :
 - **BEZOKINY Claude**
 - **JAO VATO**
 - **NONO RANJANORO**

- **Mme Edith** (la femme de Claude KAM HYO – proche de Ravalomanana mais ayant retourné casaque depuis 2009)
- **THU-NAM Roger**
- **Des acheteurs locaux et en même temps exportateurs (intermédiaires)** qui résident à Tamatave et Antananarivo : Le plus connu est : **WISHA-WIN de Tamatave et une Dame métisse chinoise de Tamatave**. Ceux-ci ont comme interlocuteurs (vendeur et opérateur locaux de bois de rose) dont les plus connus sont :
 - **BEMATANA MARTIN**
 - **BEZOKINY Claude (Encore)**
 - **NDAHINY Grégoire di « Gré », actuellement membre du CT (au titre de TGV)**
- **Ensuite pour opérer dans le bois de rose, ces personnes là UTILISENT :**
 - Des documents légaux de « **ramassage** » du bois (sous entendu, bois coupés par la nature, tel que cyclone ou encore des bois que l'on peut trouver déjà coupé par d'autres, même des braconniers ou qui ont simplement été abandonnés dans la forêt).
 - Ces « **documents qui autorisent le ramassage de bois coupés** » sont donnés à des « **seconds couteaux** » dont quelques uns sont des figures bien connus dans la ville à cause de leur comportement dans les lieux fréquentés, telles que les boites de nuit, bars et autres :
 - **Pour le compte de BEMATANA Martin**, on trouve surtout :
 - Le fils de REGIS (un propriétaire très connu des épiceries de la ville)
 - **Pour le compte de JAOVATO**, on trouve :
 - Un certain Jacques ALEXANDRE
 - Un certain (qui est aussi son associé) Coco Rasamy (*en prison actuellement*)
 - **Pour le compte de BEZOKINY Claude**, on trouve :
 - Un certain Patrick Maly
 - Un certain Moï
 - **Pour le compte de THU-NAM Roger**
 - Un certain Thierry (son beau frère)
 - Un certain BERA (*en prison actuellement*)

Conclusion :

Malgré le fait que ces opérateurs économiques du bois de rose se targuent d'agir en parfait respect de la loi du fait qu'ils sont en possession des « documents » leur autorisant le « *ramassage des bois coupés* » pour se défendre, force est de constater que **beaucoup de nouvelle coupe de bois de rose a été révélé, cela aussi bien par les autorités locales que par les « task-force »**.

Le plus consternant dans cette affaire, c'est que ces opérateurs de bois de rose **cherchent par tous les moyens de légitimer leur « trafic »** à travers les meetings qu'ils tentent d'organiser en présentant des fausses preuves du soutien qui leur est accordé. Alors que la population ne constitue en rien des partisans ni des opérateurs liés de près ou de loin aux bois de roses, mais de simples gens, pauvres parmi les pauvres, les ruraux notamment, **qu'ils paient 2.500 Ariary par tête**, et qu'ils corrompent avec des viandes de zébus (ils projettent de tuer 10 samedi prochain au cas où ils ne gagneront pas satisfaction à l'issue de leur rencontre avec les ministres pour le mercredi 03 août).

Si le président de la HAT n'est pas, comme il le dit (mais ce que l'opposition conteste), lié à ce trafic, on se demande toujours (et cela depuis le rapport de référence publié l'année dernière sur le bois de rose) **pourquoi les barons des bois de roses** (qui ont fini par dévoiler leurs visages actuellement à travers leur meeting) **dont :**

- **BEZOKINY Claude** (opérant surtout dans les zones nord **d'AMBINANIFAHO et de LANJARIVO**)

- **BEMATANA Martin** (opérant un peu partout, du côté d'ANTSAHANORO, CAP EST)
- **JAOVATO** (opérant vers le CAP-EST)
- **THU NAM Roger** (opérant un peu partout)

Les vrais parrains (tout le monde le sait, il suffit d'aller observer leur cours pour le constater de visu) de bois de rose ne se sont-ils jamais inquiétés ?

Maintenant, ces parrains de bois de rose **se sont permis de « défier » l'Etat**. Quelle audace ! Voilà donc un bel exemple pour juger de la sincérité et de la bonne foi des autorités de la Transition dans cette affaire car :

- Si à l'issue de la rencontre de mercredi prochain, le gouvernement cède face aux « opérateurs de bois de rose », alors, sans hésitation on peut admettre que les autorités de la Transition sont de mèches avec eux.
- Dans le cas contraire où le gouvernement reste ferme et décide de continuer à lutter contre le trafic de bois de rose, il sera de nouveau juger sur sa capacité à attraper les « gros poissons » (qui ont laissé tomber leur masque actuellement) ou s'il ne se contentera que de poursuivre les « seconds couteaux » dont certains croupissent déjà en prison depuis quelques temps.

Les autorités de la Transition ne pourront plus jamais feindre d'ignorer les noms des « vrais » parrains de bois de rose. **Quatre noms notoires sont livrés dans ce rapport**, et ces gens-là usent et abusent de leur argent pour corrompre la conscience d'une population pauvre pour servir de bouclier dans cette guerre qu'ils mènent (au service de leurs propres intérêts) contre le régime de transition et Madagascar.

La dernière question qui mérite d'être posée est : **« Est-ce que le président de la HAT osera-t-il mettre fin à ce trafic et, aussi, cette fois-ci, pourra-t-il empêcher à ce que la population ne servent de chair à canon dans les mains de ces mafieux pour s'acheter une légitimité dans leur trafic....OU pas ? ».**

On le saura lors du prochain rapport à l'issue de la rencontre avec les ministres mercredi prochain ou encore à l'issue du meeting prévu pour le samedi 06 août.

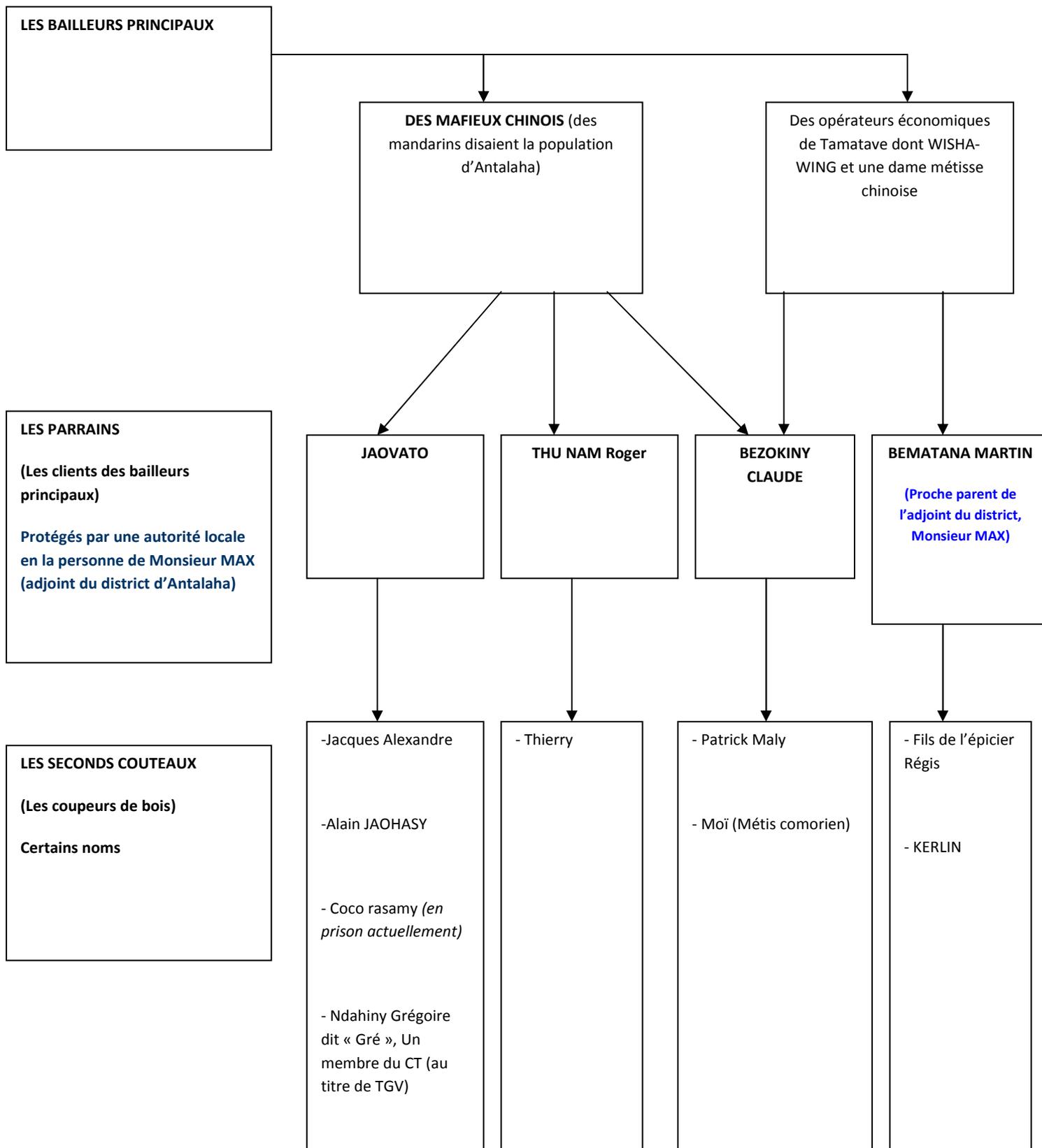
Recueillis par RALAMBO.C et AINA.R

Vous pouvez vous référer au dossier suivant pour vérifier la véracité des noms cités :

http://www.mwc-info.net/en/services/Journal_PDF's/Issue5-1/MCD_2010_vol5_iss1_Rosewood_democracy_Supplementary_Material.pdf

Source : *Bref rapport sur l'activité mafieuse des bois de rose d'Antalaha*, Extrait du Madagascar-Tribune.com, http://www.madagascar-tribune.com/IMG/article_PDF/Bref-rapport-sur-l-activite_a16226.pdf & <http://www.madagascar-tribune.com/Bref-rapport-sur-l-activite,16226.html>

9 SCHEMA DU TRAFIC DE BOIS DE ROSE ANTALAHA



Source : *Bref rapport sur l'activité mafieuse des bois de rose d'Antalaha*, Extrait du Madagascar-Tribune.com, http://www.madagascar-tribune.com/IMG/article_PDF/Bref-rapport-sur-l-activit_a16226.pdf & <http://www.madagascar-tribune.com/Bref-rapport-sur-l-activite,16226.html>

10 Articles sur le bois de rose, parus dans les journaux malgaches.

10.1 La « bolabolacratie⁸ », jeudi 1er mars 2012, par [Hery Randriamalala](#)

Le 8 août dernier, le Président Rajoelina prenait une ordonnance (n° 2011/01) extrêmement répressive à l'encontre du trafic de bois de rose. Ce texte a sans doute été promulgué suite à la recommandation F 35 COM 7A.10 du Comité pour le Patrimoine Mondial de l'UNESCO en date du 22 juillet 2011, qui demande à l'État malgache de mettre de l'ordre dans les stocks de bois de rose saisi ainsi que dans sa législation forestière. Cette ordonnance est vigoureuse : toute coupe, transport, exploitation, commercialisation et exportation de bois de rose et d'ébène sont interdits (art. 1). Tous les agréments d'exportation sont annulés (art. 3). Deux à cinq ans de prison ferme, sans sursis ni circonstances atténuantes ni possibilité de recours en appel, ainsi qu'une amende du double de la valeur commerciale des bois extraits, attendent les coupeurs, les exploitants, les transporteurs, les receleurs, les vendeurs et les acheteurs (art. 4, 9, 10 et 12). Complices et co-auteurs sont assimilés aux auteurs principaux des délits et soumis aux mêmes peines (art. 6). Les délits constatés ne peuvent plus faire l'objet de la moindre transaction légale (art. 8). Toutes les dispositions législatives antérieures contraires sont abrogées (art. 14).

Voilà des mesures de nature à rassurer les plus sourcilieux des défenseurs de l'environnement, ainsi que les bailleurs de fonds oeuvrant dans ce domaine, même si leurs côtés liberticides peuvent inquiéter les démocrates ! Et en effet, deux semaines plus tard, le 22 août, le ministre de l'Environnement tient des propos très fermes lors d'une rencontre avec les exploitants forestiers à Sambava.

Mais lorsque le Premier ministre se rend dans la SAVA le 5 janvier 2012 pour les funérailles des victimes du naufrage de l'Elizabeth au large du **Masoala**, les trafiquants reprennent l'initiative : ils fournissent véhicules de luxe et hébergement haut de gamme pour les accompagnateurs du PM et, lors de la réunion du lendemain à Antalaha, ils lui demandent de ré-ouvrir les exportations de bois de rose. L'intéressé diffère sa réponse.

Alors, les trafiquants insistent et le 15 janvier, ils affrètent un avion **d'Antalaha** vers la capitale, pour assister à une réunion sur le bois de rose avec les officiels du gouvernement. Le gouvernement leur demande de remettre leur bois pas encore saisi, pour qu'il le vende et l'exporte lui-même. Les trafiquants rétorquent qu'ils ont plus de contacts, d'expérience, de savoir-faire, et donc, qu'ils souhaitent exporter eux-mêmes leur bois, quitte à payer plus de taxes. Finalement, l'accord ne se fera pas. Les trafiquants ont la nette impression que le gouvernement voudrait prendre leur bois pour en confier l'exportation à un seul homme, centralisant ainsi tout le marché.

C'est peut-être avec cette grille de lecture qu'il faut lire l'arrêté n° 0741/2012 pris trois jours plus tard, le 18 janvier 2012, par le ministre de l'Environnement. Il décide :

« *L'exportation des produits principaux des forêts naturelles toutes catégories confondues est autorisée sous toutes ses formes par l'Agent forestier responsable de l'Administration forestière concernée. La personne désireuse d'en exporter doit justifier l'origine légale de ses produits.* »

Lecture de texte : « toutes catégories confondues » = bois de rose et bois d'ébène ; « sous toutes ses formes » = bois brut ou produit fini. Les articles 5, 6 et 7 sont riches de sens : pour être exportateur de bois précieux, il suffit de le demander au ministre, en fournissant simplement une liste de documents administratifs peu contraignants. L'agrément est accordé pour une durée déterminée et une quantité de bois convenue. La suite du texte est une série de mesures techniques incitant, par une taxation dégressive, les opérateurs à travailler leur bois sur place avant l'exportation. Mais l'article 15 ne manque pas de sel : « Vu l'urgence et indépendamment de sa publication au Journal Officiel de la République de Madagascar, le présent arrêté prend effet dès son signature. » Si l'orthographe sommaire est sans doute la marque de l'urgence, un principe essentiel de l'État de droit est cependant battu en brèche : nul n'étant sensé ignorer la loi, celle-ci ne peut être secrète et prendre effet avant sa publication. Mais hélas l'actualité récente fourmille de cas de violations de l'État de droit : le récent limogeage du Gouverneur de la Banque Centrale, dont l'indépendance vis-à-vis de l'exécutif devrait garantir la bonne santé de la monnaie nationale, l'intervention directe de l'exécutif pour suspendre l'exécution d'une décision judiciaire finale (vente aux enchères du matériel de manutention du port de Vohémar), le maintien en fonction d'un ministre qui a soutenu des policiers coupables de l'assassinat d'un magistrat à Tuléar, et, dans le cas présent, le non-respect de la hiérarchie des textes légaux. En effet, une ordonnance est supérieure à un arrêté, qui en conséquence de droit, ne peut la contredire.

⁸ Note : La grume ou le rondin de bois de rose est appelée « bola-bola ».

Or, les contradictions sont ici multiples :

Ordonnance du 8 août 2011	Arrêté du 18 janvier 2012
Interdit la coupe, le transport, l'exploitation, la commercialisation et l'exportation des bois de rose et d'ébène (art. 1).	Autorise l'exportation de toutes les essences sous toutes leurs formes (art. 4).
Annule tous les agréments d'exportation en vigueur (art. 3).	Accorde un agrément d'exportation à toute personne qui en fait la demande dans les formes (art. 5, 6 et 7).
Annule toute législation antérieure contraire à cette ordonnance (art. 14).	Fait référence, dans son préambule, à des textes antérieurs et contraires à l'ordonnance.

Alors, qu'en déduire ? Amateurisme ou velléités d'indépendance du Ministre par rapport à son Président ? Une autre lecture est possible : celle d'une action concertée entre le Président et son ministre, quitte à ce que les formes ne soient pas bien respectées. Par son ordonnance, le PHAT donne un gage sérieux à la communauté internationale quant à son souci de préserver l'environnement. Il tente -d'améliorer son image internationale et d'obtenir les crédits de la Banque Mondiale liés à l'environnement. En outre, il fait le nettoyage par le vide chez les trafiquants : ils sont tous révoqués. Puis il laisse à son ministre le soin d'essuyer la colère des défenseurs de l'environnement, quitte à le désavouer ou à le sacrifier plus tard si l'indignation est trop importante. En même temps, le ministre s'octroie la possibilité d'accorder ou de refuser les agréments d'exporter pour les personnes de son choix, ou de celles qui lui seront recommandées par ses supérieurs. De là à penser que ce choix ne sera pas gratuit, mais dûment « éclairé », il y a un pas qu'on ne peut encore franchir. Mais force est de constater que la prédiction faite le 15 novembre 2009 par un collaborateur proche des trafiquants est en bonne voie de réalisation : « On entend dire avec arrogance par les acheteurs chinois, que l'exportation continuera toujours d'une manière ou d'une autre, car avec leur argent, ils croient pouvoir franchir toutes les portes, même les plus haut placées. On raconte que l'un des acheteurs chinois va monopoliser le marché à l'exportation avec quelqu'un de haut placé. Et que les autres Chinois devront passer par lui pour pouvoir sortir du bois. Des menaces de mort ont été proférées si l'un d'eux dépasse le quota qu'il aura fixé. Mais le problème est que tous disent que les lots leur appartiennent. Les exportateurs ont soif et sont fous d'argent : ils acceptent toutes les avances des acheteurs qui passent. Pourtant il n'y a pas assez de bois en stock. Ainsi faudra-t-il recommencer les coupes illicites, en cachette, même dans les aires protégées. L'une des têtes de la mafia est sur notre territoire. Il paraît que si la communauté chinoise est menacée ou si les Chinois ont un problème entre eux, c'est lui qui fera le nettoyage à sa façon. » Que cet objectif de monopoliser le marché du bois de rose soit bien réel ou une simple supposition, force est de constater que le gouvernement est maintenant en position de l'atteindre : il a « assaini » la filière en en prenant le contrôle total.

Puisque nous ne sommes plus en État de droit, c'est que nous vivons sous une forme nouvelle de dictature (d'ailleurs, aucun des détenteurs actuels du pouvoir n'est sorti d'une élection). Après la démocratie (le pouvoir au peuple), la théocratie (le pouvoir aux religieux), la pétromonarchie (pays où seul le pétrole est roi), la narcocratie (le pouvoir aux trafiquants de drogue), Madagascar innove et invente la « bolabolacratie » : le pouvoir aux trafiquants de bois de rose, qui se confondent maintenant avec l'État. Il devient clair que la solution au problème de la protection des forêts malgaches ne se trouve plus à Madagascar, mais en Chine.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/La-bolabolacratie,17164.html>

10.2 TRAFIC - Des bois de rose saisis à Antalaha



L'exportation de bois de rose de Madagascar reste interdite

Des éléments de la Direction de la sécurité du territoire ont mis la main sur des bois de rose prêts à embarquer. Des sources auprès de la primature soupçonnent un coup monté.

Une nuit qui sort de l'ordinaire. Six éléments de la Direction de la sécurité du territoire (DST) ont atterri à Antalaha à une heure de matin, hier. Des sources sur place rapportent qu'ils avaient comme mission d'intercepter un trafic de bois de rose, prêts à embarquer. Ils auraient avisé l'opération aux autorités compétentes, une fois arrivés sur place. Quelques heures après, les forces ont pris le contrôle des bois précieux. Ils ont également mis la main sur six boutres, un tracteur, une camionnette et trois 4x4 à Ambodiampana.

«Rien n'a encore été décidé sur les procédures à suivre, dans la matinée. Les boutres étaient gardés par des éléments de la force mixte et de la DST. Quatre sont déjà remplis de bois de rose. Des autorités locales, accompagnées des forestiers et des hauts gradés de la force mixte sont arrivés à Antalaha en début d'après-midi. C'est là que le comptage a commencé», rapporte une source proche du dossier.

À part ceux qui ont été chargés dans les boutres, 212 rondins de bois de rose ont été retrouvés sur la plage et douze autres, dans un des 4x4. « Les forces ont déjà procédé à l'arrestation de dix personnes dont le présumé auteur principal du trafic », selon le commissaire Samy Harison Olivier, premier responsable de la DST. D'après une source sur place, les bois ne seraient pas fraîchement coupés. Il pourrait ainsi s'agir de stocks ou des bois qui ont été cachés. L'enquête sur cette affaire aurait déjà commencé et jusque-là, une femme, opérateur économique, serait indiquée comme étant la propriétaire des bois prohibés.

Le fossé s'élargit

Interrogées sur cette affaire, des sources auprès de la primature soupçonnent un coup monté. Cette institution assure l'intérim auprès du ministère de l'Environnement. « Nous n'avons pas encore reçu le rapport final. Tout porte à croire jusque-là, que l'opération est montée de toute pièce, pour nuire à notre réputation. C'est juste un moyen de nous dénigrer », indique un haut responsable à la primature.

Le fossé entre la primature et la présidence ne cesse de s'élargir. Le désaccord entre les deux parties n'est plus un secret pour le public. Le président de la Transition, Andry Rajoelina, a même déjà poussé indirectement le premier ministre Omer Beriziky à démissionner, mais en vain. Cette intervention pourrait ainsi être un moyen d'enlever toute forme de crédibilité à ce dernier, aux yeux de la communauté internationale. Par ailleurs, il est souvent reproché à la présidence de la Transition de ne pas agir assez pour mettre fin au trafic. Il est possible qu'elle ait décidé de prendre en main cette affaire, pour mettre fin à ces reproches. Ce qui pourrait expliquer l'intervention de la DST. La fin de cette histoire de saisie à Antalaha, devrait être connue prochainement.

Judicaëlle Saraléa

L'express de Madagascar - Mardi 19 février 2013

Source : <http://www.lexpressmada.com/trafic-madagascar/41054-des-bois-de-rose-saisis-a-antalaha.html>

10.3 Bois de rose - La juridiction spéciale relève de l'aléatoire



La ministre Christine Razanamahasoa dénonce un manque de moyens financiers pour la mise en place de la juridiction spéciale

La ministre de la Justice rapporte qu'il n'y a pas de budget pour la mise en place de l'entité chargée de la poursuite et du jugement sur les bois de rose et bois d'ébène.

En suspens. La chance pour que la juridiction spéciale sur les bois de rose voie le jour pendant la Transition est de plus en plus minime. Jointe au téléphone, Christine Razanamahasoa, ministre de la Justice, a confié, hier, que cette institution ne disposait pas de moyens financiers pour exécuter l'ordonnance n°2011-001, portant répression des infractions relatives aux bois de rose et bois d'ébène.

« Tout est question de budget. La mise en place de la juridiction spéciale exige de nouvelles infrastructures, des ressources humaines. Avec la crise et la politique d'austérité qui est actuellement en vigueur, le ministère ne dispose pas de moyens pour ces dépenses », a justifié la Garde des Sceaux. D'après ses explications, l'ordonnance exige, également, que toutes les affaires juridiques concernant les bois de rose et bois d'ébène soient traitées dans la capitale. « Nous ne disposons pas de budget pour assurer ces transferts. Cependant, nous faisons du dessaisissement quand la personne concernée est considérée comme étant très influente dans sa juridiction », a-t-elle rajouté.

En effet, le présumé auteur principal de la dernière « saisie » a, par exemple, été transféré dans la capitale. Des sources indiscrètes rapportent que celui-ci est toujours entre les mains de la Direction de la sécurité du territoire.

Stricte répression

Ce principal suspect figure parmi les noms les plus entendus dans le trafic de bois de rose mais réussit toujours à s'en sortir. « Actuellement, nous avons une affaire en cours contre cette personne. Tout a commencé en 2007, et la Justice lui a donné gain de cause en 2013. Nous avons fait appel et mais ça a été rejeté. Maintenant, nous projetons de pourvoir en cassation », a confié Jean Claude Rabemanantsoa, directeur général de la Forêt.

D'un côté, contrairement à ce que l'ordonnance n°2011-001 mentionne, les sanctions appliquées, jusque-là, à l'encontre des trafiquants ne sont pas assez dissuasives. Et de l'autre côté, ce sont les sous-fifres qui sont, en général, sacrifiés. Toutefois, « l'une des vocations du Comité de pilotage sur les bois de rose est d'effectuer des études juridiques (...) Nous souhaitons, aussi, que l'un des auteurs principaux des trafics soit puni sévèrement pour servir d'exemple », a enchaîné Jean Claude Rabemanantsoa, qui est également le porte-parole du Comité de pilotage.

Judicaëlle Saraléa

L'express de Madagascar - Lundi 04 mars 2013

Source : <http://www.lexpressmada.com/bois-de-rose-madagascar/41392-la-juridiction-speciale-releve-de-l-aleatoire.html>

10.4 Bois de rose - Le trafic passe au-dessus de la douane



Les rondins exportés font partie de ceux déjà saisis et stockés quelque part

Le mode opératoire des exportateurs illicites de bois de rose rapatriés a été mis à jour. Les conteneurs ne passent pas par la douane.

Corruption, soudoiment, piratage informatique. Les exportateurs illicites de bois de rose ne manquent pas d'imagination pour arriver à leurs fins. Le service des douanes a révélé hier le mode opératoire qui a permis l'exportation de douze conteneurs de ce bois précieux vers Singapour et la Malaisie en juin. D'après les explications des responsables de la direction des affaires juridiques et de la lutte contre la fraude de cette institution, les trafiquants ont utilisé un nom fictif, un faux mail et ont usurpé le nom d'une société exportatrice de pierre à Faravohitra pour obtenir douze conteneurs vides. Ils ont déclaré, dans le connaissance destiné à la société de navigation, qu'ils vont exporter des pierres industrielles. Or, dans le certificat phytosanitaire et le certificat d'origine, ils ont mentionné des bois de rose (ndlr: les photocopies de ces documents ont été obtenus grâce à une fouille d'un Chinois à Ivato, il y a quelques mois. Voir notre édition d'hier).

« Aucune déclaration n'a été faite auprès de la douane. Ils savent que tous les produits destinés à l'exportation doivent passer sous scanner. Cette décision a été prise après la mise en garde d'Andry Rajoelina. Ils ont tout de suite soudoyé des employés du Terminal à conteneurs. Ils ont par la suite intercepté le mail envoyé à la société de navigation, et ont rajouté les douze conteneurs dans la liste à embarquer », raconte un responsable auprès de ce service de la douane, qui pour des raisons de sécurité a demandé à garder l'anonymat. « Nous avons tout de suite compris que c'était des bois de rose (ndlr: le certificat phytosanitaire ne mentionne que sept conteneurs). Une pression a été effectuée auprès de la compagnie de transport. Malheureusement, quatre conteneurs sont déjà arrivés à Hong Kong, et n'ont pas pu être récupérés », rajoute-t-il.

Identification

Six conteneurs ont déjà été rapatriés à Toamasina au mois de juin, et les deux autres ce samedi. L'ouverture des six conteneurs s'est déroulée en présence des autorités compétentes qui se sont convenues de garder le secret avant que l'affaire ne soit éclairée. La vue des marquages sur les bois a suscité de l'étonnement des assistants. « À première vue, les bois exportés ont déjà été

saisis », souligne toujours le responsable. Manganirina Randrianarisoa, le secrétaire général de l'Environnement a pour sa part expliqué que

« ce fait prouve que des détenteurs procèdent à la vente. Tous les bois saisis ne sont pas stockés auprès de la gendarmerie ou les services forestiers, il y a ceux qu'on appelle détenteurs légaux. Il s'agit entre autres de ceux qui ont obtenu l'autorisation d'exportation en 2009 ». Des bois saisis ne sont donc pas en sécurité.

L'enquête de la douane a permis de mettre sous mandat de dépôt deux employés du Terminal à conteneurs, un de la société de navigation et trois transitaires. « Nous avons également déterminé le propriétaire. Il s'agit de celui qui est déjà recherché dans l'affaire de bois de rose de Maurice. On a pu l'identifier grâce à une plainte qu'il a porté à l'encontre de la société de navigation auprès de la justice de Hong Kong », rapporte toujours l'agent de la douane. Mais une fois de plus, le présumé titulaire des marchandises a disparu de la circulation.

Marchandise prohibée

Selon les explications de la direction des affaires juridiques et de la lutte contre la fraude de la douane, toute exportation ou importation sans passer par la douane est considérée comme une infraction douanière. Le code des douanes autorise l'institution à effectuer les enquêtes préliminaires, qu'importe la nature des produits. Les bois de rose sont qualifiés comme étant des produits prohibés, mais ils doivent faire l'objet d'une action légale et non d'amende ou de confiscation. Comme le constat a été effectué par le service central, l'affaire est confiée au tribunal d'Antananarivo.

Judicaëlle Saraléa

L'express de Madagascar - Mardi 31 juillet 2012

Source : <http://www.lexpressmada.com/bois-de-rose-madagascar/36411-le-traffic-passe-au-dessus-de-la-douane.html>

10.5 Bois de rose - Aucune déclaration d'opération suspecte émise.

En régression. En 2010, le service de renseignements financiers ou Samifin a reçu 26 déclarations d'opérations suspectes (DOS) qui semblent avoir une relation avec la filière bois de rose. Depuis 2011, aucune déclaration n'a plus été émise concernant ce domaine.

Selon les explications du directeur général du Samifin, le professeur Jean Claude Razaranaina, cette baisse, voire cette absence, serait une conséquence de l'initiative du Samifin qui est de bloquer les comptes bancaires des personnes suspectes. « Les institutions bancaires n'ont plus travaillé avec ces opérateurs », a-t-il souligné lors d'une conférence de presse tenue jeudi au siège du Samifin à Faravohitra.

Malgré cette absence de DOS, les enquêtes du Samifin sur les dossiers reçus se poursuivent. Ils seront remis incessamment auprès du tribunal. « Après avoir consulté les dossiers, nous avons constaté qu'il existe une typologie similaire, donc nous avons combiné les enquêtes. Pour le moment, les dossiers sont encore entre nos mains, mais nous allons les transférer au Tribunal », a poursuivi le DG.

Lantoniaina Razafindramiadana

L'express de Madagascar - Samedi 02 mars 2013

Source : <http://www.lexpressmada.com/bois-de-rose-madagascar/41369-aucune-declaration-d-operation-suspecte-emise.html>

10.6 BOIS DE ROSE- Des prévenus relâchés en masse



Des embarcations sont utilisées par les trafiquants pour charger les rondins à bord de bateaux étrangers qui jettent l'ancre au large, selon la gendarmerie

Livrés à la justice pour avoir tenté d'exporter 346 rondins de bois de rose, à Antalaha, vingt trafiquants présumés ont été entendus au Parquet, hier. Tous ont recouvré la liberté.

Une décision judiciaire qui ne fait ni chaud ni froid aux trafiquants de bois de rose. Déférées au parquet du tribunal à Antalaha, vingt personnes arrêtées pour trafic de bois de rose ont toutes été relâchées. De source émanant de la gendarmerie, seuls treize des vingt individus pris dans le filet figurent sur la liste des prévenus. Les sept autres ont été mis dans le même sac qu'eux lors d'une arrestation massive, la semaine dernière. Lors des premières auditions, il se serait avéré qu'ils n'avaient aucune implication dans l'affaire et ont été au final classés en tant que témoins.

Certains d'entre eux ont été livrés à la justice, mercredi. Au terme de longues auditions, le juge d'instruction a rendu son verdict, hier en fin d'après-midi. Inculpés pour tentative de déplacement de rondins de bois de rose, les treize prévenus ont bénéficié d'une mise en liberté provisoire.

Un opérateur de produits forestiers de la région Sava est soupçonné d'avoir tiré les ficelles. Il aurait mandaté l'un de ses collaborateurs pour recruter des dockers afin de déplacer les rondins. Le 27 décembre, ils se sont tous faits prendre lorsque des éléments de la compagnie territoriale de gendarmerie à Antalaha et ceux de la compagnie militaire de Sambava ont lancé une opération coup de poing.

Au peigne fin

Sur la base de renseignements, les forces de l'ordre ont pris dans les mailles des filets qu'ils ont tendus dans la commune rurale d'Ampanavoana, Antalaha, un tout-terrain transportant 63 rondins. Elles ont passé toute la localité au peigne fin. Elles ont alors mis la main sur 283 rondins, dissimulés au village d'Ambodi-madiro. Dans la foulée, elles ont procédé à l'arrestation d'une vingtaine d'individus. Au total, 346 rondins de bois de rose ont été saisis.

Placé sous haute surveillance, les bois précieux découverts sont gardés en pleine brousse, à une centaine de kilomètres de la ville d'Antalaha.

Pour les besoins de l'enquête, les vingt personnes incriminées ont rejoint le chef-lieu du district. Au terme des interrogatoires, elles ont été sommées de ne pas quitter la ville en attendant leur défèrement, entamé mercredi. Avant que ce trafic de soit débusqué, les forces de l'ordre ont inspecté deux voiliers, mais en vain.

Seth Andriamarohasina

Vendredi 04 janvier 2013

Source : <http://www.lexpressmada.com/bois-de-rose-madagascar/39809-des-prevenus-relaches-en-masse.html>

10.7 Bois de rose : un enregistrement implique un politicien mauricien

Un enregistrement d'une conversation téléphonique entre un politicien mauricien, commanditaire des six conteneurs de bois de rose saisis par les douaniers à Port-Louis, et son contact malgache pourrait faire prendre une nouvelle tournure à l'enquête menée par le Bureau indépendant anticorruption (BIANCO) de Madagascar.

Cette enquête pourrait connaître un nouveau développement dans les jours à venir après que le Bureau indépendant anticorruption a informé les autorités mauriciennes que ses enquêteurs sont en possession de cet enregistrement compromettant.

Dans cette conversation téléphonique qui a été transcrite par les autorités malgaches, le politicien mauricien donne des instructions à l'individu en question pour aller superviser l'abattage des arbres de bois de rose jusqu'à leur embarquement à bord du cargo selon nos renseignements.

L'Independent Commission Against Corruption (Icac) attend la réception d'une copie de cet enregistrement avant de passer à l'étape supérieure, soit la convocation du principal concerné.

Le Markella, navire transportant ces six conteneurs de bois de rose, avait accosté Port-Louis le 19 juin.

La supercherie a été découverte alors que le navire se trouvait dans le port. Grâce à une opération conjointe de l'Anti Drug & Smuggling Unit et des officiers de la douane, ce trafic de bois de rose a été mis au jour.

Cette cargaison avait quitté Toamasina le 15 juin, à bord du navire Markella. Selon l'exportateur, les conteneurs devaient contenir des haricots secs et des cornes de zébu. Ce sont les contradictions de la déclaration de l'exportateur qui ont mis la puce à l'oreille des douaniers mauriciens. Ces derniers ont alors passé les conteneurs au scanner et ont découvert des rondins de bois de rose au lieu de haricots ou de cornes de zébu.

La majorité et le MSM accusent un des leurs dans le trafic de bois de rose

Un élu mauricien serait trempé jusqu'aux coudes dans le trafic de bois de rose à Madagascar. La majorité et le MSM se jettent la boue, en attendant que les organismes anti-corruption malgache et mauricien fassent la lumière sur cette affaire.

Il flotte un parfum de bois de rose sur la scène politique mauricienne. Depuis la saisie de six conteneurs de cette essence rare en provenance de Madagascar en rade de Port-Louis, en juin dernier, le nom d'un élu de la majorité a été cité avec persistance comme étant trempé jusqu'aux coudes dans cette affaire.

Au sein du gouvernement, tout le monde a gardé un silence gêné, le commerce de bois de rose étant illégal dans la Grande-île. Sauf que les langues ont commencé à se délier avec la cassure de ce dimanche 7 août, lorsque le Mouvement socialiste militant (MSM) a décidé de passer dans l'opposition.

Au sein du Parti Travailleiste (Ptr), le nom d'un ex-ministre du parti Soleil est donné à qui veut l'entendre. Sur la page Facebook des rouges, il y a beaucoup de références à cette affaire et c'est le MSM qui est ciblé. Or, au Sun Trust, celui visé par les rouges s'en défend et cible à son tour nul autre qu'un Senior Minister.

Des deux côtés, l'on hésite cependant à s'aventurer ouvertement par crainte de faire fausse route. Sauf que les deux camps souhaitent que la lumière soit faite le plus rapidement possible sur cette affaire tant par la Commission anti-corruption que par la brigade anti-drogue.

A l'issue de l'arrestation d'un parlementaire malgache dans le cadre de cette affaire dans la Grande-île, l'organisme malgache de lutte contre la corruption - le Bureau indépendant anti-corruption (Bianco) - a sollicité l'aide de son homologue mauricien, l'Independent Commission Against Corruption (ICAC). La partie malgache compte sur le soutien de l'ICAC pour voir plus clair sur quelque connivence entre fraudeurs malgaches et mauriciens.

D'autre part, la brigade anti-drogue mène également une enquête par rapport à la présence de cette précieuse cargaison de bois dans la rade de Port-Louis. D'autant que le MSC Markella, le navire qui avait les 6 conteneurs de 29 tonnes chacun à son bord, a souvent été soupçonné de transporter de la drogue. Le bateau a déjà été perquisitionné par la police qui soupçonnait que le bois qu'il acheminait recelait de la drogue.

Dans l'intervalle, la Haute autorité de transition (HAT) de Madagascar a décidé, la semaine dernière, de durcir la loi quant au commerce de bois d'ébène et de bois de rose. Toute personne trouvée coupable de commerce illicite de ces deux essences est désormais passible d'une peine de deux à cinq ans de prison et d'une amende équivalente à deux fois le prix de la cargaison saisie. Une cellule spéciale a aussi été créée pour traquer les coupables.

Le commerce de bois de rose, bien qu'illégal, a toujours existé dans la Grande-île. Il a cependant explosé en 2009 peu après la crise politique qui a vu le remplacement du président Marc Ravalomanana par Andry Rajoelina. Dans le cas de la cargaison saisie à Maurice, elle vaut plusieurs millions de roupies et était destinée aux marchés chinois et hongkongais.

Sur le manifeste du navire, le bois était présenté comme des haricots séchés. La saisie a alors poussé les Malgaches à monter une opération à Tamatave. Opération qui a débouché sur la mise sous scellés d'un peu moins de cinquante conteneurs de bois de rose. Depuis, les autorités judiciaires d'Antananarivo ont logé une demande auprès de la Cour suprême mauricienne pour que la cargaison de bois saisie à Maurice soit rapatriée dans la Grande île comme pièces à conviction.

Dans le cadre de cette affaire, la HAT avait dépêché, au mois de juin, le ministre malgache de l'Environnement à Port-Louis pour appuyer la requête auprès des autorités mauriciennes. Port-Louis a promis de tout mettre en œuvre pour que le bois soit restitué au gouvernement malgache.

Source : Le matinal, [Yassine Carrim](http://www.lematinal.com/faits-divers/13298-Bois-de-rose-un-enregistrement-implique-un-politicien-mauricien.html), 21 août 2011, <http://www.lematinal.com/faits-divers/13298-Bois-de-rose-un-enregistrement-implique-un-politicien-mauricien.html>

10.8 AFFAIRE BOIS DE ROSE : L'ILE MAURICE DANS LE TOURBILLON

L'île Maurice est bien trempée par le scandale du bois de rose de Madagascar, par un ex-ministre du parti du MSM. Après l'arrestation du membre du Congrès de la Transition, l'enquête menée par le BIANCO et relayée par l'ICAC (Independent Commission against Corruption) de l'île Maurice débouche sur celle imminente de cet ancien ministre.

36.000 tonnes de bois de rose contenu dans 1187 conteneurs destinés presque exclusivement pour la Chine ont quitté Madagascar en 2009.

L'affaire en tout cas devient nationale chez nos frères mauriciens et devient l'objet d'un règlement de compte entre les partis politiques rivaux.

Du membre du Congrès de la Transition jusqu'à l'ex-ministre de l'île Maurice, il y aurait certainement encore quelques révélations d'ici peu.

Trafic de bois de rose – Interpellation imminente d'un ex-ministre mauricien MSM

Une affaire peut en cacher une autre. Selon nos recoupements, l'enquête de l'Icac sur le trafic de bois de rose débouchera, dans les jours à venir, sur l'interpellation d'un ex-ministre du MSM.

Le MSM risque d'avoir une seconde affaire sur les bras. Tout indique qu'un ancien ministre de ce parti sera dans le collimateur de l'**Independent Commission against Corruption (Icac)** dans le cadre de son enquête sur l'importation illégale de bois de rose.

La collecte d'informations sur ce trafic illégal oriente les enquêteurs de l'Icac vers un ancien ministre du MSM. Celui-ci est soupçonné d'être l'un des contacts locaux d'un groupe d'exportateurs malgaches. Il aurait été en contact régulier avec un commerçant de la capitale qui gravite dans le giron du MSM et qui fait le va-et-vient entre Maurice et Madagascar.

D'après certaines indications, celui-ci aurait supervisé l'embarquement de la cargaison de bois de rose à Madagascar. Il sera parmi les premiers à être convoqués par l'Icac. Par ailleurs, des soupçons planent sur des compagnies dans lesquelles des proches de cet ancien ministre et le commerçant ont des intérêts.

Au Sun Trust, on dément l'information qu'un des leurs serait impliqué dans ce trafic. « C'est de la propagande pour souiller davantage l'image du parti. Cela fait partie de la démarche machiavélique de certains au pouvoir », lance un membre du parti. Cependant, le principal intéressé ne veut faire aucune déclaration sur cette affaire. Il attend le

déroulement de l'enquête avant de desserrer les dents. Par contre, la direction du MSM dit savoir que c'est un nommé politique du PTr qui est impliqué dans ce trafic. « Il est connu pour ses frasques. Il fait du business régulièrement avec Madagascar », précise notre interlocuteur.

Cette enquête de l'Icac sur le trafic de bois de rose est menée à la demande du Bureau Indépendant Anticorruption de Madagascar. Six containers de ce bois précieux ont été importés depuis la Grande Île pour les réexporter vers La Réunion pour finalement aboutir en Chine. Ces containers ont été saisis le 19 juin par les autorités douanières mauriciennes lors d'un passage au scanner de la cargaison.

La marchandise de 180 tonnes, interceptée à Port-Louis, elle, avait été embarquée à Toamasina à Madagascar et avait été déclarée comme étant des haricots secs, des cornes de zébu et des produits marins. La valeur de la cargaison est évaluée à plusieurs dizaines de millions de roupies. Les procédures sont en cours pour la rapatrier vers Madagascar.

Cette affaire fait grand bruit à Madagascar. Un membre du congrès malgache a même été incarcéré en juillet dans le sillage de cette affaire.

Depuis peu, la Haute Autorité de Transition (HAT) de Madagascar attaque le problème de front. La loi a été durcie pas plus tard que la semaine dernière, et une cellule spéciale mise sur pied pour essayer de mettre un frein au trafic. Et pour cause, l'exportation de bois de rose est devenue un réel problème.

Si ce trafic ne date pas d'hier, aujourd'hui il fait tâche d'huile. Sur pression de ses bailleurs de fonds, les États-Unis en tête, la HAT a été sommée d'agir.

Ce bois, de couleur rose qui dégage un parfum agréable, est utilisé en parfumerie et en ébénisterie. Surexploité, il a été décrété espèce protégée par l'Union Internationale pour la conservation de la nature. Son exploitation est formellement interdite sur la Grande Île.

D'une grande valeur marchande, ce bois fait cependant l'objet d'un énorme trafic. En 2009, Madagascar en a exporté environ 36 700 tonnes dans 1187 conteneurs à destination quasi-exclusive de la Chine, exceptée 20 tonnes vers Maurice et 50 tonnes d'ébène vers l'Allemagne, pour un prix de vente dépassant les Rs 7Mds.

Source : La Gazette de la Grande île, Mardi 23 Août 2011, http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&task=view&id=14953&Itemid=55

10.9 Trafic de bois de rose - Un ex-ministre mauricien impliqué

Les investigations menées par des experts étrangers engagés par les autorités mauriciennes (Custom Forensic Investigators) ont confirmé l'implication d'un ex-ministre de l'île Maurice, dans le vaste réseau de trafic de bois de rose dans la Grande île, selon le journal de l'île de La Réunion, hier.

C'est depuis la saisie d'une importante cargaison de bois de rose à Port-Louis que les experts étrangers se sont ainsi penchés sur cette affaire. Ils ont élargi leur terrain d'enquête sur Madagascar, la Chine et Hong Kong et ont ainsi collecté de nombreuses informations, comme l'existence de faux permis d'exportation pour faciliter l'opération. Devant ce trafic, le conseil du gouvernement a approuvé mardi « la communication relative à l'éradication du trafic de bois de rose, suite à la saisie de six containers à Antsiranana. Aussi, tout membre des forces de l'ordre, fonctionnaire indélicat ou toute personne impliquée dans des trafics de bois de rose, soit placé systématiquement sous mandat de dépôt, en cas de charges suffisantes», selon le communiqué du conseil de gouvernement.

Vonjy Radasimalala

Samedi 20 avril 2013

Source : <http://www.lexpressmada.com/trafic-de-bois-de-rose-madagascar/42716-un-ex-ministre-mauricien-implique.html>

10.10 Madagascar : la CITES va réglementer le bois de rose pour freiner le trafic

Par [RFI](#) , Wikimedia (Article publié le : vendredi 15 mars 2013 à 01:48 - Dernière modification le : vendredi 15 mars 2013 à 07:59).

Menacé, le bois précieux malgache va-t-il désormais être mieux protégé ? C'est en tout cas ce qu'espèrent les associations de conservation de la nature après la décision de la CITES. La Conférence de la convention sur le commerce international des espèces de faune et flore menacées d'extinction s'est refermée le 13 mars, à Bangkok. *Elle a décidé de mieux réglementer l'utilisation du palissandre, de l'ébène mais aussi et surtout du bois de rose malgache.* Ce bois qui depuis le début de la transition en 2009 est l'objet d'un intense trafic.

Ce doit être une étape importante pour l'avenir du bois de rose. Car si à Madagascar ce bois précieux, très dur, au cœur rosé et légèrement parfumé est déjà réglementé, -sa coupe, son transport et son exportation sont interdits depuis 2010-, il reste surexploité.

Mais avec son *inscription à l'annexe II de la CITES*, il sera mieux surveillé, mieux protégé, assure Nanie Ratsifandrihamanana, directrice de la conservation au sein du WWF (World Wide Fund for Nature) :

« Ce qui va changer c'est que les pays importateurs sont maintenant censés appliquer un contrôle. Ce qui veut dire qu'un pays comme la Chine, ses autorités savent maintenant que ce sont des produits interdits à l'exportation et elles devraient participer donc au contrôle, à la saisie, au rapatriement des espèces. C'est un message très fort aux trafiquants ».

Car le bois de rose fait, en effet, l'objet d'un juteux trafic. Depuis le nord-est de la Grande Ile, des rondins sont régulièrement exportés illégalement en direction de la Chine, avide de ce bois qu'elle considère comme l'un des plus précieux au monde. Il est aussi l'un des plus chers.

La stricte réglementation prise il y a trois ans n'a pas découragé les trafiquants. Au contraire, selon les autorités malgaches, depuis, l'exportation du bois de rose s'est intensifiée.

TAGS: [CHINE](#) - [COMMERCE ET ECHANGES](#) - [COOPERATION ET DEVELOPPEMENT](#) - [ENVIRONNEMENT](#) - [FLORE](#) - [MADAGASCAR](#)

Source : <http://www.rfi.fr/afrique/20130315-madagascar-cites-va-reglementer-le-bois-rose-freiner-le-traffic>

10.11 Bois de rose : pas d'exportation sans l'autorisation de la Cites

Écrit par Les « nouvelles de Madagascar », Jeudi, 03 Janvier 2013 13:58

L'exportation illicite de bois de rose, prévue le 30 décembre dernier, par certains individus, a été vouée à l'échec grâce aux interventions des forces de l'ordre, dans la région de Sava, la semaine dernière.

Actuellement, les trafiquants devront renoncer à la poursuite de leurs activités car toutes les entités concernées semblent déjà averties pour arrêter le trafic des bois de rose. Pour dire qu'aucune exportation ne sera plus autorisée sur le territoire jusqu'à la prise de décisions émanant des participants à la réunion d'envergure internationale. Cette dernière, qui aura lieu du 8 au 10 janvier prochain à Bali, portera sur les dispositifs à prendre, concernant la vente de bois précieux dont les bois de rose, de palissandre et d'ébène.

Selon les explications du directeur général des Forêts, Jean Claude Rabemanantsoa, en marge de la conférence de presse de l'alliance Voahary Gasy, le vendredi 28 décembre dernier, cette réunion, qui verra la participation d'une délégation malgache, sera suivie de la 16e conférence des parties, toujours organisée par la Convention internationale sur le commerce des espèces (Cites), le 23 mars prochain. Des recommandations seront adoptées sur la réglementation de l'exportation des bois de rose à Madagascar et qui seront concrétisées par la signature d'une convention régissant l'interdiction de l'exportation des bois de rose de Madagascar sans l'autorisation de la Cites. La

convention fixe également le quota de bois de rose que le pays puisse exporter, étant donné que Madagascar fait partie des membres de la Cites.

Noro Niaina

Source : <http://www.newsmada.com/index.php/societe/5806-bois-de-rose-pas-dexportation-sans-lautorisation-de-la-cites>

10.12 Madagascar - Pourquoi le trafic de bois de rose prospère

Une vaste opération de gendarmerie est en cours depuis le 26 décembre dans le Nord-Est de Madagascar, [révèle le site réunionnais Zinfos974](#). Une quarantaine de gendarmes et de militaires tentent d'arrêter une tentative d'exportation illicite de bois de rose.

«*Exportation illicite car depuis 2010, la coupe, le transport et l'exportation de ce bois précieux sont interdits sur la Grande Île. Une mesure qui n'a pas empêché le trafic de prendre une grande ampleur*», rappelle RFI.

En effet, le bois de rose, espèce protégée et menacée d'extinction, est au cœur d'un trafic prohibé à destination de l'Asie, explique Zinfos974.

Le syndicat des agents forestiers malgaches parle d'un trafic avorté, arrêté grâce à une mobilisation générale de toutes les différentes entités et des habitants de la région, a indiqué Aimé Joseph Rakotonirina, président du syndicat des agents forestiers.

Le ministère malgache de l'Environnement a affirmé ne pas être au courant de ce trafic.

«*Si ce trafic existe vraiment la direction régionale de l'environnement m'aurait déjà averti*», a affirmé le représentant du ministère de l'Environnement, Emmanuel Rakotovahiny, [rapporte le quotidien français Le Figaro](#).

Un quotidien malgache révélait que depuis le 25 décembre, des pirogues et autres embarcations faisaient la navette entre la terre ferme et la haute mer pour remplir de plusieurs tonnes de bois de rose un navire situé au large des côtes de la région Sava.

Depuis le renversement de Marc Ravalomanana, en 2009, par le maire d'Antananarivo de l'époque, Andry Rajoelina, devenu aujourd'hui président non élu d'une transition à Madagascar, l'exportation de bois de rose a explosé.

Ce bois très dur, rose en son centre et légèrement parfumé, est très recherché par le marché chinois qui le considère depuis l'époque impériale comme le bois le plus précieux au monde.

«*Or c'est un bois qui se négocie sur le marché parallèle à plus de 11 dollars le kilo (environ 8 euros et des poussières). Une manne qui a fait la fortune d'une dizaine d'opérateurs locaux de la Sava (région localisée dans le nord-est de Madagascar), qui disposeraient encore de près de 6.900 tonnes de bois déjà coupé et prêt à être exporté sur des bateaux chinois qui, régulièrement, viennent attendre au large*», ajoute RFI.

Des organismes tels que Global Witness, EIA (Environmental Investigation Agency) et le gouvernement américain ont à plusieurs reprises tiré la sonnette d'alarme, souligne Le Figaro.

Lu sur [Zinfos974](#), [RFI](#) et [Le Figaro](#). Source : <http://www.slateafrique.com/100763/trafic-de-bois-de-rose-madagascar>

A lire aussi : [L'aide au développement, ça ne s'improvise pas](#)

[Madagascar, cette île qui n'existe pas](#) et [La crise malgache vue par l'Oncle Sam](#)

10.13 BOIS DE ROSE - Nouvelle tentative d'exportation

La douane admet l'existence d'un grand réseau de trafic de bois de rose.

Une nouvelle tentative d'exportation a été anticipée au port de Toamasina.

Aucune surprise. Comme le comité de pilotage chargé de la gestion du trafic de bois de rose le prévoyait, une autre tentative d'exportation de ce bois précieux a été découverte au port de Toamasina vendredi. Cette fois, les trafiquants ont tenté de recourir à la ruse, mais la technologie a remporté la bataille. Les enquêtes sont actuellement en cours, mais la douane a admis l'existence d'un réseau très important derrière le trafic.

«*L'existence du réseau est indéniable. La complicité se trouve à l'extérieur et à l'intérieur du port. Nous essayons de pousser notre enquête plus loin pour le démanteler*», indique une source proche du dossier.

D'après une source auprès du port de Toamasina, les deux conteneurs ont été déclarés à la douane d'Antani-mena.

«*Tous les mouvements dans le port sont enregistrés au portail. Dans la matinée de vendredi, un camion transportant deux conteneurs qui contiennent des pierres industrielles a été enregistré. L'après-midi, un autre*

camion avec la même immatriculation est venu avec deux conteneurs du même numéro que ceux de la matinée. Les responsables ont tout de suite aperçu le doublon grâce à l'ordinateur, mais ont laissé le camion entrer à l'intérieur pour le suivre discrètement après », raconte un haut responsable du premier port de Madagascar. Une fois à l'intérieur, le conducteur n'a apparemment pas conduit le conteneur pour passer sous le scanner. C'est là que les responsables ont procédé à la fouille et ont découvert que les conteneurs renfermaient du bois de rose.

« Ils ont sûrement voulu échanger les conteneurs renfermant des pierres industrielles et qui sont déjà passés sous scanner contre ceux qu'ils ont transporté l'après-midi, contenant des bois de rose », explique une source auprès de la douane.

Réseau puissant

La douane n'est pas la première entité à avoir indiqué l'existence d'un réseau derrière les trafics de bois de rose.

Jusqu'à maintenant,

personne ne semble cependant réussir à le démanteler.

Même le Bureau indépendant anti-corruption (Bianco) a échoué dans cette tâche. La primature, pour sa part, soutient dans un communiqué envoyé à la presse vendredi que « le Premier ministre s'engage à fond pour lutter contre le trafic des bois précieux ». Un engagement qui se traduit par la multiplication des réunions, mais aussi un appel SOS à l'adresse des partenaires techniques et financiers dans la mesure où « les trafiquants utilisent des gros moyens ».

Les détours que prennent la lutte contre le trafic ces derniers temps démontrent cependant que « l'engagement à fonds de la Primature » n'est pas suffisant (Cf. L'Express de Madagascar paru hier : Rajoelina interpellé sur les bois de rose). D'ailleurs, les partenaires semblent penser que le problème n'est pas forcément d'ordre financier ou technique, mais surtout au niveau interne. La Banque mondiale qui se dit « un peu déçue » de la gestion environnementale à Madagascar dénonce surtout une absence de volonté politique. Elle ne se prive pas de souligner que le pays laisse ses richesses lui filer entre les doigts.

Judicaëlle Saraléa

Mardi 09 avril 2013

Source : <http://www.lexpressmada.com/bois-de-rose-madagascar/42396-nouvelle-tentative-d-exportation.html>

10.14 Alexander von Bismarck nouveau directeur exécutif de l'EIA



23 novembre 2007, Washington, DC – « **The Environmental Investigation Agency** », une organisation militante internationale qui s'est engagée à enquêter et exposer la criminalité environnementale, a annoncé la nomination d'Alexander von Bismarck comme son nouveau directeur général. Von Bismarck a plus de dix ans d'expérience internationale en sciences de l'environnement, dans le domaine des enquêtes et de la politique. Von Bismarck a mené des recherches en écologie et sur les impacts du changement climatique à l'Université de Harvard et à l'Aquarium de Nouvelle-Angleterre. Il a également occupé des fonctions aux Nations Unies et à la Banque mondiale, et mènent, depuis 2006, le Programme des Nations Unies pour l'étude (PNUE) afin d'identifier des options pour contrôler le commerce illicite de substances appauvrissant l'ozone. Von Bismarck a mené une enquête sur l'exploitation illégale des forêts au Honduras, il a témoigné lors d'une audience du Congrès sur la législation américaine proposée pour criminaliser le commerce illégal du bois et des produits du bois. Von Bismarck a rejoint EIE en 1995 en tant que chercheur et militant, il a fait partie de l'équipe d'enquête internationale de l'EIA pour exposer les groupes criminels impliqués dans le trafic de bois illégal dans toute l'Asie et l'Amérique latine. En 2004, il a découvert les envois de bâteaux en bois d'origine illégale entrent aux États-Unis.

Source : *Alexander von Bismarck new Executive Director of EIA*, <http://www.poandpo.com/who-is-promoted/alexander-von-bismarck-new-executive-director-of-eia/> & http://forest-trends.org/documents/files/doc_2783.pdf

10.15 COMMUNIQUE DE PRESSE DU SYNDICAT DES CORPS FORESTIERS DE L'ADMINISTRATION FORESTIERE - SOS BOIS OE ROSE

MADAGASCAR

MERCREDI 31 JUILLET 2013

Depuis une semaine, nous vivons une campagne médiatique menée par le comité de pilotage de bois de rose créé au sein du Ministère de l'Environnement et des Forêts, dans le but de diaboliser un projet d'Ordonnance relatif à la résolution du problème de bois de rose qui sévit le pays.

Quelques mois après la création de ce comité de pilotage, le syndicat du secteur Forêt avait déjà sollicité la dissolution de ce comité pour diverses raisons. Les décideurs ne nous avaient pas écoutés. Voilà qu'aujourd'hui l'histoire nous donne raison. En effet, après un an d'existence, ce comité n'a pas résolu le problème bois de rose, L'exportation illicite s'effectue du Nord au Sud de l'île, les coupes de bois continuent de faire des ravages, le corps spécialisé des forestiers n'est pas écouté, la force mixte créée et envoyée sur terrain n'a pas donnée les résultats escomptés etc. Bref, il a échoué dans sa mission.

Durant son année d'existence, ce comité n'a fait que rêver. Il discutait des puces électroniques à poser sur les rondins de bois; parlait des textes réglementaires à changer jusqu'à aller à proposer la vente de bois à partir de l'année 2014 tout en sachant pertinemment que ces stocks de bois de grande valeur se déprécient au fil du temps compte tenu de ses conditions de stockage. Pour ce comité, l'arrêt immédiat des coupes, l'arrêt des exportations clandestines, La sécurisation des forêts productrices de bois de rose ne sont que des mots pour agrémenter des discours et des déclarations. L'Etat a perdu quelques milliards d'ariary (recettes des ventes de bois, des taxes et redevances forestières) durant l'année d'inertie orchestrée par ce comité alors que la pauvreté de la population ne cesse de grandir.

Ce comité évoque la situation des fonds venant de nos partenaires financiers, qui, ne l'oublions pas, sont des dettes à rembourser par l'Etat malagasy. Des sommes qui sont Orées sans aucune transparence et dont la majeure partie retourne aux donateurs. Nous ne devons nous endetter que lorsque nous en avons vraiment besoin. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui car ces bois sont d'une valeur énorme et qu'on laisse pourrir, soit disant à cause de problème de traçabilité. Ce sont des bois qui sont déjà coupés.

En réalité, ces membres du comité de pilotage des bois de rose sont également atteints du «syndrome bois de rose» et luttent pour leurs maintient dans le système de la résolution du problème sans reconnaître qu'ils ont été inefficaces durant une année où on leur a confié cette mission. Ils oublient que ce comité est un organe consultatif et ils veulent imposer leurs idées.

Aussi, reconfirmons nous notre souhait de voir dissoudre ce comité qui essaie et ne cesse de différer la résolution de ce problème (contraire à tous les principes de gestion de produits périssables et qui emmène le pays dans une mauvaise voie dont il est difficile de dire les motifs. Il est à noter que des dispositions prises par ce projet d'Ordonnance dissout ce comité de pilotage pour le remplacer par une commission interministérielle.

Quand un comité de pilotage de la gestion des bois de rose ose affirmer que la liquidation de ces stocks entraîne une reprise des coupes en forêt, c'est qu'on ne peut rien espérer de lui. C'est tout juste qu'il feint d'ignorer l'existence du principal acteur du système de gestion du bois de rose qu'est l'Administration forestière et en plus il insulte les officiers de police judiciaires forestiers, gendarmes et policiers malgaches. **Ne regardons pas uniquement ce que nous voulons voir mais voyons la réalité.**

Cette anarchie tonale d'exportation de bois de rose ne s'avère pas d'une bonne gouvernance car rien n'est versé aux caisses de l'Etat par contre, la levée de suspension profite à ce denier public, par le biais de taxe et de redevance d'exportation licite.

Il faut mentionner que les gouvernants au sein du Ministère de l'Environnement et des Forêts ne sont pas étrangers à cette magouille de bois de rose car ils n'entreprennent pas de stratégie efficace pour y lutter mais se contentent de la structure irrationnelle et inefficace de brigade forestière qui existe actuellement et ils s'efforcent autant que possible de retarder les interventions des agents forestiers à chaque fois qu'on leur signale des mouvements de bois de rose. Ils lancent sur les terrains les membres du cabinet qui ne sont pas habilités à procéder à des contrôles des infractions forestières. Ces gens se trouvent même sur les lieux d'embarquement des exportations illicites et il semble qu'ils sont de mèche avec ces délinquants.

Nous saluons ce projet **Ordonnance sur la gestion des bois de rose**, car elle n'est autre qu'une **prise de responsabilité de la part des Gouvernants** qui;

se soucient de la gestion forestière durable de Madagascar,

reconnaissent la valeur de nos bois de rose coupés,

croient aux compétences des techniciens responsables malgaches, nous offrent l'opportunité d'avoir une Administration forestière forte et débloquent des économies régionales en souffrance depuis 201.

Avec le renflouement des caisses de l'Etat, prévu par ce projet d'Ordonnance,

l'Administration Forestière résout ses problèmes d'insuffisance du personnel technique, d'insuffisance de matériels techniques et de moyens financiers supportant les activités de surveillance et de protection de nos forêts.

L'initiative de lever la suspension d'exportation de bois de rose est véritablement louable et nous les professionnels forestiers de l'administration forestière sont disponibles

o pour appuyer ;

- les instauration des préalables techniques,

- l'élaboration des textes y afférents (abrogation et création)

et sont prêts à opérer pour la mise en œuvre de cette démarche.

Notre défi est « l'atteinte de l'objectif zéro coupe, zéro stock, sécurisation des forêts et maîtrise de la filière bois de rose et bois d'ébène dans 4 mois après promulgation de l'Ordonnance ».

Antananarivo, le 29 juillet 2013



RAKOTONIRINA Aimé-Joseph

Ingénieur des Eaux et Forêts

Source : L'Express de Madagascar n° 5587 - page 12 - annonces.

11 Interviews

11.1 Interview de Ndranto Razakamanarina, président de l'Alliance Voary Gasy (AVG), plateforme d'organisations de la société civile, RFI, dimanche 14 avril 2013.

Quel est le tonnage de bois de rose exporté illicitement de Madagascar :

Madagascar a exporté, depuis des années, illicitement 1000 m²/an.

Mais en 2009 & 2010, ce tonnage a passé à : 25.000 m² / an.

Soit 500 containers / an, non légaux, autorisés par les deux gouvernements ...

Depuis, le décret interdisant exportation, cela s'est plus ou moins atténué, mais cela ne s'est pas arrêté.

Le total des rondins exportés ont été évalué à 6 Millions d'Euros.

Entre 2009 & 2010, il y a eu 220 Millions de \$ d'exportation de rondins.

Actuellement, 400 & 500 Millions de \$ d'exportation.

Les trafiquants n'ont jamais cessé de couper jusqu'à maintenant.

L'idée serait maintenant de prohiber l'exportation, plutôt que de la réduire.

Avant, on donnait des permis d'exploitation, de gré à gré, entre services forestier régionaux avec les exploitants forestiers. On a voulu changer cela, et remplacer ces permis par des autorisations par adjudication (Pour cela, l'état devait faire inventaire des massifs forestiers. Mais cela n'a pas été fait).

On n'a jamais pu sortir des permis d'exploitations légaux depuis les années 2000. On arrêté l'octroi de permis depuis 2000.

Il y a un problème de corruption au niveau des secteurs de gouvernance à Madagascar.

Personne ne fait confiance à la justice

L'application de la loi est loin d'être effectuée à Madagascar.

90% de l'exportation va vers la Chine.

Les chinois utilisent tous, dans ce bois _ jusqu'à l'écorce _, c'est pourquoi ils préfèrent les rondins bruts.

Ce bois est vendu 10 euros / le kg.

Or il faut 550 ans pour avoir la dimension d'exploitabilité de 37 cm de diamètre.

En 2 ans, 2009-2010, on presque perdu tout le patrimoine de bois de rose à Madagascar.

Raison pour laquelle ce bois a été inscrit à l'annexe II CITES.

Annexe I interdit la commercialisation des espèces, comme pour les tortues et les lémuriers.

L'annexe II restreint leur commercialisation.

104 bois de rose et d'ébène de Madagascar avaient été inscrits dans l'annexe II, en 2011.

Puis environ 250 bois de rose et d'ébène de Madagascar ont été inscrits dans l'annexe II, au mois de mars 2012.

Mais pourtant, les tortues sont toujours saisies, chaque mois, à l'aéroport et aux frontières.

Les interdictions ne découragent pas les exportateurs illicites.

Ce sont les malgaches qui exportent illicitement.

Il faut une volonté politique de dirigeants pour faire appliquer la loi.

Si la loi avait appliquée en 2009, le pays aurait gagné 600 Millions de \$ au lieu de 220 Millions de \$.

On aurait eu 300 % de cette somme, qui aurait servi au développement du pays mais pas à l'enrichissement de quelques personnes seulement à Madagascar.

Les délinquants devraient payer la valeur marchande de ces bois et ces bois devraient être vendus, ensuite, par adjudication.

Source : Interview de **Ndranto Razakamanarina**, président de l'Alliance Voary Gasy (AVG), plateforme d'organisations de la société civile, RFI, dimanche 14 avril 2013 (5'10s), <http://www.rfi.fr/emission/20130414-ndranto-razakamanarina-president-alliance-voary-gasy-avg-plateforme-organisations->

12 Articles sur Andry Rajoelina et le trafic du bois de rose

12.1 Le Président de Madagascar lié au trafic illégal de bois de rose

LUNDI 1 AVRIL 2013



Le bois de rose illégal 'légalisé' est chargé sur le 'Kiara' à Vohemar.

La [vidéo](#) diffusée par Global Witness et Environmental Investigation Agency montre que les Chinois qui commercent dans le bois de rose sont en relation directe avec le Président de Madagascar Andry Rajoelina, qui a pris le pouvoir lors d'un coup d'état en mars 2009.

L'enquête secrète a mis en évidence plusieurs cas de revendeurs en Chine qui affirment qu'ils traitent directement avec les plus hautes instances du gouvernement de transition de Madagascar. Liu Hongyu, directeur de l'agence Meheco à Pékin, un grossiste de bois de rose, a été filmé en train de dire qu'il traitait directement avec Rajoelina. (...) [LIRE LA SUITE](#)

Source : <http://ampitapitao.blogspot.fr/2013/04/le-president-de-madagascar-lie-au.html>

12.2 Le Président de Madagascar lié au trafic illégal de bois rose (vidéo)

wildmadagascar.org

November, 06, 2010

La vidéo diffusée par Global Witness et Environmental Investigation Agency montre que les Chinois qui commercent dans le bois de rose sont en relation directe avec le Président de Madagascar Andry Rajoelina, qui a pris le pouvoir lors d'un coup d'état en mars 2009.

L'enquête secrète a mis en évidence plusieurs cas de revendeurs en Chine qui affirment qu'ils traitent directement avec les plus hautes instances du gouvernement de transition de Madagascar. Liu Hongyu, directeur de l'agence Meheco à Pékin, un grossiste de bois de rose, a été filmé en train de dire qu'il traitait directement avec Rajoelina.

Monsieur Lu, propriétaire d'une société d'import à Guangzhou, a dit aux enquêteurs qu'il était un ami de Rajoelina et qu'il a importé plus de 1000 conteneurs de bois de rose de Madagascar. « Il arrive que le gouvernement n'a pas l'argent pour payer ses fonctionnaires, dans ce cas, il vend le bois pour obtenir de l'argent » dit-il devant la caméra. « Le gouvernement fait payer plus de \$45.000 par conteneur et impose aussi d'autres taxes. »

L'enquête a également permis de mettre en évidence que les marchands de bois de rose en Chine conseillent leurs clients sur les procédures à suivre pour importer le bois illégal aux États-Unis.

« Vous pouvez faire une déclaration douanière en anglais mais assurez-vous de déclarer « des meubles en bois » indiquent une vendeuse et un propriétaire de magasin interviewés par les enquêteurs. Elle relevait que 'bois de rose' ne devrait pas figurer sur le formulaire. « Nous n'avons ... jamais eu de problème. »

L'enquête a permis de montrer que le bois de rose de Madagascar sert à la confection de meubles de luxe, dont des lits qui se revendent à des prix de US\$ 650.000 à US\$ 1.000.000. EIA et GW estiment que 98 pour cent du bois de rose embarqués illégalement de Madagascar terminent en Chine.

« En Chine, les lits en bois de rose de Madagascar se vendent à un million de dollars pièce, pourtant moins de 0,1% des bénéfices reviennent aux gens de Madagascar » fait remarquer Alexander von Bismarck d'EIA. « Je ne pense pas que les acheteurs de ces lits passeraient une bonne nuit s'ils connaissaient toute l'histoire qui s'est tramée derrière leurs lits. » L'enquête a montré que les revendeurs savent que le bois de rose qu'ils trafiquent et vendent est d'origine illégale et contribue à la destruction des forêts pluviales de Madagascar. Le commerce de bois de rose a été interdit à partir de mars 2010 lorsque « l'autorité de transition » – le groupe qui a pris le pouvoir en mars 2009 – a adopté un moratoire sur l'exploitation et le commerce de bois précieux en réponse à un tollé international. Les rapports récents indiquent cependant que les coupes de bois précieux se poursuivent à Masoala et Makira, des régions forestières reconnues comme Sites du Patrimoine Mondial.

L'exploitation du bois de rose a éclaté au lendemain du coup d'état de 2009. Des dizaines de milliers d'hectares en ont été affectés, y compris certains des parcs nationaux les plus riches, biologiquement parlant, de l'île dont les parcs du Marojejy, de Masoala et de Makira. L'exploitation illégale de bois s'est accompagnée d'une augmentation du braconnage de la faune avec des chasseurs qui ont abattu des lémuriers rares de toute beauté pour vendre leur chair dans les restaurants. Le trafic de bois précieux, réalisé par des bandes armées patrouillant les parcs nationaux, a également causé un lourd préjudice aux activités touristiques qui sont pourtant une importante source de revenus directs et indirects pour les communautés villageoises. Les trafiquants de bois de rose ont intimidé, et même attaqué, ceux qui ont essayé de mettre un terme au pillage.

Source : http://fr.mongabay.com/news/2010/fr1105-rajoelina_eia_video.html

Voir aussi vidéo YouTube : *Illegal Logging and Trade of Madagascar's Precious Woods (L'exploitation forestière illégale et le commerce des bois précieux à Madagascar)* :

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=q7gaSpcyAXI

12.3 Andry Rajoelina part en croisade contre le trafic de bois de rose

Publié : dimanche 17 juillet 2011 à 18:01 - Modifié : 17/07/2011 à 11:18

"Appelez la présidence si l'on vous oblige à prendre part au trafic !", a lancé à la foule hier le président malgache Andry Rajoelina lors d'un déplacement officiel à Brickaville. La vente et l'export de bois de rose sont formellement interdits sur la Grande-Ile. Pourtant, régulièrement, des saisies de chargements illégaux prouvent que le trafic est intense.

Le président de la HAT (Haute Autorité de Transition) de Madagascar a décidé de durcir le ton concernant le trafic de bois de rose qui sévit dans l'île. Le message de son discours tenu hier à Brickaville était clair : aucune tolérance ne sera plus accordée aux personnes arrêtées dans le cadre du trafic de bois de rose. Le décret d'avril 2010, sanctionnant la coupe et l'exportation de bois de rose, sera appliqué à la lettre.

Martelant sa volonté de mettre fin aux pratiques illicites de commerce de bois précieux, Andry Rajoelina a notamment rappelé leurs obligations aux hauts responsables. *"La consigne est donnée à tous les responsables. Vous devez prendre des mesures. A mon niveau, je suis déterminé à agir convenablement"* », a-t-il déclaré devant le premier ministre et le gouvernement. Il s'est dit également surpris de voir des conteneurs de bois de rose en provenance de la Grande-Ile interceptés à Maurice (cf : [Six conteneurs de bois de rose saisis à Maurice](#)), ce qui fait planer le doute sur d'éventuelles complicités sur le territoire malgache.

S'adressant aux agents de l'Etat, le président de la HAT les a exhortés à ne plus accepter aucune pression de la part des trafiquants. Il est même allé plus loin en les conseillant "d'appeler la présidence" dès qu'ils subiraient chantage ou de l'intimidation de la part des initiateurs du trafic.

Dans les mesures concrètement mises en oeuvre par la présidence pour lutter contre le trafic de bois de rose : le survol par des hélicoptères des parcs de Masoala et Vohémar pour repérer la coupe illégale. « *Les bois de rose saisis seront mis en vente et leur coût servira à financer la construction d'infrastructures routières et sociales et à assurer*

l'approvisionnement de la population », a-t-il ajouté. Andry Rajoelina a clairement voulu montrer qu'il partait en guerre contre ce trafic sur l'île.

Source : <http://www.linfo.re/402-Societe/238495-Andry-Rajoelina-part-en-croisade-contre-le-traffic-de-bois-de-rose>

12.4 Allusion à la polémique freeFM qui avait accusé un proche du régime (Mamy Ravatomanga) d'être impliqué dans les trafics de bois de rose

« [...] Le 2 mai 2012, les rédacteurs en chef de la radio privée Free FM, Lalatiana Rakotondrazafy et Fidel Razara Pierre, ont été mis en prison pour une enquête de deux jours, suite à un procès pour diffamation intenté par **Mamy Ravatomanga**⁹, supporter connu du régime de fait. Suite à une série de manifestations de soutien en public au cours de ce mois-là pour marquer le premier anniversaire de Free FM et lancer un appel pour une plus grande liberté de la presse, les rédacteurs en chef de la radio ont aussi été accusés d'incitation à outrage contre le régime, la destruction de biens publics, incitation à l'opposition aux forces de l'ordre, et tenue de manifestations publiques sans autorisation. Le 22 juillet, les autorités ont fermé la station radio, et les deux journalistes ainsi qu'un autre collègue se sont cachés. Le 2 octobre, les trois journalistes ont annoncé leur remise en liberté, soi-disant suite à un accord entre eux-mêmes, les autorités de fait et l'Ambassade de l'Afrique du Sud, où ils ont bénéficié d'asile pendant plusieurs semaines. La station radio a annoncé sa réouverture, mais l'émission populaire d'appel en direct des auditeurs a été annulée.

En novembre, Lalatiana Rakotondrazafy et ses collègues ont été condamnés à trois mois d'emprisonnement avec sursis après avoir diffusé des accusations selon lesquelles Mamy Ravatomanga avait été impliqué dans un trafic illégal de bois de rose protégé. Quelques jours plus tard, la cour a prononcé in absentia contre Lalatiana et ses collègues trois ans d'emprisonnement ferme, et a ordonné la confiscation de leurs équipements comme peine pour le fait d'avoir mené les manifestations du mois de mai en faveur de la liberté de la presse. Les accusés et leur avocat n'ont pas été informés dudit jugement et ont été mis au courant à travers la presse. Vers la fin de l'année, ils n'avaient pas commencé à purger leurs peines, en attendant l'appel, mais la Free FM était encore fermée ».

MADAGASCAR – RAPPORT 2012 SUR LES DROITS HUMAINS, RESUME ANALYTIQUE, pages 11-12, <http://www.madagascar-tribune.com/IMG/pdf/MADAGASCAR.pdf>

12.5 Trafic de bois de rose : la guerre est déclarée entre Joseph Randriamiarisoa et Mamy Ravatomanga

23/04/2012 à 11:37

Andry Rajoelina, Sam Sam Yok et Mamy Ravatomanga, ce sont les noms des personnes cités par le Dr **Joseph Randriamiarisoa**, dans le cadre du trafic de bois de rose. Des citations qui ont valu à cet ancien ministre de l'Environnement et des forêts, une plainte.

Mamy Ravatomanga, illustre jeune opérateur économique a déposé une plainte contre **Joseph Randriamiarisoa** pour diffamation publique, dénonciation abusive et propagation de fausses nouvelles. Les avocats de l'opérateur économique ont déposé la plainte auprès du Doyen des juges d'instruction du TPI d'Anosy, en pointant du doigt l'ancien ministre d'avoir tenu des propos outrageux et des accusations gratuites sans s'en soucier des conséquences. Ces avocats précisent d'ailleurs que le ministre limogé n'a pas respecté la présomption d'innocence et la préservation des identités avant la condamnation. Ils ajoutent qu'aucune plainte ni procédure judiciaire n'a été engagée contre leur client dans le cadre de ce trafic de bois précieux.

Quelques jours suivant son limogeage du ministère de l'Environnement et des Forêts, **Joseph Randriamiarisoa** tenait à s'expliquer sur les probables raisons de son départ forcé. Il reprochait à **Andry Rajoelina**, qu'il plaçait en tant que complice de **Mamy Ravatomanga** et de **Sam Sam Yok** dans le trafic de bois précieux, de ne pas avoir apprécié l'initiative d'assainissement qu'il a prise. **Joseph Randriamiarisoa** se voyait alors comme un élément gênant que le régime avait absolument besoin d'écarter. Cet ancien ministre a annoncé par la même occasion qu'il a fait ouvrir une

⁹ **Mamy Ravatomanga** est parmi les hommes d'affaires qui ont plus particulièrement bénéficié d'avantages énormes durant le régime Rajoelina. Il est (ou était) considéré comme l'éminence grise du président de Madagascar, Andry Rajoelina (dit TGV).

enquête parlementaire qu'il a l'intention de suivre jusqu'au bout. « *Peu importe les fonctions ou les identités des personnes impliquées dans cette affaire, elles devront répondre de leurs actes* », a-t-il résumé.

Source : <http://www.tananews.com/2012/04/trafic-de-bois-de-rose-la-guerre-est-declaree-entre-joseph-randriamiarisoa-et-mamy-ravatomanga/>

12.6 Free FM : Apres Mamy Ravatomanga, au tour de Jeanne Davidson Raolimalala de porter plainte

4/05/2012 à 9:05

Mais qui est Jeanne Davidson Raolimalala?

Jeanne Davidson Raolimalala est la PDG de la société KRAOMA malagasy et elle n'aurait également pas supporté d'être mise en cause par les 2 animateurs de la Free FM pour l'histoire du fameux virement de 1 545 000 euros en date du 13 novembre 2009.

La version de Mme Jeanne Davidson Raolimalala :

« Il est important de souligner que le transfert des 1 545 000 euros en date du 13 novembre 2009 a été annulé et qu'il n'a jamais été fait pour des raisons pratiques et a été remplacé par un transfert de 2 314 873 dollars américains en date du 17 novembre 2009 ». D'après Jeanne Davidson Raolimalala, « La diffusion et la publication de ce transfert qui n'a pas été faite est de nature à ébranler la confiance du public dans les institutions et autorités publiques ».

En portant plainte, Madame Jeanne Davidson Raolimalala reconnaît implicitement que le virement en cause a eu effectivement lieu mais sans aucune justification « manara-penitra ». Ce qu'elle semble contester c'est son implication dans cette affaire « maloto ».

Source : <http://www.tananews.com/asides/free-fm-apres-mamy-ravatomanga-au-tour-de-jeanne-davidson-raolimalala-de-porter-plainte/>

12.7 Le dossier des trafics de bois de rose est loin d'être clos. L'affaire va de rebondissement en rebondissement et de nouvelles révélations surgissent chaque jour.

La société Mainland Mining n'exploite pas uniquement de l'ilménite, mais pratique également l'exportation illicite de bois de rose, a dénoncé hier le tangalamena Patrick Zakariasy lors d'une conférence de presse qu'il a donnée à l'hôtel Colbert d'Antaninarenina.

A cette occasion, ce notable issu de la côte Est où la société Mainland avait octroyé un « permis de recherche » sur une superficie de 447 500 Ha depuis le district de Brickaville jusqu'à celui de Farafangana, a effectué un grand déballage dans l'affaire d'exportations illicites de bois de rose. Il a pointé du doigt la société d'exploitation d'ilménite Mainland Mining et accuse celle-ci d'être derrière les trafics de bois de rose, de même avec une société appartenant à un grand opérateur économique malgache.

Le tangalamena Patrick Zakariasy a également révélé la participation et la mainmise « d'un multimilliardaire national » (sic) sur la société Mainland Mining. Ceci, par l'entremise de sa société. « Ces deux sociétés font des combines et forment un partenariat inébranlable : l'une fait des exportations sous la couverture de l'Etat malgache, tandis que l'autre falsifie les documents pour les déclarations en douane dans les pays destinataires », a révélé Patrick Zakariasy.

Avec pièces justificatives en main, le tangalamena Patrick Zakariasy a fait savoir qu'au mois d'avril 2012, un navire avait quitté le port de Toamasina à destination de Singapour et de Chine avec une cargaison de 20 containers de 20 » de bois de rose, appartenant à un haut responsable de la Transition. Les déclarations d'embarquement ont été effectuées par une société de transit appartenant à un haut responsable de la transition pour le compte de Mainland. Elles mentionnent l'exportation de 10 lots d'ilménite dans des containers de 20 » pesant chacun 30

tonnes.

Les déclarations sont restées inchangées à l'embarquement de ces containers. Cependant, des chiffres différents sont portés sur le certificat phytosanitaire : 1252 pièces de bois de Madagascar soit 202 tonnes 855 kilos de bois... Le tangalamena Patrick Zakariasy a accusé la société Mainland Mining de «*fausse déclaration, de faux et usage de faux, de falsification de documents, de corruption et trafic d'influence au niveau d'un réseau de mafia impliquant plusieurs responsables et institutions*».

La société Mainland est «*responsable devant la nation et le peuple malgache de la destruction des ressources naturelles et des richesses nationales, responsable également devant le monde entier de la destruction de patrimoines mondiaux, de destruction des habitats naturels et du berceau de l'évolution écologique planétaire*». Le Tangalamena Patrick Zakariasy demande que justice soit faite sur cette affaire. Il demande également des dommages et intérêts ainsi que l'expulsion de la société chinoise Mainland Mining de Madagascar.

NDLR : Il s'agit d'une conférence de presse. Nous n'avons pas rapporté le nom cité par le Tangalamena Patrick Zakariasy. La Rédaction avait fait l'objet d'une enquête judiciaire dans une autre affaire du même acabit pour avoir repris les noms cités par un ancien ministre lors d'une conférence de presse. Nous préférons attendre la décision de la Justice et la version des incriminés.

Vola R

Source : [Forum site officiel de la Mouvance Ravalomanana, http://www.tim-madagascar.org/forum/read.php?1,756152,756393](http://www.tim-madagascar.org/forum/read.php?1,756152,756393)

Note : ces informations sont à vérifier, parce que la Mouvance Ravalomana peut chercher « faire feux de tout bois » contre le président malgache actuel.

12.8 RFI : Madagascar : le président Rajoelina mis en cause dans l'affaire du bois de rose

Article publié le : dimanche 15 avril 2012 à 07:39 - Dernière modification le : dimanche 15 avril 2012 à 07:39



Albert Zafy accuse le président malgache Andry Rajoelina de tremper dans le trafic de bois de rose. © AFP/Alexander Joe

Par RFI

C'est une exclusivité RFI : la révélation de lettres confidentielles qui ordonnent le limogeage du ministre de l'Environnement. Joseph Randriamiarisoa a été limogé le 13 avril, au motif de sa mauvaise gestion des « **affaires de bois de rose** ». Comme le veut la procédure, le nouveau ministre doit être issu de la même mouvance politique que son prédécesseur. C'est donc Albert Zafy, qui est sollicité. Sa réponse, écrite, est sans ambiguïté. Albert Zafy accuse le président Andry Rajoelina d'être lui-même un mafieux, preuves à l'appui.

Lorsque le Premier ministre, Omer Beriziky, demande par écrit au chef de la mouvance Albert Zafy, de donner une liste de remplaçants au ministre de l'Environnement, Albert Zafy, ancien président de la République, fait la réponse suivante datée du 8 avril et signée de sa main :

« *Il faut remplacer en premier Mr Andry Nirina Rajoelina. Mr Andry Rajoelina, c'est l'art de l'usurpation, (...) l'art de la corruption, (...), l'art des magouilles. Au vu de la pratique mafieuse de Mr Andry Nirina Rajoelina (...) concernant le*

motif de remplacement [du ministre,], quelle ironie !!! Même la communauté internationale est au courant que Mr Andry Nirina Rajoelina (...) est impliqué dans des affaires de bois de rose : des enquêtes fiables (...) en fournissent des preuves irréfutables ».

Albert Zafy, sur ce point, fait référence à un documentaire allemand. *Dans ce documentaire, des trafiquants chinois affirment être en lien avec Andry Rajoelina, mais le film ne montre, aucune preuve matérielle.*

Depuis plusieurs mois, l'ancien président Albert Zafy s'est retiré du processus de sortie de crise. Albert Zafy a renié les ministres du gouvernement d'union nationale, issu de sa mouvance.

Source : <http://www.rfi.fr/afrique/20120415-madagascar-le-president-rajoelina-pointe-doigt-affaire-bois-rose>

Note : les accusations d'Albert Zafy ne reposent sur aucune preuve matérielle. Sinon, on a accusé la société de transport **Sodiatrans**, appartenant à un proche du président Andry Rajoelina, Mamy Ravatomanga, d'être impliquée dans le trafic. Mais rien ne prouve, encore une fois, que le président malgache est, lui-même, impliqué dans ce trafic.

Source : <http://www.rfi.fr/afrique/20121016-madagascar-le-traffic-bois-rose-continue>

12.9 Trafic de bois de rose : les pistes convergent vers la Présidence de la Transition

11/10/2012 à 15:40

*Andry Rajoelina est-il impliqué dans le trafic de bois de rose ? Jusqu'à présent personne n'a pu le prouver, d'autant plus que la plainte du Pr **Albert Zafy** en ce sens a été plusieurs fois rejetée. Il se trouve cependant que davantage de pistes ou de faits accablent de plus en plus la présidence de la Transition.*

Le trafic de bois de rose reprend de plus belle. 70 rondins à Sakaraha, 260 autres à Antalaha et 120 à Foulpointe, ce ne sont que quelques cas n'ayant pas échappé à la vigilance des autorités ou étant tombés sur des responsables trop intègres. On peut également noter le cas des 6 containers saisis en Chine ou des 4 bateaux qui ont quitté Maroantsetra vers le mois de septembre. Curieusement, le régime de Transition n'affiche aucun activisme dans le traitement de ces dossiers, certainement trop occupé à restaurer la sécurité. Cette campagne qui contribue, doit-on avouer, à accaparer l'attention des observateurs.

Détournons notre attention de Remenabila et consorts et focalisons-nous à Antalaha où la DST a effectué une intervention dans une affaire où 19 personnes impliquées ont été placées sous mandat de dépôt. Selon les autorités locales, trois individus s'étant proclamés comme étant des éléments de la DST se sont interposés contre l'arrestation de certains de ces suspects. Ces individus portaient des badges authentiques de la DST, sauf que leurs numéros excédaient le nombre d'éléments enregistrés.

Bien entendu, il est impossible de mentionner la DST sans avoir en tête, la Présidence de la Transition à laquelle elle est rattachée. Ambohitsorohitra a d'ailleurs déjà été citée dans une affaire où des personnes ayant assuré le transport d'une cargaison de bois ont présenté des documents cachetés par la présidence de la Transition.

De son côté, **Omer Beriziky** lance un avertissement contre toute tentative de déplacement des bois de rose saisis, sans réellement mener des actions concrètes. Depuis son accession à Mahazoarivo, le Premier ministre a toujours été bridé par Ambohitsorohitra.

Pourquoi parler de déplacement et non de trafic ? Peut-être parce qu'il s'agit des bois de rose saisis du temps du Général **Camille Vital**, dont la mise en vente aux enchères internationale n'a plus donné de nouvelles. On sait d'ailleurs que les bois de rose interceptés à Antalaha et à Foulpointe n'étaient pas fraîchement coupés et ont été stockés pendant plusieurs mois, selon les autorités officielles.

La Présidence de la Transition serait-elle impliquée dans l'écoulement des bois de rose saisis qui devaient être mis en vente en septembre 2011 ? En tout cas, le millier de rondins saisis représente une manne financière de plus de 500 millions de dollars. On pourra ensuite prétendre que les bois se sont détériorés pour prétexter la diminution du stock. Les enquêtes ne seront ouvertes qu'après une succession, tel le cas des tracteurs au ministère de l'Agriculture.

Source : <http://www.tananews.com/2012/10/traffic-de-bois-de-rose-les-pistes-convergent-vers-la-presidence-de-la-transition/>

12.10 Madagascar: accusé de trafic de bois de rose, un proche de Rajoelina se défend

Mardi 16 Octobre 2012

Antananarivo - Sodiatrians, une société de transport de Madagascar appartenant à un proche du président Andry Rajoelina, s'est défendue lundi dans une affaire de trafic de bois de rose dont l'accuse une association de notables luttant pour la moralisation de la vie politique malgache. (source : romandie.com)

Dans un communiqué, diffusé avec trois autres entreprises mises en cause, Sodiatrians a dénoncé des accusations diffamatoires et calomnieuses, parlant de lynchage médiatique orchestré dans un but purement politique.

L'abattage et l'exportation de bois de rose, une essence protégée endémique à Madagascar et prisée en Asie, notamment pour l'ébenisterie de luxe, sont interdits pour tenter d'enrayer la destruction anarchique de ces forêts.

Les stocks abattus sont en cours d'inventaire et ne peuvent en principe pas quitter la Grande Ile.

Or, la semaine dernière, le prince Patrick Zakariasy, notable et chef traditionnel malgache, a affirmé détenir des preuves qu'une importante cargaison de ce bois avait été exportée sous couvert d'une fausse déclaration en douane. J'ai eu des informations venant de mes amis du grand port (malgache) de Tamatave me signalant qu'un bateau a quitté le port à destination de Singapour et de Chine avec une cargaison de 20 containers de 20 pieds de bois de rose, a déclaré M. Zakariasy, coordinateur national de l'association Orimbato.

Il a produit lors d'une conférence de presse la photocopie de documents attestant selon lui que le bois de rose a été dissimulé dans une cargaison de minerai grâce à des documents de douane établis au nom de la compagnie minière chinoise Mainland Mining, exportant de l'ilménite.

Sodiatrians, filiale transport d'un conglomérat d'activités variées appartenant à un proche du président Rajoelina, a dénoncé lundi des faux montés de toutes pièces, tout comme l'avait fait le gouvernement sollicité vendredi par l'AFP.

Les accusations portées contre le régime dans le trafic illégal de bois de rose sont récurrentes et exposent leurs auteurs à des poursuites en diffamation,

Cela conduit les médias locaux à s'abstenir de citer nommément les membres du pouvoir mis en cause.

Elles sont prises au sérieux par les autorités américaines qui en juillet ont accusé en termes très vifs le pouvoir malgache actuel de manquer à son devoir de protection d'espèces menacées et de promouvoir le trafic de bois précieux.

Très solide, le bois de rose, de couleur marron foncé, doit son nom à ses veinules rosées. Il est aussi utilisé en parfumerie et pour l'aromathérapie.

©AFP / N.R.

Source : http://www.madaplus.fr/Madagascar-accuse-de-traffic-de-bois-de-rose-un-proche-de-Rajoelina-se-defend_a5636.html

12.11 Madagascar : le trafic de bois de rose continue

MADAGASCAR / ECONOMIE - Article publié le : mardi 16 octobre 2012 à 06:27 - Dernière modification le : mardi 16 octobre 2012 à 06:31

Par RFI

A Madagascar, une société de transport appartenant à un proche du président de transition Andry Rajoelina. Elle est accusée de faire du trafic de bois de rose, par une association de notables luttant pour la moralisation de la vie politique malgache. Elle nie en bloc. Une affaire qui vient se rajouter à de nombreuses autres.

Ce trafic de bois de rose est au cœur de nombreux scandales.

Le bois de rose, qui est *une espèce internationalement protégée, classée en annexe 3 à la CITES, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction, et qui fait l'objet à Madagascar d'une interdiction d'abattage et d'exportation*, est au cœur d'importants trafics à destination de la Chine.

En cette période déjà électorale où les alliances se font et se défont, c'est la société de transport Sodiatrians, appartenant à un proche du président Andry Rajoelina, qui se défend d'accusation de trafic de bois de rose.

La semaine dernière, un chef traditionnel, le prince Patrick Zaka Riassy affirmait détenir des preuves d'un chargement de 20 containers de 20 pieds de bois de rose, dans le port de Tamatave à destination de Singapour. La semaine d'avant, les douanes interceptaient dans la ville d'Antalaha, qui est le centre historique de ce trafic, un transfert nocturne de bois de rose vers un bateau chinois au large.

On estime que plusieurs milliers de tonnes de bois de rose déjà coupées, attendent de pouvoir être exportées. Une manne pour les trafiquants qui se négocie à 500 dollars le kilo.

TAGS: COOPÉRATION ET DÉVELOPPEMENT – MADAGASCAR

Source : <http://www.rfi.fr/afrique/20121016-madagascar-le-traffic-bois-rose-continue>

12.12 Madagascar / trafic de bois de rose: un notable en garde à vue pour diffamation

Mardi 13 Novembre 2012

Antananarivo - Un notable et chef traditionnel malgache, le prince Patrick Zakariasy, a été placé en garde à vue lundi, après avoir accusé un proche du pouvoir de tremper dans un trafic de bois de rose à Madagascar, a-t-on appris auprès de son avocat Willy Razafinjato. (source : romandie.com)

M. Zakariasy était placé en garde à vue à la gendarmerie avant sa comparution devant le procureur prévue mardi. Il est poursuivi pour propagation de fausse nouvelle et faux et usage de faux, a précisé à l'AFP Me Razafinjato.

Accusés de complicité de diffamation pour avoir diffusé dans leurs journaux respectifs les accusations de M. Zakariasy, quatre journalistes malgaches qui devaient être présentés à la justice ce lundi, ont en revanche pu rentrer chez eux. Ils comparaitront devant le procureur mardi, a précisé l'avocat.

En octobre, le prince Patrick Zakariasy, qui est à la tête d'une association de notables luttant pour la moralisation de la vie politique malgache, avait affirmé détenir des preuves qu'une importante cargaison de bois de rose avait été exportée sous couvert d'une fausse déclaration en douane.

Il avait mis en cause SodiTRANS, une société de transport appartenant à un proche du président Andry Rajoelina, Mamy Ravatomanga.

SodiTRANS et M. Ravaomanga ont porté plainte, dénonçant des accusations diffamatoires et calomnieuses, parlant de lynchage médiatique orchestré dans un but purement politique.

L'abattage et l'exportation de bois de rose, une essence protégée endémique à Madagascar et prisée en Asie, notamment pour l'ébénisterie de luxe, sont interdits pour tenter d'enrayer la destruction anarchique de ces forêts. Les stocks abattus sont en cours d'inventaire et ne peuvent en principe pas quitter la Grande Ile.

©AFP / N.R.

Source : http://www.madaplus.fr/Madagascar-traffic-de-bois-de-rose-un-notable-en-garde-a-vue-pour-diffamation_a5919.html

12.13 Trafic de bois précieux : une affaire qui ne sent pas la rose

Mercredi 14 Novembre 2012



Un trafic qui porte sur des sommes colossales

Le trafic de bois de rose fait partie des quelques dossiers qui empoisonnent la vie politique depuis le début de la Transition. Les implications remontent jusqu'au sommet et la seule réponse consiste à tenter de museler la presse à coup d'arrestations et de menaces.

Patrick Zakariasy n'est pas n'importe qui. C'est un "*Tangalamena*", un prince traditionnel malgache, un notable dont la voix porte, ne passe pas inaperçue. Quand un tel personnage prend la parole, on s'arrête pour l'écouter. Le 22 octobre, il organise une conférence de presse pour vider son sac à propos du trafic de bois de rose qui commence sérieusement à empoisonner la vie des dirigeants actuels, le président de la HAT (haute autorité de transition) Andry

Rajoelina en tête. En effet, plusieurs membres de son entourage proche sont souvent nommés comme faisant partie des organisateurs de ce trafic.

Au cours de sa conférence de presse, le prince malgache n'y va pas de main morte. « *Mamy Ravatomanga et Mainland Mining Ltd forment la mafia sino-malgache* » assène-t-il, preuves à l'appui. Au terme de deux mois d'une enquête aussi discrète que poussée, il a accumulé les pièces qui vont étayer son dossier. « *Fausse déclaration, faux et usage de faux, falsification de documents, corruption et trafic d'influence* » passage en douane hors scanner, rien ne manque. Autant d'accusations qui l'ont conduit à être mis en garde à vue lundi avant une comparution devant le procureur prévue aujourd'hui mardi. Le prince Patrick Zakariasy est à la tête d'une association de notables, luttant pour la moralisation de la vie politique malgache. Quatre journalistes, interpellés pour avoir rapporté ses propos ont également été arrêtés, libérés dans la journée, ils seront malgré tout entendus par le procureur.

Mamy Ravatomanga est un proche du président Rajoelina, souvent qualifié d'« *éminence grise de Rajoelina* » ce n'est pas la première fois qu'il est nommé dans des affaires de trafic de bois de rose, ce bois précieux aussi appelé palissandre, une espèce protégée et dont l'exportation a été strictement interdite. Il est également le patron du groupe Sodiat qui inclut SMC Presse, la société qui publie La Vérité, le journal dans lequel travaillait Harry Laurent Rahajason avant de devenir ministre de la Communication, en 2010.



Campement de bûcherons à Masoala. (© Missouri Botanical Garden).

Ces accusations ne sont pas nouvelles. En avril de cette année, le ministre de l'environnement et des forêts qui venait d'être limogé, Joseph Randriamiarisoa, mettait en cause nommément Andry Rajoelina, Sam Sam Yok et Mamy Ravatomanga au cours d'une conférence de presse. Ce dernier portait immédiatement plainte contre l'ancien ministre pour « *diffamation publique, dénonciation abusive et propagation de fausses nouvelles* ». L'argumentation de l'homme d'affaire est toujours la même : « *aucune plainte ni procédure judiciaire n'a été engagée* ». En s'adressant à la presse, Joseph Randriamiarisoa tenait à expliquer les raisons de son éviction du gouvernement. Andry Rajoelina, qu'il considère comme complice, n'aurait pas apprécié la tentative d'assainissement engagée par son ministre en se penchant sérieusement sur le trafic de bois précieux. En demandant l'ouverture d'une enquête parlementaire, l'ancien ministre montrait sa détermination : « *peu importe les fonctions ou les identités des personnes impliquées dans cette affaire, elles devront répondre de leurs actes* ».

Dans la foulée de son action contre l'ancien ministre, le milliardaire intentait une action à l'encontre des responsables de deux quotidiens « *Malaza* » et « *Tia Tanindrazana* » qui avaient relayé les propos de Joseph Randriamiarisoa dont le prédécesseur s'était bien gardé de mettre en cause Andry Rajoelina. Si le général Herilanto Raveloarison avait dénoncé les corruptions, il avait soigneusement évité de remonter trop haut. « *Il y a forcément de la corruption pour que six conteneurs de bois de rose puissent quitter librement le pays comme ce qui a été le cas* » expliquait-il après la découverte d'un trafic passant par Maurice, mais « *il a toutefois nié en bloc toute implication de près ou de loin du président de la Haute autorité de la transition, Andry Rajoelina, dans l'exportation de bois de rose comme il a été mentionné dans le rapport de Global Witness et de l'Environmental investigation agency en octobre 2010* » relayait l'Express de Madagascar le 28 juin 2011. Herilanto Raveloarison demandait « *où sont les preuves ? N'oublions pas que les photos et les films sont insuffisants* ».

Camille Vital, premier ministre de l'époque se défendait lui-même après que son nom ait été également mêlé à ce trafic. « *Mon nom a toujours été répété lors du trafic de bois de rose découvert aux Comores. Nous pouvons aller vérifier auprès du R3A que tous les rondins saisis y sont toujours* ».

Le 13 juin 2012, 1117 rondins de bois de rose étaient découverts dans [un cargo arrimé au port de Mutsamudu](#). [Le 23 juin](#), Camille Vital, accompagné du général Herilanto Raveloarison et du ministre des finances,

faisait un déplacement express de quelques heures à Anjouan. Cette visite intervenait alors que les membres de la haute autorité étaient frappés d'interdiction de circuler dans l'espace de l'union africaine et de la SADC en raison du caractère illégal de ce gouvernement et l'on s'était étonné à Mutsamudu d'un tel déploiement.



Le Saomiva III à quai dans le port de Mutsamudu contenait 1.117 rondins de bois de rose

Le siège du ministère de l'environnement est d'ailleurs un poste à haut risque à Madagascar, une sorte de patate chaude qu'on tente de repasser au plus vite dès que l'on s'y installe. Depuis le début de la Transition, ce sont quatre ministres qui s'y sont cassés les dents, Mario Rakotovoao, Calixte Randriamiarisoa, Herilanto Raveloarison et Joseph Randriamiarisoa. Le 8 août 2012, c'est finalement le Premier ministre Beriziky qui prend le portefeuille de ministre par intérim de l'Environnement et des Forêts dans la plus grande discrétion. La Gazette de la Grande Ile s'interroge alors: *«pour éviter d'être pris dans l'engrenage des conflits sur l'affaire de bois de rose, Omer Beriziky a installé à Antsahavola (siège du ministère de l'Environnement et des Forêts, ndlr) son conseiller spécial Emmanuel Rakotovahiny, l'ancien Premier ministre d'Albert Zafy, pour mener un audit très approfondi qui a duré des mois (...). Omer Beriziky et Joseph Randriamarisoa, qu'ont-ils donc à cacher ?»*.

Museler la presse pour se protéger

Le pouvoir tente donc d'allumer des contre feux en s'attaquant, sinon aux auteurs des propos les mettant en cause, tant ils ont parfois un statut important dans la société malgache, tout au moins à la presse et à ceux qui relaient leurs propos. Dimanche, le bureau Afrique de Reporters sans frontières envoyait un communiqué aux rédactions pour faire part de leur inquiétude quant aux poursuites en justice de plusieurs journalistes. «Quatre journalistes – Zo Rakotoseheno, directeur de publication du quotidien Midi Madagasikara, Rocco Rasoanaivo, directeur de publication du quotidien La Nation, par ailleurs président du Syndicat des journalistes *malgaches* (SJM), Fidy Robson, directeur de publication du quotidien *Gazetiko*, et Herivonjy Rajaonah, rédacteur en chef du même quotidien – sont poursuivis pour "diffamation" et "complicité de diffusion de fausses nouvelles"». Il faut dire que La Nation avait fait sa Une sur les révélations de Patrick Zakariazy. Le syndicat de journalistes a qualifié ces poursuites d'« acte d'intimidation » à l'encontre des trois journaux « étant donné qu'il s'agissait de conférences de presse publiques et qu'ils n'ont pas été les seuls à rapporter les propos qui leur sont reprochés ».

La Haute autorité venait, par la voix de son ministre de la communication, de rappeler que la presse doit se soumettre à la législation en vigueur dans le pays et respecter les limites qu'elle impose, insistant notamment sur quatre points : « observation de la dignité humaine, défense de la vie privée, non propagation de fausses nouvelles et non incitation à la déstabilisation ». Pour Harry Laurent Rahajason, « déclarer que la presse malgache fait l'objet de censure ou de harcèlement judiciaire, de la part des autorités étatiques, constitue une affirmation gratuite, voire même scandaleuse ». Faisant allusion à la fermeture le 23 octobre 2012 de la station musicale Taratra FM, il rappelle que « l'octroi d'agrément d'exploitation se fait uniquement par voie d'appels d'offre ou d'appels à candidature ».

Depuis 2010 et en vertu d'une décision adoptée en Conseil des ministres, la Commission spéciale à la communication audiovisuelle, dont le président n'est autre que le ministre de la Communication lui-même, est le seul organe habilité à « réguler la presse audiovisuelle », c'est-à-dire à décider de la création de nouvelles stations et de la fermeture de celles qu'elle estime être en infraction avec la loi.

Dans le cadre de l'audition de Patrick Zakariazy, l'agence américaine d'investigation sur l'environnement a adressé une lettre ouverte à la gendarmerie responsable de l'enquête soutenant « *l'effort de tout citoyen tentant de lutter contre ces trafics criminels de bois de rose* » et espérant que les enquêteurs fassent leur travail correctement et en âme et conscience pour faire la lumière sur « *ce fléau dévastateur pour le pays* ».

Ce trafic, par définition, ne peut exister sans des implications internationales, ne serait-ce que pour les débouchés commerciaux où la Chine tient la première place et ne lésine pas sur les moyens utilisés. Elles feront l'objet d'un prochain article.

Source : http://www.malango-actualite.fr/imprime_article.php?id_article=9173

12.14 Madagascar : tensions à la tête de l'Etat via le trafic de bois de rose

MADAGASCAR - Article publié le : mercredi 20 février 2013 à 04:39 - Dernière modification le : mercredi 20 février 2013 à 05:08

Par RFI

Plus de 200 rondins de bois de rose, ont été saisis dans le nord-est de Madagascar. Une nouvelle preuve de l'existence d'un trafic de ce bois précieux dont la coupe, l'exploitation et l'exportation sont illégales sur la Grande île. Mais cette prise semble surtout être l'occasion de nouvelles tensions à la tête de l'Etat. Exceptionnellement, ce sont en effet les services du président qui ont mené l'opération, alors que ce sont théoriquement ceux du Premier ministre qui auraient dû agir.

C'est un coup monté par la présidence, dénoncent les proches d'Omer Beriziky. Une faute flagrante du Premier ministre, répondent ceux d'Andry Rajoelina. Mais avec cette affaire, c'est surtout la guerre entre les deux têtes de l'exécutif qui reprend de plus belle. Les proches du président réclament désormais la démission du chef du gouvernement et, selon la juriste Sahondra Rabenarivo, pour l'évincer ils tenteraient de prouver qu'il a fait une erreur : « Il semblerait que oui, on essaie de démontrer une faute, parce que le président peut mettre fin aux fonctions du Premier ministre en cas de faute grave ou de défaillance manifeste. C'est la seule explication pour expliquer l'acharnement sur le Premier ministre de transition ».

De fortes tensions durent depuis maintenant un mois, et l'enjeu pourrait être les élections. « Pour la mise en œuvre des élections, poursuit la juriste, beaucoup est décidé au niveau gouvernemental. Donc, le contrôle échappe à la présidence . Peut-être qu'on essaie de reprendre le contrôle sur le processus électoral ».

Le Premier ministre ne s'était en effet pas montré favorable à l'inversion du calendrier électoral. Faire passer les législatives avant la présidentielle, c'est ce que voulait Andry Rajoelina. Selon plusieurs observateurs, il espérait ainsi obtenir une majorité et peut-être devenir le chef du prochain gouvernement.

TAGS: ANDRY RAJOELINA – MADAGASCAR

Source : <http://www.rfi.fr/afrique/20130220-madagascar-tensions-tete-etat-le-traffic-bois-rose>

12.15 Madagascar: Trafic - Rajoelina interpellé sur les bois de rose

PAR JUDICAËLLE SARALEA, 8 AVRIL 2013

12.16 [L'Express de Madagascar](#) (Antananarivo).

Les pays signataires de la Cites, dont la Chine, ne pourront plus importer du bois de rose brut. Les trafiquants vont cogiter pour liquider leurs stocks.

Une urgence. Les tentatives d'exportation illicite de bois de rose risquent de ne pas se limiter aux six conteneurs saisis au port d'Antsiranana, jeudi.

Le comité de pilotage chargé de la gestion du bois de rose craint le pire. Les membres ont, ainsi, décidé d'interpeller la Présidence de la Transition pour qu'elle prenne des décisions drastiques pour arrêter, une bonne fois pour toutes, le trafic de ce bois précieux.

« Nous estimons que la Présidence a les moyens de mettre fin au trafic si telle est vraiment sa volonté. Le comité de pilotage va l'interpeller et l'inciter à agir en conséquence », a confié une source proche du dossier.

D'après les explications de Jean Claude Rabemanantsoa, directeur général des Eaux et Forêts, l'inscription des bois précieux de Madagascar dans l'annexe 2 interdit l'exportation des bois bruts. Alors que « *les tentatives de trafic risquent d'être multiples, prochainement.*

Avec l'inscription des bois de rose dans l'annexe 2 de la Cites, seuls les bois transformés pourraient être exportés. Or, la Chine ne s'intéresse qu'aux rondins », a-t-il indiqué.

Ainsi, avant que Madagascar reprenne officiellement l'exportation des bois de rose transformés et que tous les mécanismes de contrôle soient mis en place, les trafiquants vont tout mettre en œuvre pour liquider leurs stocks de bois bruts.

Mission cruciale

En plus, les pays signataires de la Cites, dont la Chine, auront une obligation d'interdire l'importation des bois non transformés. Cette démarche du comité de pilotage est vivement appuyée par la Banque mondiale.

Jean-Christophe Carret, Coordonnateur du développement durable de l'institution financière dans la région Afrique, a confié qu'avec l'inscription des bois de rose dans l'annexe 2 de la Cites (la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction), « on va aider le gouvernement à prendre des décisions courageuses.

Elles consistent à saisir les bois de rose qui se trouvent en la possession des particuliers. Tant que cette action n'est pas menée, il y aura toujours des trafics ».

Si la Grande île échoue dans cette mission, le risque pour qu'elle n'obtienne plus de prêt ni aide environnementale de la part de la banque est élevée. « Jusqu'à maintenant, nous ne savons pas encore s'il y aura d'autres financements pour l'environnement après le financement additionnel de 52 millions de dollars.

Maintenant, si nous constatons une absence manifeste de volonté dans la gestion de cette affaire de bois de rose, ça pourrait compromettre davantage les chances d'obtenir un fond environnemental de la part de la Banque mondiale.

Nous voulons bien aider mais il faut montrer une bonne gouvernance, qui commence par une volonté politique », a souligné Jean-Christophe Carret.

Dans la mesure où le pays dépend à 93 % de l'aide publique de développement pour financer ses aires protégées, l'exécution d'une telle décision pourrait être fatale pour son environnement

Source : <http://fr.allafrica.com/stories/201304080996.html>

13 La situation dans la région SAVA

13.1 Contexte général et présentation du site étudié

L'exploitation du bois précieux est ancienne à Madagascar et la législation en matière d'exploitation et d'exportation de bois précieux n'a cessé d'osciller entre des interdictions et des autorisations. En effet, une récurrence des arrêts exceptionnels a été notée depuis les années 1975. Les troubles publics et la crise politique débutant le 26 janvier 2009 ont constitué ensuite un contexte favorable à l'exploitation illégale. La Région SAVA fait partie des zones les plus touchées par les exploitations intensives de bois de rose.

Cette désignation commerciale « bois de rose » concerne, quatre espèces particulières de palissandre, du genre *Dalbergia* et de la famille des Fabacées : *Dalbergia louvelii*, *Dalbergia maritima*, *Dalbergia normandii* et *Dalbergia madagascariensis*. Notons, au passage, que 43 des 125 espèces de *Dalbergia* connues dans le monde ont été recensées à Madagascar. Le bois de rose porte localement les noms de Andramena, Volombodipona ou Hitsika selon les régions ; ils sont rencontrés dans les forêts de la falaise orientale et dans les forêts côtières du domaine oriental, depuis Vohémar jusqu'à Taolagnaro. C'est un arbre d'une quinzaine de mètres et d'un diamètre maximal de 70 cm, à aubier clair de 3 à 4 cm, au cœur rouge violacé à l'état frais, noircissant rapidement, un peu huileux, avec une faible odeur de rose.

13.2 La Région SAVA et la filière bois de rose :

Depuis février 2009, 1211 containers ont été au cœur de la polémique sur l'exportation de bois précieux. En janvier 2009, un arrêté exceptionnel autorisait l'exportation de bois précieux jusqu'en mars, afin d'écouler des stocks. En septembre 2009, un arrêté exceptionnel autorisait l'exportation de 325 containers contre le paiement d'une « amende » de 72 millions d'Ariary par container.

Cette campagne 2009, exceptionnelle, de bois précieux à Madagascar représente au minimum 52 000 tonnes de bois précieux abattu, venant notamment de 100 000 arbres de bois de rose (*Dalbergia* spp.), dont plus de 60 000 arbres situés dans les aires protégées, ce qui représente au minimum 4 000 hectares de parc et 10 000 hectares (8 000 minimum, 13 000 maximum) de forêt intacte non classée ayant fait l'objet d'une coupe sélective. Le bois de rose provient de la région du Marojejy pour un tiers, et de celle du Masoala pour les deux autres tiers.

Alors que la réglementation prévoyait 13 exportateurs agréés, 23 ont exporté et 20 nouveaux exportateurs sont en attente d'agrément. Aucun rondin exporté en 2009 n'avait la taille minimale requise par la loi.

Sur les 23 exportateurs de 2009, 13 ont déjà été déférés devant un tribunal pour des délits forestiers, dont cinq plusieurs fois. Seuls deux ont été condamnés, les autres ont été relaxés au bénéfice du doute, tant les lois sont contradictoires et donc peu applicables. Les fautes de procédure de l'Administration forestière expliquent en grande partie ce peu de résultats.

L'impact sur les aires protégées est un amoindrissement de leur biodiversité, une fragilisation du milieu aux atteintes naturelles ou humaines, qui peut déboucher à terme sur une disparition pure et simple de la forêt. La campagne de coupe de bois de rose est en partie responsable du fort recul de la fréquentation touristique (-56%) en 2009. Cette filière est un vrai commerce inéquitable, puisqu'au final, la partie chinoise touche 25 fois plus que la partie malgache et 357 fois plus que les villageois de la forêt. Essentiellement fondée sur une économie souterraine, cette activité a provoqué un net ralentissement économique dans la SAVA, par immobilisation et détournement des capitaux prévus pour la vanille.

Une concentration forte de l'exploitation :

Les effets secondaires de l'exploitation illégale pourraient être considérés comme mineurs si elle était répartie sur l'ensemble du territoire et concernait des volumes de coupe réduits. Or, d'une part, le nombre d'arbres coupés est conséquent. D'autre part, l'exploitation illégale se concentre sur des zones spécifiques que sont les aires protégées dans la région SAVA et proche : Marojejy, Masaola, Anjanaharibe Sud, Makira et Mananara Avaratra (cf. carte). De nombreux témoignages rapportent en effet que les bois proviennent en grande majorité de ces aires protégées.

13.3 Analyse des réalités sur terrain

Le dépôt de bois des Eaux et Forêts d'Antalaha, où est entreposé les bois illégaux saisis est attaqué et dévalisé dès le 26 2009 par la « mafia » du bois. Les parcs de Masaola et de Marojejy sont investis par les bucherons avec l'aide des trafiquants.

Ceux qui s'y opposent sont menacés. Le 8 février 2009, les trafiquants dispersent par des tirs d'armes automatiques la population venue protestée contre le chargement de billes de bois du parc de Marojejy. Le directeur du parc est menacé et décide de le fermer au public.

Les agents de Madagascar National Parks (MNP, anciennement ANGAP) ainsi que les officiels de l'Administration des Eaux et Forêts ont été exposés aux actes de violence des trafiquants. Les employés ont été menacés et les bureaux régionaux des Eaux et Forêts pillés, voire incendiés (Antalaha, janvier 2009 ; Ambohitralanana et Sambava, février 2009).

En mars 2009, les Parcs Nationaux de la SAVA ont été envahis par des milliers de coupeurs, pendant une période d'intense activité d'environ six à huit semaines. Ils ont évacué des stocks anciens et coupé de nouveaux arbres.

Durant une rencontre avec le ministre de l'Environnement, les membres de l'Alliance Voahary Gasy¹⁰ ont demandé l'application d'un moratoire ainsi que l'annulation de l'arrêté interministériel N°38244/2009 du 21 septembre dernier portant agrément d'exportation à titre exceptionnel des bois précieux à l'état brute, semi-travaillé.

Pour l'Alliance Voahary gasy, l'objectif de ce moratoire serait, pour une durée déterminée, d'interdire toute exploitation et surtout l'exportation de bois précieux sous forme non travaillée, le temps de mettre en place un bon plan de gestion durable des forêts. Actuellement en effet, Madagascar compte 9 millions d'hectares de forêts dont 6 millions sont gérés par le système des aires protégées de Madagascar. Quant aux 3 millions d'hectares, c'est l'association Koloala qui devrait les gérer. En supposant qu'on puisse couper deux bois précieux et cinq bois ordinaires par an et par hectare répondant aux normes exploitables (ndlr; ayant au moins 37 cm de diamètre) cela ferait 50.000ha exploitables par an. Cela rapporterait 250 millions de dollars par an dont 50 millions reviendraient à l'Etat sous forme de redevance. Et en tout état de cause, 50 millions de dollar par an sont de loin plus importants et plus rentables que les 45 millions que l'Etat devrait recevoir seulement cette année avec la somme qui a été demandée aux exploitants illicites de bois de rose de la région de la Sava.

En plus de ce moratoire, l'Alliance Voahary Gasy a aussi demandé l'annulation de l'arrêté interministériel N°38244/2209 du 21 septembre dernier qui va permettre à ces exploitants illicites de légaliser leur pillage et permettre ainsi à 900 containers de bois de rose de quitter Madagascar à destination de la Chine, l'Allemagne ou encore des Etats-Unis.

La Plateforme de la Société civile œuvrant pour l'environnement, Alliance Voahary Gasy, regroupant 27 organisations, a ainsi déclaré que cet arrêté « bafoue la législation forestière en vigueur » et qu'il correspond clairement à un acte de « blanchiment de produits illicites et (de) généralisation de la corruption ». Selon cet ensemble d'ONG, l'arrêté pourrait rendre « légale la vente de bois illicitement coupés et collectés, facilite des détournements de fonds potentiels au nom de la protection de l'environnement et constitue une incitation légale à la corruption dans le secteur forestier ». World Wide Fund for Nature (WWF), Conservation International (CI), Wildlife Conservation Society (WCS) demandent au gouvernement d'annuler cet arrêté car il « va à l'encontre des efforts déployés pour instaurer une bonne gouvernance environnementale et un système transparent de commercialisation du bois à tous les niveaux de la filière ».

Environ 36 700 tonnes de bois précieux ont été exportées, en 2009, dans 1 187 conteneurs à destination quasi-exclusive de la Chine, pour un prix de vente estimé à 220 millions de dollars américains. Ces exportations ont généré 20,5 millions de dollars de recettes (41 milliards d'ariary, en prenant un taux moyen de 2 000 ariary pour un dollar). La fraude pour l'ensemble de la filière est évaluée à 4,6 millions de dollars (9,2 milliards d'ariary), tandis que le montant des devises non rapatriées pourrait s'élever à US\$ 52 millions (104 milliards d'ariary). Si cette activité a rapporté environ US\$ 1 300 (2,6 millions d'ariary) à chaque intervenant local, le bénéfice moyen d'un exportateur atteint les 75% de son chiffre d'affaire.

¹⁰ L'Alliance Voahary Gasy est le premier regroupement des organisations de la société civile environnementale (OSCE) Malagasy qui a été créé au vu de l'état actuel de la dégradation de l'environnement et la recrudescence de divers trafics de ressources naturelles.

14 Analyse des lacunes juridiques et des lacunes par rapport aux dimensions écologiques et socio-économiques

- Il apparaît ainsi que la valeur générée par ces 1211 containers pour l'Etat et les populations locales représente 2,37 années de valeur des aires protégées. Au-delà de cette période l'impact économique de l'arrêté s'apparente à une perte nette. En effet, si les gains captés par l'Etat s'arrêtent au-delà de la période prévue par l'arrêté de septembre, les pertes potentielles des aires protégées, elles, continuent d'exister.
- Par ailleurs, si nous ne considérons que les 325 containers concernés par l'arrêté de septembre, ils génèrent au maximum un gain de 15 519 439 US\$ pour l'Etat, contre une perte de 13 144 559 US\$ pour les aires protégées, soit un rapport de 1,1 année. Autrement dit le gain capté par l'Etat est quasiment équivalent à la perte subie par les aires protégées.
Les résultats précédents postulent que les coûts sont subis sur la même période que les gains sont empochés. Or un tel raisonnement est extrêmement réducteur, dans la mesure où si les gains sont eux bien instantanés, les coûts supportés par les aires protégées se répercutent sur plusieurs années. La dégradation des aires protégées nécessitera une période longue avant leur reconstitution.
Sur 5 ans nous avons une perte de 40 939 202 US\$ (correspondant à 5 années de perte de biodiversité et 5 années de perte pour la protection hydrologique des bassins versants, plus 2 années de perte pour l'écotourisme), soit une perte nette de 19 283 436 US\$ une fois retranchée la part de valeur captée par l'Etat. Sous les mêmes hypothèses, sur 10 ans la perte serait de 43 700 246 US\$.
- Valeur annuelle perdue par les aires protégées en raison de l'exploitation illégale :
Si l'on considère l'ensemble des valeurs précédentes, la perte annuelle liée à la dégradation des aires protégées en raison de l'exploitation illégale du bois précieux est de 13 144 559 US\$. Il s'agit évidemment d'une valeur perdue potentielle. Cette valeur ne correspond pas à la disparition des aires naturelles, mais aux effets potentiels que l'exploitation illicite provoque. Il s'agit bien d'une valeur potentielle, puisque par exemple rien n'indique que les financements destinés à la conservation des aires protégées vont disparaître. Mais dans la mesure où les financements reflètent la valeur que l'on accorde aux aires protégées, leur dégradation conduit à une perte de valeur potentielle.
- La valeur d'un container est alors en moyenne de 140 200 US\$ (cf. calcul dans chapitre 3.1 « des volumes conséquents »). En utilisant la quantité de bois exploitée au cours des neufs derniers mois estimée à 26 642 m³, nous avons une valeur totale estimée à 175,8 millions US\$ ou encore près de 351,5 milliards d'Ar pour les exportations effectuées et connu/confirmé depuis février 2009.

Cette valeur est très inégalement répartie dans l'ensemble de la filière. Les populations locales chargées de couper le bois puis de le transporter ne captent qu'une faible partie de cette valeur. Selon les sources d'information, les bûcherons seraient payés 1000 Ar par rondin (Patel, 2007), 7000 Ar par jour par des collecteurs (Débois, 2009), ou 10 000 Ar par rondin (Global Witness, 2009)⁴⁰. Le débardage serait payé en moyenne 70 000 Ar par rondin, le coût du premier transport sur rivière par radeau ou pirogue reviendrait à 28 000 Ar par rondin, et le second transport jusqu'au lieu de stockage en ville coûterait en moyenne 62 833 Ar par rondin. Les collecteurs vendent aux grossistes le bois à 3000 Ar le kilogramme (Global Witness, 2009).

Source : *RAPPORT DE SYNTHÈSE PRÉLIMINAIRE - ÉTUDE DE CAS : EXPLOITATION ILLICITE DE BOIS DE ROSE DANS LA RÉGION SAVA*, par Nathalie RABEMALANTO - Centre d'Economie et d'Éthique pour l'Environnement et le Développement à Madagascar,

http://siteresources.worldbank.org/INTMADAGASCARINFRENCH/Resources/Gouvernance_es_fr.pdf

15 Cadre juridique

- **Ordonnance 60-128 du 03 octobre 1960** Fixant la procédure applicable à la répression des infractions à la législation forestière de la chasse, de la pêche et de la protection de la nature :
- **Arrêté interministériel n°11832/2000 du 30 avril 2000** portant interdiction de l'exportation de bois de rose et de bois d'ébène :

Art. 1 : « Est temporairement interdite l'exportation des bois de rose et des bois d'ébène sauf sous forme de produits travaillés, finis tels des objets d'art ou articles artisanaux. »

Art. 2 : « Toute instruction de nouveaux dossiers de permis d'exploiter dans la région du CAP-EST est suspendue pour une durée de trois ans. »

- **Arrêté 12704/2000 du 20 novembre 2000** portant interdiction d'extraction de ressources ligneuses dans les zones sensibles

« Par arrêté n° 12704/2000 du Ministre des Eaux et Forêts, en date du 20 novembre 2000, toute activité d'extraction de ressources ligneuses est prohibée dans les zones sensibles citées à l'alinéa 2 ci-dessous.

Sont définies comme zones sensibles :

- les zones mises en défens ;
- les aires protégées et les zones périphériques ;
- les stations forestières ne disposant pas encore de plan d'aménagement ;
- les arboreta.

Les permis d'exploitation ou d'extraction des produits ligneux en cours dans ces zones sensibles doivent être retirés, sans préjudice des sanctions pénales. »

- **Note de service n°923-05 du 06 octobre 2005**

« Pour raison économique en application des dispositions de l'article 2 de l'Arrêté N°7204/2005 du 20 juin 2005 et suite aux doléances émanant des exploitants et exportateurs de bois, dont ceux d'Antalaha, de Mahajanga et de Taolagnaro, il est autorisé, par la présente, la commercialisation et l'exportation des stocks de bois d'ébène et de bois de rose déclarés officiellement suivant les états annexés à la présente. L'exportation de ces bois doit s'effectuer sous forme de bois « semi-travaillé » ou « travaillé ». Leur exportation sous forme de grume reste, par contre, interdite.

(...) Destinataires :

- Messieurs les Chefs de Région : SAVA – BOINA – ANOSY – ANTSINANANA
- Monsieur le Secrétaire Général
- Monsieur l'Inspecteur Général de l'Environnement et des Eaux et Forêts
- Monsieur le Directeur Général des Eaux et Forêts
- Monsieur le Directeur Général de l'Environnement
- Toutes Directions
- Tous Chefs de Service
- Tous Chefs CIREEF »

- **Arrêté interministériel 16030/2006 du 14 septembre 2006** relatif aux modalités d'exploitation, de commercialisation des bois d'ébène, de rose et de palissandre (exploitation interdite)

Art. 1 : « L'exploitation du bois d'ébène et du bois de rose est interdite. »

- **Arrêté interministériel n°003-2009 du 28 janvier 2009** portant agrément d'exportation, à titre exceptionnel, à l'état brut, de bois de forêts naturelles.

- **Arrêté interministériel n°38244 du 21 septembre 2009**

Autorisant, à titre exceptionnel et nominatif, l'exportation d'ébène, de bois de rose et de palissandre selon l'inventaire antérieur pour une période courant jusqu'au 30 novembre pour les opérateurs en situation régulière vis-à-vis de la fiscalité et de l'Administration forestière ; quota maximum de 25 containers attribué à chacun des opérateurs, afin d'apaiser la situation économique, contre paiement de 72 millions d'Ariary par container, soit l'équivalent de 36 000 US\$.

Source : *RAPPORT DE SYNTHÈSE PRELIMINAIRE - ETUDE DE CAS : EXPLOITATION ILLICITE DE BOIS DE ROSE DANS LA REGION SAVA*, par Nathalie RABEMALANTO - Centre d'Economie et d'Ethique pour l'Environnement et le Développement à Madagascar

15.1 Liste des textes juridiques mentionnés dans le rapport de Global Witness & Environmental investigation Agency

Texte légal	Brève description	Observations
Ordonnance 60-128 du 03 octobre 1960	fixe les procédures applicables à la répression des infractions à la législation forestière de la chasse, de la pêche et de la protection de la nature	
Arrêté 11832/2000 du 30 avril 2000	interdit l'exportation de bois de rose et de bois d'ébène, sauf sous forme de produits travaillés, finis tels des objets d'art ou articles artisanaux et suspend pour 3 ans toute instruction de dossiers de permis d'exploiter dans la région de CAP EST	
Arrêté 12704/2000 du 20 novembre 2000	suspend et interdit toute activité extractive des ressources ligneuses dans les zones sensibles , dont les aires protégées et leurs zones périphériques, et son article 4 mentionne qu'aucune disposition particulière n'est admise à l'encontre de cet arrêté.	Toutefois, aucune délimitation des zones périphériques n'a été faite
Arrêté interministériel n°17939/2004 du 21 septembre 2004	prévoit que les produits exportés doivent être sous forme de bois « travaillé » ou « semi-travaillé » ; annulation et abrogation des articles contraires dans l'arrêté 11.832/2000 du 30 avril 2000 sur l'interdiction de l'exportation de bois de rose et de bois d'ébène	Contradiction avec arrêté 11.832/2000
Note de service n°923-05 du 06 octobre 2005	autorise l'exportation des stocks existants d'ébène et de bois de rose « à la suite des doléances des opérateurs et exportateurs d'Antalaha, Mahajanga et Taolagnaro ».	Contradiction avec les notes précédentes
Note de service n°001/06 du 15 février 2006	déclare illégaux tous les stocks de bois d'ébène et de palissandre autres que ceux visés dans l'annexe de la Note de service n ° 923-05	légalisation des produits d'un exploitant particulier
Arrêté interministériel 16030/2006	interdit toute exploitation de bois de rose et de bois d'ébène et l'exportation du bois d'ébène et du bois de rose ; exportation des bois d'ébène, de rose et de palissandre sous forme de produits finis ; saisie de tout stock non justifié	Restitution de l'interdiction d'exportation de bois précieux non finis
Arrêté interministériel 10885/2007 du 03 juillet 2007	interdit l'exportation de bois de forêts naturelles toutes catégories à l'état brut et semi-travaillé ; seuls les produits finis sont autorisés à l'exportation	Confirmation des arrêtés 11832/2000 et
Note ministérielle 03/08 du 10 janvier 2008	annule tous les agréments d'exportation et suspend toute exportation jusqu'à la publication de nouvelles dispositions réglementaires, pour les principaux produits ligneux	
Arrêté interministériel n°003-2009	autorise l'exportation, à titre exceptionnel, de bois de rose et d'ébène à l'état brut dans la Région Sava pour 13 opérateurs listés ; liquidation jusqu'au 30 avril 2009 - passé ce délai, aucune dérogation ne sera plus délivrée	Contradiction avec arrêtés 11832/2000 et 16030/2006
Arrêté interministériel n°38244 du 21 septembre 2009	autorise à titre exceptionnel et nominatif l'exportation d'ébène, de bois de rose et de palissandre selon l'inventaire antérieur pour les opérateurs en situation régulière vis-à-vis de la fiscalité et de l'Administration forestière ; quota maximum de 25 containers attribué à chacun des opérateurs « ci- dessous », afin d'apaiser la situation économique	Contradiction avec arrêtés 11832/2000 et 16030/2006 ; non respect des prévisions de Arrêté interministériel n°003-2009 ; inexistence d'inventaire

Texte légal	Brève description	Observations
Arrêté interministériel n° 38409/2009 du 5 octobre 2009 ; Notes de rappel aux opérateurs 029 et 030/09/MEF/SG/DGF/DV RN du 02 octobre 2009	complète l'Arrêté interministérielle 38244/2009 sur l'agrément d'exportation à titre exceptionnel le des bois précieux a l'état brut ou semi-travaillés ; Notes d'application sur la délivrance d'agrément et de l'autorisation d'exportation des produits forestières	L'Article 6 de l'Arrêté déclare tous les produits en attente d'autorisation d'exportation illicite.

Note : La hiérarchie des textes juridiques à Madagascar est comme suit : Constitution > Loi > Ordonnance > Décret > Arrêté interministériel > Arrêté ministériel > Note ministérielle / Note de service.

Source : *Enquête sur l'Exploitation et le Transport et l'Exploitation Illicite de bois précieux dans la région SAVA à Madagascar (août 2009) menée par GLOBAL WITNESS et ENVIRONMENTAL INVESTIGATION AGENCY, INC. (Etats-Unis) en coopération avec MADAGASCAR NATIONAL PARKS, l'OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU SECTEUR FORESTIER MALGACHE et L'ADMINISTRATION FORESTIERE MALGACHE*, http://www.parcs-madagascar.com/doc/Rapport%20omission_finale_insert_231109.pdf

15.2 Mesures réglementaires pour la gestion de l'exploitation de bois de rose et de bois d'ébène

- Arrêté interministériel n° 17939/2004 du 21 sep 2004 portant sur la réglementation de tous les exportation des produits principaux de forêt d'essence de 2ème, 3ème, 4ème, et 5ème catégories. Avec les argus sur les prix des produits forestiers destinés à l'exportation.
- Note de service n° 175/05- MINENVEF/Mi du 23 fev 2005 fait par le Ministre par intérim, portant sur la suspension d'exportation de bois de rose et bois d'ébène.
- Arrêté régional n° 001/2005- REG/SAV du 25 mar 2005 portant interdiction de coupe, de collecte, de transport et de circulation de bois de rose et de bois d'ébène à but commercial dans la région de SAVA.
- Arrêté interministériel n° 7204/2005 du 20 juin 2005, portant suspension temporaire de l'exploitation, du ramassage des bois morts gisants et de l'exportation des bois de rose et des bois d'ébène.
- Article 2 de l'arrêté n° 7204/2005 ; postule que les artisans Malgache sont prioritaire et peut acheter des bois de rose et de bois d'ébène conformément à l'autorisation d'achat n° 568/ 05-MINENVEF/SG/DGEF-ASR du 11 oct 2005.
- Note de service n° 923.05/MINENVEF/Mi du 6 oct 2005, qui abroge la note de service n°175/ 05/ MINENVEF/Mi du 23 fev 2005. L'agrément au sens de le note N° 923 est uniquement valable jusqu'à l'épuisement des stock déclarés suivant les états de stock annexés (état de stock arrêté le 10 juillet 2005)
- Note de service n° 001/06/MINENVEF/MI du 15 février 2006 relative à l'assainissement de la gestion des bois d'ébène et de bois de rose.
- Communiqué N°428-06/MINENVEF/Mi du 20 juillet 2006 déclarant illicites les stocks de bois de rose et de bois d'ébène en forêt ou en ville, et interdisant tout ramassage
- Arrêté interministériel n° 16 030/2006 du 14 septembre 2006 relatif aux modalités d'exploitation, de commercialisation des bois d'ébène, de rose et de palissandre.
- Arrêté interministériel n° 10 885/2007 du 03 juillet 2007 portant suspension d'exportation de bois de forêts naturelles, toutes catégories confondues.
- Note N°930/07/MINENVEF/SG/DGEF du 11 octobre 2007 portant application de l'Arrêté interministériel N°10885/2007 du 03/07/07 portant suspension d'exportation de bois de forêts naturelles, toutes catégories confondues
- Note N°001/08-MEEFT/SG/DGEF du 10/01/08 : Seul le Ministre de l'Environnement, des Eaux et Forêts et du Tourisme est habilité à signer les autorisations, permis et conventions.
- Note N°003/08-MEEFT/SG/DGEF/DVRN/SADG du 10/01/08 portant annulation des agréments d'exportation de produits principaux forestiers.
- Communiqué du gouvernement du 20 janvier 2009 relative à l'autorisation exceptionnelle d'exportation de bois précieux à l'état brut.
- Arrêté interministériel n° 003/2009 du 28 janvier 2009 portant agrément d'exportation, à titre exceptionnel, à l'état brut, de bois de forêts naturelles.

Source : *Problématique sur les bois de rose*, ONESF - 2009,

<http://www.osf.mg/doc/news/8-4-PROBLEMATIQUES%20SUR%20LES%20BOIS%20DE%20ROSE.doc>



Dossier : Bois de rose

Observatoire national de l'Intégrité (ONI) – 05/04/12

« Parce que nous ne faisons qu'emprunter à nos futures générations les bienfaits que nous offre aujourd'hui la nature »

Depuis ces décennies d'années de programme environnemental, quel bilan faire de la gestion de nos ressources forestières ? Nous craignons qu'il n'y ait malheureusement plus de régression que d'avancées.

Parfois qualifié de « Huitième Continent » en raison de la diversité de sa flore et de sa faune, avec des espèces uniques à l'île, Madagascar connaît actuellement une profonde crise de gouvernance. En témoigne la recrudescence hémorragique des pillages de nos forêts.

Viennent illustrer les maux qui minent le secteur forestier la quasi-absence du sens d'éthique et d'intégrité au niveau des différents services étatiques, la corruption de haut niveau, l'absence d'une vision à long terme sur l'utilisation de nos ressources forestières, et la liste n'est pas exhaustive. Point de vue de l'Observatoire...

16.1 « Problèmes endémiques des textes forestiers »

Vétusté

Certains textes datant de 1930 (cas du Décret Forestier réorganisant le régime forestier de Madagascar et des Dépendances), d'autres des années cinquante (ex : N° 1247-SE/EF du 13 juin 1952, fixant les limites maxima et minima des redevances à percevoir par les permis de coupe), sont toujours partiellement/encore en vigueur, en raison de l'incertitude de leur abrogation. Les peines associées sont, au demeurant, tellement dérisoires, si tant est qu'elles soient appliquées (ex : amendes de 100 à 1000ar et emprisonnement de 1 mois à un an pour la répression des exploitations illicites des produits forestiers) que les trafiquants préfèrent, à juste titre, continuer à exploiter en toute illécitité.

Illégalité

L'exploitation du bois précieux est ancienne à Madagascar et la législation en matière d'exploitation et d'exportation de bois précieux n'a cessé d'osciller entre des interdictions et des autorisations particulièrement durant les périodes de crise.

Dans la hiérarchie des normes malgaches, un arrêté est placé au dessous des Décrets, Lois, Traités internationaux, Constitution. En l'occurrence, un arrêté doit non seulement respecter ces textes mais également en être une application : un texte de norme inférieure ne doit pas créer de nouveaux droits ni de nouvelles obligations.

Pourtant, la pratique s'en éloigne et il est devenu presque courant qu'un arrêté vienne annuler ou contredire un décret ou une ordonnance. Tels ont été par exemples le cas des arrêtés exceptionnels pris en 2009 et présentant des incohérences et violations, tant sur le fond que sur la forme : défaut de visa, défaut de référence (« considérant ») donc, de base légale. Il s'agit, entre autres de l'Arrêté interministériel n°003-2009 du 28 janvier 2009 portant agrément d'exportation, à titre exceptionnel, à l'état brut, de bois de forêts naturelles et de l'Arrêté interministériel n°38244 du 21 septembre 2009 autorisant, à titre exceptionnel et nominatif, l'exportation d'ébène, de bois de rose et de palissandre selon l'inventaire antérieur pour une période courant jusqu'au 30 novembre pour les opérateurs en situation régulière vis-à-vis de la fiscalité et de l'Administration forestière.

Par ailleurs, à la suite de pressions internationales, les autorités ont publié le décret 2010-141 pour annuler le dernier arrêté sus mentionné. Une décision vide de sens étant donné que d'une part, le délai de l'arrêté exceptionnel (jusqu'au 30 novembre de l'année 2009) avait expiré depuis longtemps et que d'autre part, le décret d'interdiction d'exploitation était encore en vigueur puisque non abrogé.

« La publication de cet article a bénéficié d'un financement de l'Union Européenne mais son contenu ne reflète pas la position officielle de l'Union européenne ».

L'arrêté 0741-2012 du 18 Janvier 2012, continue à faire couler beaucoup d'encre. En effet, mis à part des incohérences juridiques de forme constatées, cet arrêté est assorti de la rétroactivité. En d'autres termes, il légalise ce qui était considéré « illicite » sous l'ordonnance 2011-001 du 08 Août 2011, à savoir,

la coupe, l'exploitation, le transport, la commercialisation et l'exportation des bois de rose et des bois d'ébène (Titre I, article 1er). En conséquence, même les stocks déclarés avoir été illégalement constitués, et qui auraient du faire l'objet de saisie, sont à nouveau légalement exportables.

16.2 Un problème d'application des textes

Le sondage sur la corruption menée en 2006 à Madagascar place la Justice Malgache parmi les secteurs perçus comme les plus corrompus. Sur les 23 exportateurs de 2009, 13 ont déjà été déférés devant un tribunal pour des délits forestiers, dont cinq plusieurs fois. Seuls deux ont été condamnés, les autres ont été relaxés au bénéfice du doute. Les fautes de procédure de l'Administration forestière expliquent en grande partie ce peu de résultats.

En matière de jugement on constate un non aboutissement quasi systématique de la procédure. Les raisons en sont multiples :

- Cas où aucun jugement n'a été rendu
- Cas où des Procès Verbaux (PV) ont été dressés mais présentent des vices de forme ou de fond et ne peuvent constituer des charges sérieuses [ex : le PV peut prévoir des infractions prévues dans le COAP (Code des Aires Protégées) mais se référer à des peines prévues par le décret de 1930. Ou encore, la personne qui a rédigé le PV n'est pas habilitée à le faire (responsabilité dévolue aux agents verbalisateurs : agents habilités de l'administration forestière). Dans d'autres cas, ces agents peuvent se trouver malheureusement à des kilomètres du lieu de l'infraction].
- De très nombreux cas où les PV ont donné lieu à un déferrement mais aboutissent à un non-lieu.
- Par ailleurs, du fait que les magistrats disposent de la latitude de statuer suivant la loi forestière ou en se référant au Code pénal, nombreux sont ceux qui renvoient à l'Ordonnance n° 60-128 en matière d'infraction forestière et de fait assortie de peines plus légères. Il s'agit pourtant d'un texte désuet qui mérite révision.
- Il y a lieu d'harmoniser les textes car pour une infraction donnée, les peines prévues sont contradictoires (Cas de la CITES, du Code des Aires protégées, de l'Ordonnance 60-128).

Recommandations

- **Liquider les dossiers en instance au niveau des différentes juridictions et de statuer *in personae* et *in res*. Cette stratégie devra être accompagnée d'un travail de conscientisation de fond au niveau des magistrats sur l'importance de donner des sanctions exemplaires et d'appliquer des peines plus lourdes.**
- **harmoniser les différents textes existant en matière d'exploitation et commercialisation des produits ligneux.**
- **Faire un plaidoyer en faveur de la ratification du nouveau COAP (Code des Aires Protégées), dont le projet a déjà été adopté.**

16.3 Pas de traçabilité des stocks

Depuis 2005, tous les stocks de bois d'ébène et de bois de rose sont réputés avoir été constitués de façon illégale.

Malgré la volonté du Ministère de l'Environnement et des Forêts d'assainir la filière, à travers, notamment, en 2011, une demande de déclaration de stocks des opérateurs économiques afin d'établir un état zéro en la matière, le problème de traçabilité des stocks persiste.

Le véritable problème réside :

- D'une part, dans l'élasticité des stocks : les opérateurs déclarent un nombre donné et entre temps procèdent illicitement à l'exportation. Suite à quoi, ils procèdent à de nouvelles coupes illicites pour remplir le quota déclaré et le cycle se reproduit.
- D'autre part, dans la définition même de la « légalité du stock ». Une complaisance des gouvernements successifs a fait que les critères de cette légalité ne sont, jusqu'à ce jour, pas définis
- En outre, pour les stocks saisis au cours de contrôle à dimension judiciaire, le jugement rendu statue sur le sort des personnes et non des produits. Il n'empiète pas sur le droit de propriété et une fois la peine écopée, les coupables réclament leurs dus. Les propriétaires deviennent de fait gardien séquestre.

A court et moyen terme, l'apurement des stocks permettrait l'établissement d'un état zéro.

16.4 Recommandations

Dans un premier temps,

- exiger le rapatriement des bois précieux saisis à Maurice (Partie à la convention CITES et l'ayant ratifié) et exportés en Chine (Partie ayant adhéré à la convention CITES). En effet, avec l'inscription du bois de rose à l'annexe III de la Convention CITES, le trafic de bois de rose constitue désormais une infraction.
- Définir et opérationnaliser une politique de gestion de stock.
- Définir et rendre opérationnel un système de traçabilité des stocks
- Procéder à un appel d'offre international sous certaines conditions.
- Se référer aux bonnes pratiques sur le plan international
- Contacter et impliquer le cas échéant des observateurs internationaux pour rendre la passation crédible
- Prévoir une entité indépendante, même ad hoc, de contrôle de la passation en y impliquant les différentes institutions et entités d'intégrité dans le suivi de l'appel d'offre. Informer la population sur les différentes étapes entamées et leur indiquer les voies de recours possibles en cas de constat d'illégalité
- Mettre en place un mécanisme efficace de transparence, notamment, à travers l'implication de la société civile dans les différents comités qui sont appelés à être mis en place pour la passation d'appel d'offre (se référer notamment au fonctionnement de l'ARMP et impliquer la société civile)
- Etudier la possibilité de création d'un fonds (à l'image du fonds norvégien pour le pétrole) et autre que celui de la présidence actuel (ADEF). Ce fonds servirait, en partie, à reconstituer l'espèce et à assurer sa protection et sauvegarde
- Eviter de verser les fonds issus de la vente dans le budget de l'Etat pour éviter toute dilution.

Existence d'un réseau de corruption et de blanchiment

Le trafic de bois de rose fait partie d'un réseau mafieux appelé « Timber Baron » qui compte parmi ses membres des autorités haut placées. Cette situation montre bien que la filière est particulièrement vulnérable à la corruption et au blanchiment.

Les membres du réseau redoublent d'ailleurs d'ingéniosité pour mettre au point de nouveaux modes opératoires, d'autant plus qu'ils y mettent les moyens.

L'interdiction totale a eu pour effet d'accroître la corruption dans la filière car la demande au niveau international pour des bois précieux persiste.

Un tel système ne permet pas de générer des recettes stables pour l'Etat, ce qui explique la récurrence des arrêtés d'exception et n'incite pas à la valorisation de la ressource.

Certains textes publiés constituent de véritables brèches ouvertes à la corruption à l'instar de **l'Arrêté interministériel n°38244 du 21 septembre 2009** qui ne précise aucun critère d'appréciation de l'octroi d'autorisation à l'exportation, la création du compte ADEF (Action contre la Dégradation de l'Environnement et des Forêts), un fonds n'ayant aucune origine légale et ne figurant pas dans la loi de finance.

Y-a-t-il des retombées ???

Les statistiques disponibles proviennent de sources n'ayant pas respecté le protocole scientifique des collectes de données. Il s'agit plutôt de données secondaires issues d'investigations de type journalistique qui doivent être considérées avec précaution.

Les estimations à ce jour permettent de conclure que cette filière est un vrai commerce inéquitable, puisqu'au final, la partie chinoise touche 25 fois plus que la partie malgache et 357 fois plus que les villageois de la forêt. En Chine, premier importateur de notre bois de rose, le prix d'un meuble en bois de rose varie de quelques milliers de dollars à près d'un million.

En 2009, environ 36.700 tonnes de bois précieux ont été exportées, dans 1.187 conteneurs à destination quasi-exclusive de la Chine, pour un prix de vente estimé à 220 millions de dollars. Ces exportations ont généré 20,5 millions de dollars de recettes douanières (41 milliards d'ariary, en prenant un taux moyen de 2 000 ariary pour un dollar). La fraude pour l'ensemble de la filière est évaluée à 4,6 millions de dollars (9,2 milliards d'ariary), tandis que le montant des devises non

rapatriées pourrait s'élever à US\$ 52 millions (104 milliards d'ariary). Si cette activité a rapporté environ US\$ 1 300 (2,6 millions d'ariary) à chaque intervenant local, le bénéfice moyen d'un exportateur atteint les 75% de son chiffre d'affaires.

- **Sélection et coupe** (bûcherons payés en moyenne 1000 Ar par rondin en 2007 (Patel, 2007), 7000 Ar par jour par des collecteurs (Débois, 2009), ou 10 000 Ar par rondin, en 2009 (Global Witness, 2009) - **Débardage**, payé en moyenne 70 000 Ar par rondin
- **Transport par radeau ou pirogue** : 28 000 Ar en moyenne par rondin
- **Transport routier jusqu'au lieu de stockage** : en moyenne 62 833 Ar par rondin
- **Vente des collecteurs aux grossistes** : environ 3000 Ar/kg
- **Empotage et dépotage pour exportation**
- **Vente sur le marché international** : environ 14000 Ar/kg de bois de rose semi travaillé

Recommandations :

- Accompagnement des populations locales, en leur proposant d'autres Activités Génératrices de Revenus (AGR)
- Une fois le stock zéro constitué, étudier d'autres procédés d'exploitation normalisée. Comme par exemple la certification forestière. Elle permet d'assurer la traçabilité du bois : d'où provient-il ? les conditions d'exploitabilité ont-elles été analysées ?
- Développer une culture de bonne gouvernance sur le bois précieux au sein de l'Etat et des opérateurs économiques.

Source : <http://www.facebook.com/notes/observatoire-national-de-lint%C3%A9grit%C3%A9-onimadagascar/dossier-bois-de-rose-pour-une-int%C3%A9grit%C3%A9-%C3%A9fficace-de-la-gouvernanceforesti%C3%A8re/273548526060511> & <http://storage.canalblog.com/26/11/448497/74459298.pdf>

Site de l'ONI : <http://www.oni.mg/>

L'ONI a été à la création en 2005 mis en place pour compléter le dispositif de suivi de la lutte contre la corruption. Cette mission s'est élargie au domaine plus large de l'intégrité, dans le cadre du programme national de bonne gouvernance, élaboré la même année. Fonctionnel depuis février 2006, l'Observatoire est devenu une association afin de garantir une meilleure indépendance et de la crédibilité dans son rôle d'interpellation.

17 Analyse et proposition de mesures à prendre

17.1 Caractéristiques de la crise actuelle :

Lors des crises antérieures, le monde des exploitants forestiers de SAVA avait régulièrement multiplié les déclarations de bonne foi et prétendu vouloir exercer des pratiques professionnelles modèles, d'ailleurs lors de la réunion du 3 mars⁵, des discours de bonne foi ont été prononcés par les opérateurs forestiers. Les événements et ces vagues de coupes ont montré qu'il est difficile d'admettre que des exploitants ne sont pas concernés et n'achètent pas des bois coupés illicitement dans le parc. Il n'y aurait pas ces frénésies de coupe s'il n'y avait pas d'incitation et si des points d'écoulement n'existaient pas. Si l'on espère développer dans la région un secteur économique forestier d'avenir, hors parc - ce qu'en fait nous espérons en tant que gestionnaires d'aire protégée - **« l'assainissement du secteur de l'exploitation forestière »** s'avère plus que jamais indispensable et représente une tâche colossale et un grand courage.

17.2 Le rôle des autorisations d'évacuation de produits forestiers :

Il est désolant de constater que l'Autorisation d'Evacuation de Produits Forestiers délivrée en janvier 2009 a servi de déclencher la crise actuelle et a conduit à tous ces débordements. En effet, des autorisations d'écouler de « vieux stocks » officiellement coupés il y a longtemps se sont bien traduites par de nouvelles coupes, qui plus est exclusivement de bois de rose essentiellement dans le parc national. L'on assiste ainsi depuis plus de cinq ans à un **cycle « ouverture-fermeture »**.

Les crises précédentes étaient basées sur des autorisations de ramassage des chablis de cyclones, ou basées sur d'anciens lots officiels d'exploitation forestière clôturés en 2006 mais qui n'étaient paraît-il pas achevés. Actuellement c'est l'évacuation des stocks officiellement inventoriés en ville. On peut donc se demander quel motif sera sorti la prochaine fois pour justifier un nouveau débordement qui entrainera des attaques contre le parc. Les aires protégées⁶ se trouvent victimes bien évidemment, et des mesures « pompiers » se font organiser par la suite avec les lourdeurs politico-administratives qui s'en suivent. Mais avant même la sortie de telle « autorisation », des **mesures concrètes de sécurisation** des aires protégées auraient pu être mises en place et appliquées, et qui auraient coûté beaucoup moins chers du point de vue logistique que du point de vue écologique.

Il est à déplorer que les gestionnaires du parc sont globalement **peu informés des permis existants** dans la zone périphérique du parc et des diverses autorisations qui peuvent s'y rattacher. Comme ce fut le cas pour l'application de l'Arrêté interministériel 003/2009, un comité ad hoc a été mis sur pieds dans le SAVA. Le parc national Masoala n'en est pas membre, ce qui peut être normal pour des actions relatives à des stocks en ville, mais à la rigueur, par rapport aux mauvaises expériences vécues, le parc devrait pouvoir donner des suggestions pour mieux sécuriser l'aire protégée Masoala.

Comme l'indique explicitement le COAP en son article 10, dans la zone périphérique du parc les activités telles que l'exploitation forestière doivent faire l'objet d'une approche concertée et l'organisme chargé de la gestion du parc doit être impliqué. Dans l'avenir, aucune activité d'exploitation forestière dans la zone périphérique du parc ne devrait être entreprise sans une **transparence complète** et sans **l'implication des gestionnaires du parc** à tous les différents stades (exemple parmi d'autres : pré-

⁵ « Revue à mi-parcours, évaluation exploitation de bois précieux selon l'Arrêté 003/09 du 29/01/09 » à l'Eden-Antalaha.

⁶ Le parc national de Marojejy est aussi actuellement en proie à de pillages identiques, tandis que le parc national de Mananara-nord et l'aire protégée de Makira sont déjà menacés.

sence / participation des gestionnaires du parc en cas de délimitation de lot forestier jouxtant le parc, ou lors d'établissement de procès-verbaux de constatation de fin d'exploitation forestière, etc.)

17.3 Une opération basée sur des ressources humaines immigrantes:

Il est important de noter que cette vague récente d'exploitation illicite du bois de rose est fortement basée sur l'utilisation de **main d'œuvre en provenance des faubourgs** éloignés du parc (cf. 4§2). Effectivement, il s'agit d'une vaste opération organisée, alimentée en ressources à partir des villes et villages voisins, et dans laquelle en proportion les villageois riverains du parc ont une participation restreinte.

Par conséquent, l'argument couramment entendu selon lequel l'exploitation du bois de rose est nécessaire pour permettre à une population affamée par la présence du parc de survivre ne tient pas. D'ailleurs, une grande majorité des villageois ont acquis les sensibilisations des agents du parc et sont peu enclin aux coupes dans l'aire protégée. Mais l'ampleur des opérations et le manque d'action concrète fragilisent les sensibilisations acquises par les paysans. On peut affirmer que même dans une perspective purement immédiate, les habitants limitrophes du parc sont les grands perdants de cette campagne d'exploitation.

17.4 Besoin d'application de l'Etat de droit :

Le cœur du problème de l'exploitation illicite des bois précieux se situe au niveau de l'application de la Loi. Quels que soient les efforts de grande ampleur qui puissent être faits pour bloquer le trafic, et en particulier par le personnel du parc dans son champ d'action, le cycle de l'exploitation illicite ne semble pas pouvoir être arrêté parce que les « gros bonnets » de cette activité seraient en fait demeurés intouchables depuis bien des années que ça dure.

Il est en effet aberrant de constater que des centaines de personnes se trouvent illicitement dans le parc, des milliers de bois circulent en ville comme en brousse, des faits dont les autorités locales sont au courant mais aucune action concrète n'a été prise...

17.5 Besoin de renforcement de Madagascar National Parks / Parc National de Masoala :

Dans sa lutte contre les coupes illicites, le personnel du parc déploie d'importants efforts. Cependant, comme nous en avons plusieurs fois expliqué les raisons dans les rapports antérieurs, l'équipe du parc ne dispose pas des moyens de différents ordres suffisants pour le contrôle de l'exploitation des bois précieux. Ainsi, à nos yeux quatre mesures sont nécessaires :

- Le **nombre des agents** du parc devrait être augmenté. Premièrement, dans l'état actuel des choses ils ne peuvent être présents partout à la fois sur ce vaste territoire caractérisé par des conditions de terrain très difficiles. Ceci d'autant plus qu'on est dans une situation de très faible effet dissuasif par manque de peines infligées aux délinquants attrapés. De plus, devant les nombres de travailleurs envoyés dans le parc pour extraire le bois de rose, nous sommes obligés d'augmenter le nombre d'agents dans chaque équipe de patrouille pour assurer leur sécurité, ce qui diminue l'étendue des zones contrôlées. Pourtant, force est de constater que les agents de Madagascar National Parks suscitent de la crainte et du respect à beaucoup d'auteurs d'infractions.
- Il est indispensable d'assurer le **payement en période régulière des salaires** du personnel de terrain du parc. De graves problèmes de cette nature ont été vécus depuis 2007, les salaires ont été versés très tardivement. Ces irrégularités perturbent les mouvements des agents dont on ne sait trop bien à quel moment ils pourront aller percevoir leur salaire. La date d'arrivée du salaire varie du 5 au 20 du mois, il est ainsi difficile d'organiser les rotations et les mouvements des agents. En face, les exploitants illicites arrivent à payer les mains d'œuvre quotidiennement et sans interruption.
- Il est aussi indispensable que le Réseau dispose d'un **fonds spécial** pour faire face à ce genre de crise. Des organismes internationaux en disposent, une institution telle que Madagascar National Parks ainsi que les sites respectifs doivent être en mesure aussi bien du point de vue logistique que financière de faire face à des situations de crise pareille. De ce fait, les organisations stratégiques au niveau central ne causeraient pas de

ralentissement des actions qui pourraient être organisées sur terrain.

- Il est plus que jamais nécessaire de trouver un moyen (technique et juridique) de rendre des membres du personnel du parc en **agents verbalisateurs**. D'une manière générale, les missions conjointes ont aussi leurs limites en termes d'efficacité, car toutes doivent partir de la ville avec les lourdeurs qui s'en suivent (temps perdu pour accéder au parc, les délinquants en sont avertis, etc.).

17.6 F. Nécessité d'un appui au développement des communautés :

Enfin, sans un **programme de développement durable** des zones périphériques du parc, les actions de répressions – quoique justifiées – risquent de rendre les communautés encore plus vulnérables et à long terme ceci ne résout pas le problème. D'ailleurs, la zone de Cap-Est a été victime des cyclones successifs depuis l'année 2000. Une vaste campagne d'appui au développement devrait être mise sur pieds et appliquée en trois niveau : à très court terme, des travaux en HIMO⁷, à court terme des appuis en cultures vivrières, et à moyen termes des projets axés sur les cultures de rentes ou autres sources de revenus durables opportuns pour les communautés, tous ceci en parallèle avec des projets de développement social. Les acquis en termes de sensibilisation ne seront pas ainsi perturbés par les incitations de toute part. Si seulement 10% des valeurs des bois de rose sortis des communes rurales concernées étaient réinvestis localement pour des programmes de développement socio-économique, les communes de SAVA auraient été parmi les plus riches et avancés de Madagascar.

17.7 Conclusion

Cette fois ci, une évacuation de stock en ville se trouvant à 60 km a créé un raz de marré dans le parc. Encore une fois, il est démontré qu'une aire protégée n'est pas un îlot dont la gestion est déconnectée de son environnement mais doit être en synergie permanente avec son entourage. Le fait d'écarter l'aire protégée dans les planifications des autres secteurs ne fait que la mettre tôt ou tard en danger. Malheureusement nous déplorons quelquefois des tendances à des approches trop sectorielles lors des diverses planifications régionales ou même nationale. De surcroît, le cas actuel concerne deux domaines (exportation de bois et gestion d'aire protégée) du même secteur qu'est la gestion durable des ressources naturelles.

Dans un cadre de bonne gestion des forêts hors du domaine protégé, le bois de rose pourrait représenter une ressource économique bien utile dans la région. Il est encore temps de tout faire pour laisser les parcs nationaux comme Masoala jouer leur rôle de réservoir génétique de telles essences. Inversement, dans le scénario du cycle du pillage vécu jusqu'à présent, il ne reste que quelques années pour assister à l'extinction complète de l'espèce à l'état adulte au sein des derniers bastions que sont les aires protégées. Ceci entrainerait un arrêt de la fructification et donc l'extinction biologique ne ferait que suivre.

Source : *L'exploitation illicite du bois de rose dans le Parc National de Masoala : Un pillage sans précédent depuis la création du parc*, Salava Haja, Directeur de Parc, 9 Avril 2009, <http://www.fichier-pdf.fr/2011/08/08/2009-04-09-masoala-rapport-exp-1-re-partie/2009-04-09-masoala-rapport-exp-1-re-partie.pdf>

18 Pistes pour sauver les bois de rose et ébènes à Madagascar

Par Benjamin LISAN. Document créé le 26/03/2013. Mis à jour du 24/04/2013.

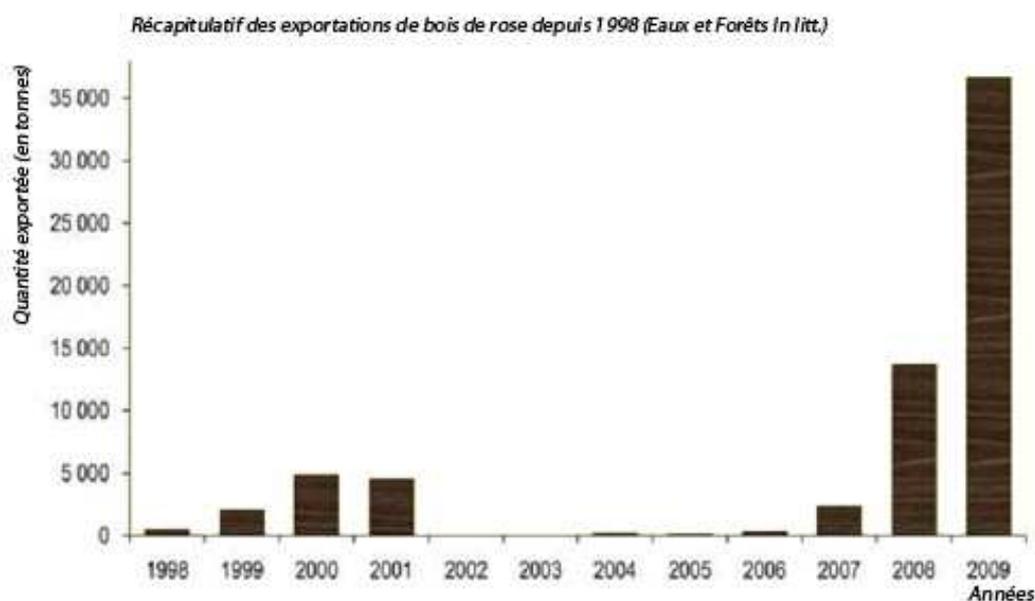
18.1 La situation actuelle

Des mafias puissantes, installées à Madagascar, contrôlent le trafic des bois de rose et des ébènes, coupés illégalement surtout dans les forêts de l'est de l'île, y compris dans les parcs nationaux. Puis, ceux-ci sont expédiés, en direction de la Chine et du Japon, le plus souvent à partir du port de Vohémar¹¹.

Ce trafic, initié par des barons qui le dirigent, s'effectue avec la complicité des politiciens, policiers, douaniers et magistrats corrompus, qui ferment alors les yeux.

Toutes les personnes dénonçant ce trafic sont menacées de mort¹². Il y aurait même eu déjà morts d'hommes¹³.

18.2 Les chiffres sur l'ampleur du trafic



Selon un article de 2011, de la revue malgache Tana'News¹⁴ :

« Des rapports enregistrés au depuis 2009 ont montré des chiffres faramineux relatifs au trafic de bois précieux dans la Grande Île. Des arrestations se sont succédé qui n'ont pourtant pas pu mettre un terme puis que les barons du trafic sont restés indemnes. L'opposition menaçait de faire le grand déballage, le régime et les autorités faisaient mine de s'activer dans la lutte mais il n'en était rien.

¹¹ Vohémar, qu'on appelle aussi Iharana se situe au bord de la mer à 155 Km au Nord de Sambava. Son port est un des plus grands ports fluviaux de la région SAVA (Sambava - Antalaha - Suarez - Andapa) après celui d'Antalaha. On y décharge entre autre l'essence et le gas-oil pour Andapa et Sambava. Latitude : 13°21.20 S Longitude : 50°00.36 E. Source : <http://www.sea-seek.com/?geo=3213>

¹² Augustin Sarovy : menacé de mort pour avoir dénoncé le trafic de bois à Madagascar, 10 Octobre 2012, <http://www.goodplanet.info/Contenu/Focus/Augustin-Sarovy-menace-de-mort-pour-avoir-denonce-le-traffic-de-bois-a-Madagascar> (Ce dernier a choisi de témoigner à visage découvert et de dénoncer publiquement le vol de bois de rose dans la réserve de Masoala).

¹³ Certains mettent la mort de **Nadine Romaroson**, ancienne ministre de la population, décédée dans des circonstances étranges _ sa vedette revenant de l'île Sainte-Marie ayant explosée _ sur le fait qu'elle souhaitait dénoncer des trafiquants de bois de rose.

¹⁴ Trafic de bois précieux : puisqu'ils ne révéleront jamais. 29/07/2011, <http://www.tananews.com/2011/07/trafic-de-bois-precieux-puisqu%E2%80%99ils-ne-reveleront-jamais/>

*Au cours de la période 2009-2010, plus de 50 000 tonnes de bois précieux ont été exporté illégalement. Les rapports font état de plus de 200 000 Dalbergia (bois de rose) abattus et entre 75 000 et 150 000 autres Diospyros (bois d'ébène). Près de 13 000 hectares de forêts ont été surexploités, quelques 500 000 arbres ont été abattus pour servir de radeaux lors de l'acheminement des bois précieux et **plus d'une vingtaine de millions de dollars** sont allés au bénéfice des trafiquants ».*

Selon le Député français du Finistère, Jacques Le Guen, en 2009, 56.000 tonnes de bois de rose ont été exportés de Madagascar. A 6 euros le kg de bois de rose, cela fait 336 Millions d'Euros (en 2009).

Selon Global Witness, en 2009, 800.000 US dollars de bois de rose seraient abattu illégalement chaque jour (2009).

Selon le documentaire d'Alexander Von Bismarck [voir références sur ce documentaire dans la *partie bibliographie* en fin de ce document], le chiffre d'affaires de ce trafic s'élèverait à **50 millions de dollars** (en 2011)¹⁵.

18.3 Les conséquences du trafic

*"L'exploitation du bois de rose a éclaté au lendemain du coup d'état de 2009. Des dizaines de milliers d'hectares en ont été affectés, y compris certains des parcs nationaux les plus riches, biologiquement parlant, de l'île dont les parcs du **Marojejy**, de **Masoala** et de **Makira**. L'exploitation illégale de bois s'est accompagnée d'une augmentation du braconnage de la faune avec des chasseurs qui ont abattu des lémuriens rares de toute beauté pour vendre leur chair dans les restaurants. Le trafic de bois précieux, réalisé par des bandes armées patrouillant les parcs nationaux, a également causé un lourd préjudice aux activités touristiques qui sont pourtant une importante source de revenus directs et indirects pour les communautés villageoises. Les trafiquants de bois de rose ont intimidé, et même attaqué, ceux qui ont essayé de mettre un terme au pillage"¹⁶ ».*

Note : Comme nous pouvons le constater, sur ce graphique, ce trafic a explosé, depuis l'embargo sur les aides à Madagascar (en particulier humanitaires) et depuis la grave crise économique à Madagascar, qui s'en est suivi, après 2008. La suppression des aides aux projets environnementaux à Madagascar a eu des conséquences désastreuses sur la préservation de l'environnement, sur l'île.

Plusieurs espèces de bois de rose (*Dalbergia maritima*, *D. monticola* ...) et toutes les espèces d'ébènes (*Diospyros* ...) sont menacées ou en grave danger de disparition. A terme, ces espèces risquent de disparaître définitivement de Madagascar¹⁷.

18.4 Pistes pour sauver les espèces malgaches de bois de rose

Je propose plusieurs pistes :

- a) Des pistes judiciaires, répressives et défensives.
- b) Des pistes incitatives et conservatoires (pour la prévention des espèces de bois de rose et d'ébènes en danger).

18.5 Pistes judiciaires, répressives et défensives

Le problème se situe à plusieurs niveaux :

-les politiciens, pourtant suffisamment riches, mais qui en veulent toujours plus (pour satisfaire leur appât du gain, ils sont capables de tout y compris de tuer pour préserver leurs profits élevés. Car ils n'ont aucune préoccupation pour la sauvegarde de l'environnement de leur île).

¹⁵ « En Chine, les lits en bois de rose de Madagascar se vendent à un million de dollars pièce, pourtant moins de 0,1% des bénéfices reviennent aux gens de Madagascar » selon Alexander von Bismarck d'EIA.

¹⁶ Premier ministre de consensus, Introuvable à la date convenue, jeudi 27 octobre 2011, <http://www.madagascar-tribune.com/Introuvable-a-la-date-convenu,16596.html>

¹⁷ Causant une perte pour la biodiversité et la recherche médicales (certains ayant des vertus médicales).

=> Contre eux, il faudrait une justice et une police puissantes et intègres.

=> Il faudrait créer une brigade militaire environnementale, dans la région SAVA à Madagascar, financée par un regroupement de pays donateurs (USA, UE ...), brigade qui protège les botanistes en forêt pour la récolte de graines.

=> Il faudrait des aires protégées, gardées, où il serait impossible d'y couper les espèces protégées, afin que la diversité génétique de ces espèces y reste diversifiée (par exemple, on utiliserait des forêts primaires, sur des îles « inhabitées » ou bien à la population conscientisée à la préservation de l'environnement local).

=> A tous les importateurs en Chine et exportateurs à Madagascar, dont l'adresse est connue, leur envoyer un courrier les informant sur les conséquences à termes de l'exploitation de type « minière » [non durable] du bois de rose et les incitant à cultiver les bois de rose et d'ébène d'une façon durable¹⁸.

- Pour l'instant Madagascar est dans une situation de blocage et attend actuellement 70 millions de dollars d'aide internationales pour financer de nouvelles élections.

=> Il faudrait donc un accord qui suspende le versement de ces fonds en échange de la certitude que les lois environnementales seront enfin appliquées. Cela pourrait prendre la forme d'un accord tripartite entre le gouvernement malgache, la société civile et la communauté internationale. Actuellement nous savons que 2500 conteneurs de bois de rose sont encore bloqués à Madagascar et que potentiellement se sont des milliers d'autres qui pourraient produits. Il faut que l'Europe notamment signe des accords avec Madagascar en vue de stopper ces trafics¹⁹.

=> Voire mettre en place un commerce licite des ces espèces protégées, à partir de plantation forestières contrôlées. Ces forêts seraient protégées de la coupe illégale, par la mise en place de gardiens, gardes (ou de milices villageoises (?)), de murs (avec barbelés) ou/et protégées par plusieurs haies vives défensives, épineuses (à base de *Barbelana lupunana*, de *Berberia* ...).

18.6 Pistes incitatives et conservatoires

- les policiers et magistrats, qui veulent « améliorer » leur niveau de vie.

=> Pour les policiers et magistrats, il faudrait des salaires suffisants et décents, pour qu'ils ne soient pas tentés par la corruption. Il faudrait, aussi, qu'ils soient formés dans des écoles de policiers ou de magistrats intègres (voire qui seraient gérés sous le contrôle de l'organisme de lutte internationale contre la corruption, situé en Autriche)²⁰.*

- les bûcherons, situés en bas de l'échelle sociale de ce trafic. Ils y participent avant tout pour survivre, voire par « inconscience des dégâts » irréversibles qu'ils infligent à leur forêt ...).

Pour ces derniers, le problème est plus difficile. Car même si l'on subventionne leur salaire, afin qu'ils ne coupent plus les espèces protégées, il est possible qu'ils continuent à participer à ce trafic, pour gagner plus (ou bien à cause des intimidations des mafias de ces bois).

=> Une idée serait de les orienter vers d'autres métiers et activités, bien rémunérées (subventionnées), grâce des formations adéquates (activités de replantation, de pépinière, de reforestation ...) ... ce qui aurait peut-être pour effet de les sensibiliser, un peu plus (?), au problème de la déforestation de l'île²¹.

=> Ou bien, après les avoir sensibilisés, il faudrait leur donner des graines des espèces protégées (et pourtant coupées), pour qu'ils plantent trois graines de la même espèce, à l'endroit même où ils ont coupé une espèce protégée (afin d'assurer le futur de ces espèces)²².

¹⁸ Mais il n'est pas certains que, face à des criminels ou des mafieux endurcis, ce genre de courrier ait beaucoup d'effet sur eux.

¹⁹ Cf. suggestions d'Augustin Sarovy, in <http://www.goodplanet.info/Contenu/Focus/Augustin-Sarovy-menace-de-mort-pour-avoir-denonce-le-traffic-de-bois-a-Madagascar>

²⁰ Sachant que les malgaches sont particulièrement fiers et sourcilieux quant à la cession de la moindre parcelle de leur souveraineté. Une « dérogation à cette règle » est quand les malgaches reçoivent d'importantes subventions.

²¹ A la « dérive forestière » selon l'expression consacrée ici à Madagascar.

²² Oui mais à 100 ans (!), car ces espèces poussent très lentement. Et leur tronc doit avoir au moins 100 ans pour avoir une valeur commerciale.

- => Peut-être donner une récompense aux bucherons malgaches qui récolteront les graines pour les botanistes.
- => envoyer les graines [récoltés par les botanistes et bucherons] à tous les arborétums en milieu tropicals humides (ou jardins avec serres tropicales humides) dans le monde (pour reproduction et préservation des espèces).
- => créer des plantations de bois de rose et de bois d'ébènes, (surveillées) dans les pays développés, possédant des zones tropicales humides, où il y aurait un risque plutôt minime de développement d'une mafia des bois précieux (par exemple, dans le périmètre gardé du lancement des fusées à Kourou en Guyane française. Ou encore, dans la région de Darwin en Australie ...).
- => il faudrait que les principales pépinières de Madagascar cultivent les jeunes plants des espèces protégées, pour les vendre aux particuliers qui veulent les cultiver. Voir comme l'organisme malgache, semi-public, le SNGF, qu'elles vendent, diffusent aussi les graines des espèces protégées.
- => Ou bien (autre piste), dans des forêts primaires expérimentales, l'on y cultiverait de façon intensive (jardinée) les espèces protégées et arbres endémiques de Madagascar (Ramy, Hintsy ...).
- => Il faudrait faire de la sensibilisation à la protection de l'environnement, dans les écoles des régions concernées par ce trafic illicite (région et côte Nord-est, région d'Antalah, Maraoetra ...).
- => Dans chaque école serait créée (ou associée) un jardin ou ferme pédagogique, où les enfants apprendraient à cultiver les plantes alimentaires locales et à planter des arbres utiles et les arbres des espèces protégées.
- => Il faudrait faire des campagnes de sensibilisation à la radio et TV malgaches.
- => Il faudrait surtout résoudre le problème de la pauvreté locale (dans les régions de trafics illicites), afin de diminuer ce trafic, par le développement durable et l'augmentation du niveau de vie local et par l'éducation.
- => Pour ces projets, il faudrait un vrai soutien financier, en compétences, policier et judiciaire, de la communauté internationale (ONU, CEE ...)²³.

La « solution » pourrait être constituée d'un mélange de toutes ces dernières solutions.

Benjamin LISAN, Paris, le 24/04/2013.

Partie inachevée à développer.

19 Bouturage ou bouture des Dalbergias

Mlle Annick RAZAFINTSALAMA, Chercheuse au SNGF, a entrepris des recherches sur le genre *Dalbergia*. Il s'agit d'une étude intégrée pour la mise en place d'une stratégie de gestion durable de ces ressources, incluant, entre autre, une étude écologique et démographique des espèces du genre *Dalbergia*, un *essai de multiplication en vue de la conservation in situ des espèces* (c'est dans ce cadre qu'elle fait des essais de bouturage), et une partie analyse génétique des espèces (Source : mail de Mlle Annick RAZAFINTSALAMA du jeu. 25/04/2013 07:40).

Sinon, l'ONG ADEFA a réussi à bouturer les bois de rose, en prélevant, sur eux, un bout terminal feuillé, juste coupé sous un œil ou une sorte d'anneau (?) (Source : sa présidente, Madame Chantal Misandeau).

Ci-après, nous présentons des techniques qui devraient permettre de bouturer les *Dalbergia*, avec succès.

19.1 Technique de la bouture à l'étouffé

On peut essayer cette technique le bouture à l'étouffée, pour multiplier les pieds.

²³ Il faudrait aussi lutter contre ce trafic au Japon et en Chine (mais avec la donnée que la Chine est gangrénée par la corruption).

Pour cela, commencez par dégager la branche de *Dalbergia* (bois de rose) à bouturer de son support. Supprimez la tête, prélevez au-dessus d'une nouvelle tige, coupez le grand tronçon obtenu en plusieurs parties, en conservant plusieurs « yeux²⁴ ». Retaillez les feuilles à 1,5-2 cm sous les feuilles, éliminez les feuilles mais gardez-en une dont vous enlèverez la moitié du limbe.

Dans un bac plus long que haut, apportez un mélange de terreau horticole ou compost et de la perlite pour moitié (mélange 50-50). La perlite [une substance très poreuse] permet de mieux gérer l'humidité de la terre et son aération. La bouture reprendra alors beaucoup plus vite.

La bouture à l'étouffée se pratique dans une bouteille plastique coupée en deux. Dans la moitié basse de la bouteille (avec le fond), mettez le mélange terreau-perlite resté sec. Tassez et insérez les sarments : les premiers nœuds des sarments doivent être dans la terre. Trempez le bout des sarments dans des hormones de bouturages du commerce²⁵, ou maison : il s'agit simplement d'eau de pluie où ont trempé des bouts de saule (un arbuste qui a de très bonne capacité d'enracinement). Une fois les sarments en place, attention à ce que le bout du sarment ne touche pas le fond de la bouteille, arrosez avec de l'eau de pluie (celle où ont trempés les bouts de saule pour de meilleurs résultats). Fermez avec la moitié haute de la bouteille (avec le goulot) et rendez-le tout hermétique avec du scotch. Gardez le bouchon de la bouteille fermé, et ne percez aucun trou sur le fond. Laissez un mois les sarments dans l'humidité qui va se créer dans la bouteille.

Quand la reprise aura commencée, ouvrez le bouchon de la bouteille et un mois encore après, enlevez le scotch et laissez les sarments à l'air libre dans leur substrat. Gardez le tout à l'ombre et la chaleur. Et vous aurez bientôt de nouveaux pieds femelles de *Dalbergia* à planter pour l'année prochaine.



Source image © plantes-et-jardins.com

Note : cette technique de bouturage à l'étouffé est décrite dans la page Web, ci-après, et dans la vidéo située au milieu de cette page Web : <http://mag.plantes-et-jardins.com/conseils-de-jardinage/fiches-conseils/planter-tailler-et-bouturer-le-kiwi>

19.2 S'inspirer des techniques actuelles de bouturage du *Dalbergia sisso*

On pourrait s'inspirer des techniques connues du *Dalbergia sisso*, un des rares bois de rose cultivé « industriellement » (en Inde, Népal, Bangladesh, Bhoutan, Myanmar, Afghanistan et Malaisie), fournissant un bois ayant toute les qualités des autres bois de rose.

Note : ce qui ne veut pas dire qu'il faut nécessairement cultiver, à Madagascar, le *Dalbergia sisso* _ une espèce dont la commercialisation internationale est autorisée _ pour sauver les autres espèces de bois de rose endémiques à Madagascar. En effet, il y aurait le risque qu'on fasse passer des troncs de bois de roses protégés issus de coupes illégales pour du bois de rose (*Dalbergia sisso*) légalement exportable.

²⁴ Les futurs bourgeons et futurs points de départ des feuilles.

²⁵ Suggestion : utiliser l'acide indole butyrique iAIB. Voir cet article : *Effect of indole butyric acid (growth hormone) on possibility of raising Dalbergia sissoo through branch cuttings [Effet de l'acide butyrique indolique (hormone de croissance) sur la possibilité de pousser du Dalbergia sissoo via le bouturage de branche]*, Fahad ullah Khan, Ghulam Sarwar Khan, Tahir Siddiqui & Shahid Hafiz Khan, IJPBS, Volume 2, Issue 3, JULY-SEPT 2012, 31-36, http://ijpbs.com/ijpbsadmin/upload/ijpbs_50d1874ae5ad9.pdf



Aspect du bois de *Dalbergia sissoo*.

Source image : <http://www.chessusa.com/about/woodp.html>

Note : Cette technique utilisant les hormones de croissance est aussi décrite, d'une manière générale, dans cet article, en anglais :

"Taking the cuttings - auxins and rooting",

<http://www2.sl.life.ku.dk/dfsc/Extensionstudy/001a%20Rooting%20Cuttings%20of%20Tropical%20Trees/AD231E05.htm>

Cette technique est aussi décrite dans cet article :

Rooting of Cuttings and Growth of Steckings of Sissoo (Dalbergia sissoo) [L'enracinement des boutures et la croissance de Steckings de *sissoo (Dalbergia sissoo Roxb.)*, sous l'influence des traitements post-départ des boutures], M. Kamaluddin , MK Bhuiyan , M. Jashimuddin, Bangladesh Journal of Forest Science 01/1998, 27 (1) :25-30,

[http://www.researchgate.net/publication/235928266_Rooting_of_Cuttings_and_Growth_of_Steckings_of_Sissoo_\(Dalbergia_sissoo_Roxb.\)_as_Influenced_by_Post-Severance_Treatments_of_Cuttings/file/32bfe514520bad76be.pdf](http://www.researchgate.net/publication/235928266_Rooting_of_Cuttings_and_Growth_of_Steckings_of_Sissoo_(Dalbergia_sissoo_Roxb.)_as_Influenced_by_Post-Severance_Treatments_of_Cuttings/file/32bfe514520bad76be.pdf)

Résumé de cet article

Anglais :

This study was conducted to examine the effects of post-severance treatments like leaf area of cuttings and auxin treatment on rooting of cuttings and growth of rooted cuttings. One or two-node cuttings of *sissoo, Daibergia sissoo Roxb.*, with 20 or 50% leaf area were collected from managed stock plants and rooted in a non-mist propagator following treatment with 0 or 0.2% indole-3-butvric acid (IBA ou iAIB) solution. The rooted cuttings were transferred to polvthene pots and grown in a nursery for 10 weeks. Rooting percentages of cuttings were not significantly influenced by IBA treatment or cutting size, but were significantly enhanced with the increased leaf area. Effects of leaf area and IBA on root development of cuttings in the propagator were manifested on the growth of stecklings in the nursery. The increased leaf area and IBA treatment significantly enhanced the growth of stecklings. Cuttings with 50% leaf area plus 0.2% IBA was the best treatment to produce the best performing stecklings.

Traduction française :

Cette étude a été réalisée pour examiner les effets des traitements post-départ sur la zone de bouture des feuilles et du traitement par auxine sur l'enracinement des boutures et la croissance des boutures racinées. Un ou des boutures à deux nœuds de *sissoo _ Daibergia sissoo Roxb. _* avec 20 ou 50% de surface foliaire ont été recueillies à partir de plantes-mères gérées et enracinée dans un propagateur non-buée suite à un traitement avec 0 ou 0,2% d'acide indole-3-butvric (IBA) solution. Les boutures racinées ont été transférés dans des pots en polyéthylène et cultivées dans une pépinière pendant 10 semaines. Le pourcentage d'enracinement de boutures n'a pas été influencée de manière significative par le traitement IBA ou la taille de coupe, mais ont été considérablement améliorées avec l'augmentation de la superficie de la feuille. L'effet de la surface foliaire et de l'IBA sur le développement des racines des boutures dans le propagateur se sont manifestés sur la croissance des boutures en pépinière. La surface foliaire a augmenté et le traitement IBA a significativement amélioré la croissance des boutures. Les boutures avec la surface foliaire de 50% plus 0,2% IBA est le meilleur traitement pour produire les meilleures boutures.

Introduction

Anglais :

Rooting ability of certain tropical tree species have been found to be influenced by auxin (Leakey cid. 1982, Leakey et a1.1990), cutting size (Howlancl and Bowen 1977, Kan and Ho 1993), leaf area of cuttings (Gearv and Harding 1984,, Leakey 1985, Leakey and Coutts 1989). Use of auxin is a common practice to enhance rooting of cuttings. Leaf trimming or removal of some leaves from cuttings is practised to balance the effects et photosynthesis and transpiration. Cutting size is also considered important since smaller the cutting size the greater the number of cuttings per stockplant. There have been several studies on the effects of auxin, cutting size and leaf area on rooting ability for tropical forest trees. But studies on the effects of auxin, cutting size and leaf area of cuttings on growth et rooted cuttings are not many.

This study explores the possibility of producing the best stecklings through manipulation of cutting size and leaf area of cuttings. It also aims to examine the possible interaction of IBA, cutting size and leaf area on growth of stecklings.

Traduction française :

La capacité d'enracinement de certaines espèces d'arbres tropicaux a été trouvée être influencée par l'auxine (Leakey *cid.* 1982 Leakey et al. 1990), la taille (Howland et Bowen 1977 Kan et Ho, 1993), la surface foliaire de boutures (Gearv et Harding coupe 1984 "Leakey 1985 Leakey et Coutts 1989). L'utilisation de l'auxine est une pratique courante pour améliorer l'enracinement des boutures. La coupe de feuille ou l'enlèvement de quelques feuilles de boutures est pratiquée pour équilibrer les effets et la photosynthèse et la transpiration. La taille de coupe est également considérée comme importante puisque plus que la taille de coupe plus le nombre de boutures par plante mère. Il ya eu plusieurs études sur les effets de l'auxine, taille de la coupe et la surface foliaire sur la capacité d'enracinement des arbres des forêts tropicales. Mais les études sur les effets de l'auxine, la taille et la surface foliaire de boutures sur la croissance et boutures racinées coupe sont pas nombreuses.

Cette étude explore la possibilité de produire les meilleures boutures par la manipulation de la taille et la surface foliaire de coupe des boutures. Il vise également à examiner l'interaction possible de l'IBA, coupe et taille ou la surface foliaire sur la croissance des boutures.

Conclusion

Anglais :

This study suggests that increased leaf area enhances rooting percentages and growth of rooted cuttings of *sissoo*. Rooted stem cuttings with 50% leaf area can be easily produced without IBA, but subsequent growth will be enhanced by applying IBA. Cutting size does not have significant effect on the rooting percentages of cuttings and the growth of rooted cuttings. Both one-and two-node cuttings are equally suitable for propagation of *sissoo*. Using 1-node for cuttings will produce greater number of cuttings for propagation. Leaf trimming of cuttings is also important since trimming of leaflets facilitates accommodation of more cuttings per unit bed area of propagator.

Traduction française :

Cette étude suggère que plus grande surface de la feuille améliore le pourcentage d'enracinement et la croissance des boutures racinées de *sissoo*. Les boutures racinées avec la surface foliaire de 50% peuvent être facilement réalisés sans IBA, mais une croissance subséquente sera renforcée par l'application d'IBA. La taille de coupe n'a pas d'effet significatif sur les pourcentages d'enracinement de boutures et la croissance des boutures racinées. Les uns et les boutures à deux nœuds sont également appropriés pour la propagation de *sissoo*. En utilisant 1 nœud pour les boutures, elle produira un plus grand nombre de boutures pour la multiplication. La coupe des feuilles des boutures est également importante puisque la coupe de foliole facilite l'hébergement de plus de boutures par surface unitaire de base du propagateur (?).

Biographie anglaise extraite de cet article :

1. Gearv, T. F. and Harding, W. G. 1984. The effects of leaf quantity and trimming on rooting success with *Eucalyptus camadulensis* Dehn. cuttings. Commonwealth Forestry RePiew 63 : 225-230.
2. Hoiviand, P. and Bowen, M. R. 1977. *Triplochiton scleroxylon* K. Schum. and other West African tropical hardwoods. West African Hardwoods improvement. Project : Research Report 1971-1977, UN Technical Cooperation, Lagos, Nigeria.
3. Kamaluddin, M. and Ali, M. 1994. A technique for mass propagation of neem by juvenile stem cuttings, (A technical note). Trac Breeding and Propagation Nezhs: 12, UNDP :TAO Regional Project RAS; 91 /004, Leguna,
4. Kamaluddin, M. and Ali. M. 1996. Effects of leaf area and auxin on rooting and growth of rooted stem cuttings of neem. New Forests 12 : 11-18.
5. Kamaluddin, M.; Ali, M. and Bhuivan, M. K. 1994. Effects of leaf retention and auxin application, on rootability of green stem cuttings from mature trees of *Dalbergia sissoo* Roxb. Annals of ForcstT7.: : 142-14e.
6. Kan. W. H. and Hu. T. W.1983. Vegetative propagation of leafy twig cuttings under mist spray. 1\c..391,, Forest Research Institute, Taiwan.
7. Kanta ri i, M. 1993. Vegetative propagation of dipterocarps by cuttings in ASEAN (Association of South East Asian Nations) region. Farine, ASEAN-Canada Forest Tree Seed Centre Project.

9. Saraburl, Thailand. 58 pp.
10. Leake R. R. B. 1985. The capacity for vegetative propagation in trees. Canneh, M. G. R. and Jackson,
11. (ecis.L Attrimtes of Tracs ia Cr op Pimts. Institute of Terrestrial Ecology, Abbots Ripton. Huntingdon, UK. pp. 110-133.
12. Leakey(R. R. B. and Coutts, M. P. 1989. The dynamic of rooting in *Triplochiton scleroxylon* cuttings : the relation te leaf area, nocic position, dry weight accumulation, leaf area potential and car ore, - drate composition. Tree Physioiagy 5 ; 135-140.
13. Leakey, R. R. B. and Storeton-West, R. 1992. The rooting ability of *Triplochiton scleroxylon* cuttings the interaction between stockplant irradiante, light quality and nutrients. Forest Ecologif Management 49 : 133-150.
14. Leakey, R. R. B.; Chapman, V. R. and Longman, K. A. 1982. Physiological studies for tropical tracs improvement and conservation : factors affecting roof initiation in cuttings of *Triplochiton scleroxylon* K. Schum. Forest Ecology and Management 4 : 53-66.
15. Leakey, R. R. B.; Mesen, i. F.; Tchoundjeu, Z.; Longman, K. A.; Dick, J. McP. ; Newton, A.; Matin, A.; Grace, I.; Munro, R. C. and Muthoka, P. N. 1990. Low-technology techniques for the vegetative propagation of tropical trees. Commonwealth Forestry Rewiew 69 :247-257.
16. Pong-Anant, K. and Wongmanee, C. 1990. Rooting variation in *Eucalyptus camaldulensis* Dehn. cuttings. EllihrtfOn 3 : 32-36.

Cette technique est aussi décrite dans cet autre article :

Source : *Effect of indole butyric acid (growth hormone) on possibility of raising Dalbergia sissoo through branch cuttings [Effet de l'acide butyrique indolique (hormone de croissance) sur la possibilité de pousse du Dalbergia sissoo via le bouturage de branche]*, Fahad ullah Khan, Ghulam Sarwar Khan, Tahir Siddiqui & Shahid Hafiz Khan, IJPBS [International Journal of Pharmacy and Biological Sciences], Volume 2, Issue 3, JULY-SEPT 2012, 31-36, http://ijpbs.com/ijpbsadmin/upload/ijpbs_50d1874ae5ad9.pdf

Résumé de cet article:

Anglais:

An experimental study was conducted at Students Experimental and Research Nursery: Department of Forestry, Range Management & Wildlife, University of Agriculture Faisalabad through which effect of growth hormone (IBA) on vegetative propagation of shisham (*Dalbergia sissoo*) was determined. The branch cuttings were prepared from one-year-old branches of resistant plus trees of shisham at UAF, having 15-20 years age. The length of the cuttings was kept uniform as 6'' with a thickness of 10mm. The cuttings were collected during first week of September which were then treated in bleach with 1: 4 ratio for 1/2 hour to disinfect them from any pest pathogen infestation. The study comprised two levels of growth regulator concentration as IBA 100mg/l & IBA 200mg/l. The cuttings were planted followed by four replications as R1, R2, R3 and R4 comprising 25 cuttings/replication, planted in same no. of polythene bags (23cm x 10cm) making a total number of 300 cuttings under low polythene tunnel. The results showed that true to type shisham tube plants can be produced vegetatively through branch cuttings with the application of rooting hormones. The cuttings in comparison to different concentration levels of IBA, responded well to a conc. of IBA 200mg/l. Many experiments done by various scientists have showed promising results in regard to growth of these tube plants with more than 80% survival when were planted in the field.

Traduction française :

Une étude expérimentale a été menée dans étudiants de la recherche expérimental de la Pépinière du Département des forêts, la gestion des parcours et de la faune, de l'Université de l'Agriculture Faisalabad par lequel l'effet de l'hormone de croissance (IBA) sur la propagation végétative de shisham (*Dalbergia sissoo*) a été déterminée. Les boutures de branches ont été préparées à partir de vieilles branches, d'un an, des arbres plus résistants de shisham à UAF, ayant 15-20 ans. La longueur des boutures est maintenue uniforme que 6'' ayant une épaisseur de 10mm. Les boutures ont été recueillies au cours de la première semaine de Septembre qui ont ensuite été traitée l'eau de Javel avec rapport de 1: 4 à 1/2 heure pour les désinfecter de toute infestation de parasites pathogènes. L'étude comprend deux niveaux de concentration de régulateur de croissance comme IBA 100mg / l et IBA 200mg / l. Les boutures ont été plantées suivie par quatre répétitions que R1, R2, R3 et R4 comprenant 25 boutures / réplication, plantés dans le même nombre [ou numéro ?] de sacs en polyéthylène (23cm x 10cm) faisant un nombre total de 300 boutures sous tunnel bas de polyéthylène. Les résultats ont montré que la vraie taper usines de tubes shisham peut

être produit végétative par bouturage des succursales à l'application des hormones d'enracinement. Les boutures par rapport à différents niveaux de concentration d'IBA, ont bien réagi à une concentration en IBA de 200mg / l. De nombreuses expériences effectuées par divers scientifiques ont montré des résultats prometteurs en ce qui concerne la croissance de ces plantes de tubes avec plus de 80% de survie quand ont été plantés sur le terrain.

Introduction

Anglais :

Shisham (*Dalbergia sissoo*) is one of the most important timber species in Pakistan. It is a nitrogen-fixing and multipurpose tree species. In neighbouring countries it is found in India, Nepal, Bangladesh, Bhutan, Myanmar, Afghanistan and Malaysia. It is often encountered up to 900 m, occasionally ascending up to 1500 m. It is a large deciduous tree growing 2.4 m in girth and 30 m in height¹⁰. It is extensively planted in the irrigated plains of Pakistan. It is a preferred species for afforestation along road sides and canal banks. Farmers adopt it for plantations in their agricultural lands especially in the province of Punjab. It can be grown in combination with maize, mustard, rapeseed, gram, peas, wheat, sugarcane and cotton. It is an economically valued timber tree used for construction and ornamental woodwork, fuel and charcoal. It thrives well on sandy-loam soil with good drainage. The conventional method for propagation of shisham is through seeds but the problem of mortality in recent years necessitates that superior and resistant clonal material must be vegetatively multiplied for their healthier growth and higher productivity.

Vegetative propagation is not a breeding method but a way to rapidly multiply desired genetic/clonal material and capturing most of the genetic potential. When vegetative propagation is used, most of the genetic potential including the non-additive variance is transferred to the new plant⁵. Moreover, tree population is highly heterozygous and vegetative propagation helps to utilize maximum genetic gains in the shortest time.

However, the success of vegetative propagation depends upon proper environment, genetic component and the physiological status of cuttings^{2, 4, 7, 9}. For the production of fast growing high quality timber and resistant varieties, it is essential to start by superior clones from which the shoot and root cuttings are to be taken. The present study was initiated to determine the proper concentration of growth hormone for enhancing the rooting in cuttings of *Dalbergia sissoo* under low polythene tunnel.

Traduction française :

Le Shisham (*Dalbergia sissoo*) est l'une des essences les plus importantes au Pakistan. Il s'agit d'une des espèces d'arbres fixatrice d'azote, à usages multiples. Dans les pays voisins, il se trouve en Inde, le Népal, le Bangladesh, le Bhoutan, le Myanmar, l'Afghanistan et la Malaisie. Il est souvent rencontrée jusqu'à 900 m, parfois pour monter à 1500 m. C'est un grand arbre à feuilles caduques croissance de 2,4 m de circonférence et 30 m de height²⁶. Il est largement planté dans les plaines irriguées du Pakistan. C'est une espèce privilégiée pour le reboisement le long des routes et les berges de canaux. Les agriculteurs adoptent des plantations sur leurs terres agricoles en particulier dans la province du Pendjab. Il peut être cultivé en association avec le maïs, la moutarde, le colza, les pois, le blé, la canne à sucre et le coton. C'est un arbre du bois à valeur économique utilisé pour la construction et boiseries ornementales, de chauffage et de charbon. Il pousse bien sur des sols sablo-limoneux avec un bon drainage. La méthode classique de propagation du shisham est par les semences, mais le problème de la mortalité au cours des dernières années nécessitent que le matériel clonal supérieur et résistant qui doit être multiplié végétativement pour leur croissance saine et une meilleure productivité.

La multiplication végétative n'est pas une méthode de reproduction, mais une manière de se multiplier rapidement le matériel génétique / clonale désiré et en capturant l'essentiel du potentiel génétique. Lorsque propagation végétative est utilisé, la plupart du potentiel génétique dont la variance non additive est transférée à la nouvelle plante²⁷. De plus, la population de l'arbre est très hétérozygote et multiplication végétative permet d'utiliser au maximum des gains génétiques dans les plus brefs délais.

Cependant, le succès de la multiplication végétative dépend environnement approprié, composante génétique et l'état physiologique des boutures^{2, 4, 7, 9}. Pour la production de bois à croissance rapide de haute qualité et des variétés résistantes, il est essentiel de commencer par des clones de qualité supérieure à partir de laquelle le tournage et les boutures doivent être prises. La présente étude a été lancée afin de déterminer la bonne concentration de l'hormone de croissance pour améliorer l'enracinement des boutures de *Dalbergia sissoo* sous tunnel bas de polyéthylène.

²⁶ Shukla, A. N., 2002. Mortality of *Dalbergia sissoo* In India. Ind. J. For., 128(11): 1209-1215.

²⁷ Libby, W. J., 1974. The Use of Vegetative Propagules In Forest Genetics and Tree Improvement. New Zealand. J. For. Sci., 4: 440-447.

Conclusion

Anglais :

From the above study it has been concluded that shisham (*Dalbergia sissoo*) can be raised vegetatively through the application of rooting hormones such as Indole Butyric Acid. Since the plants are genetically identical to parent plants, the clones offer the advantage of genetic uniformity and the plants produced have similar growth. Thus vegetative propagation provides an opportunity to exploit genetic variation directly. It also helps to utilize maximum genetic gain in a shortest time. However, these advantages cannot be attained through conventional method of producing stumps from seed in a yearlong. The covering of experiment with low polythene tunnel showed good sprouting and better development of these tube plants, produced under controlled atmospheric conditions provided by the tunnel. This also proved that plant propagation in any season can be desirable. Therefore, it is suggested that IBA with a concentration of 200 mg/l may be used for rooting of shisham cuttings. The present study also widens the scope for further studies to be undertaken by scientists to make the applied techniques more economical for local farmers and to be applicable to other important economic species.

Traduction française :

De l'étude ci-dessus, il a été conclu que le shisham (*Dalbergia sissoo*) peut être « levé » végétativement grâce à l'application d'hormones d'enracinement tels que l'acide indole butyrique. Comme les plantes sont génétiquement identiques aux plantes mères, les clones offrent l'avantage de l'uniformité génétique et les plantes produites d'avoir une croissance similaire. Ainsi, la multiplication végétative fournit une occasion d'exploiter directement la variation génétique. Elle contribue également à utiliser le gain génétique maximal dans un temps plus court. Cependant, ces avantages ne peuvent être atteints grâce à la méthode classique de production des souches de semence, dans une durée d'un an. Le revêtement de l'expérience avec tunnel bas de polyéthylène a montré une bonne germination et un meilleur développement de ces plantes de tubes (?), réalisés dans des conditions atmosphériques contrôlées fournies par le tunnel. Cela a également prouvé que la propagation des plantes en toute saison peut être souhaitable. Par conséquent, il est suggéré que IBA avec une concentration de 200 mg / l peut être utilisé pour l'enracinement de boutures du shisham. La présente étude élargit également le champ d'application d'autres études qui doivent être menées par les scientifiques pour rendre les techniques appliquées plus économique pour les agriculteurs locaux et pour être applicable à d'autres espèces économiques importantes.

Biographie anglaise extraite de cet article :

1. Afzal, D. M., A. M. Akhter and M. Amjad, 2006. Multiplication of Shisham Through Branch Cuttings. Pakistan Forest Institute (PFI), Peshawar.
2. Brix, H. and H. Barker, 1975. Rooting Studies of Western Hemlock Cuttings. Information Report No. Bc-x-131: 1-14, Pacific Forestry Research Centre, Canadian Forestry Service.
3. Chaperon, H., M. Berger, J. Y. Fraysse and D. Leze, 1983. The Quality Influence of The Mother Plant On Vegetative Propagation of *Eucalyptus spp.* AFOCEL: 27-53.
4. Cunningham, M. W., 1986. Genetic Variation In Rooting Ability of *American sycamore* cuttings. In Proc. TAPPI Res. and Dev. Conf. TAPPI press, Atlanta, GA, USA: 1-6.
5. Libby, W. J., 1974. The Use of Vegetative Propagules In Forest Genetics and Tree Improvement. New Zealand. J. For. Sci., 4: 440-447.
6. Nanda, K. K., 1975. Physiology of Adventitious Root Formation. Ind. J. of Plant Physiology, 18: 80-87.
7. Foster, G. S., R. K. Campbell and W. T. Adams, 1984. Heritability and Gain Effects In Rooting of *Western hemlock* cuttings. Can. J. For. Res., 14: 628-638.
8. Puri, S. and G. S. Shamet, 1988. Rooting of Some Social Forestry Species. Int. Tree Crop J., 5: 63-70.
9. Puri, S. and F. B. Thompson, 1989. Rooting of Stem Cuttings of *Populus euramericana* Under Different Water Potentials. Annual Des. Sci. Foresters, 46: 75-95.
10. Shukla, A. N., 2002. Mortality of *Dalbergia sissoo* In India. Ind. J. For., 128(11): 1209-1215.
11. Verma, R. C., S. Puri and Nilum, 1992. Vegetative Propagation of *Acacia catechu* (Wild) Using Mature Softwood Cuttings. J. Tree Science., 11: 95-100.

20 Bibliographie

20.1 Articles ou dossiers :

- [1] *Enquête sur l'Exploitation et le Transport et l'Exploitation Illicite de bois précieux dans la région SAVA à Madagascar (août 2009) menée par GLOBAL WITNESS et ENVIRONMENTAL INVESTIGATION AGENCY, INC. (Etats-Unis) en coopération avec MADAGASCAR NATIONAL PARKS, l'OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU SECTEUR FORESTIER MALGACHE et L'ADMINISTRATION FORESTIERE MALGACHE,*
http://www.parcs-madagascar.com/doc/Rapport%20mission_finale_insert_231109.pdf
- [2] *Investigation Into the Global Trade in Malagasy Precious Woods: Rosewood, Ebony and Pallisander (october 2010), conducted by Global Witness and the Environmental Investigation Agency (US) in cooperation with Madagascar National Parks, the National Environment and Forest Observatory and the Forest Administration of Madagascar,*
http://www.globalwitness.org/sites/default/files/pdfs/mada_report_261010.pdf
- [3] *Problématique sur les bois de rose, ONESF - 2009,*
<http://www.osf.mg/doc/news/8-4-PROBLEMATIQUES%20SUR%20LES%20BOIS%20DE%20ROSE.doc>
- [4] *L'exploitation illicite du bois de rose dans le Parc National de Masoala : Un pillage sans précédent depuis la création du parc,* Salava Haja, Directeur de Parc, 9 Avril 2009, <http://www.fichier-pdf.fr/2011/08/08/2009-04-09-masoala-rapport-exp-1-re-partie/2009-04-09-masoala-rapport-exp-1-re-partie.pdf>
- [5] *Investigation into the Illegal Felling, Transport and Export of precious wood in SAVA region Madagascar, August 2009, conducted by Global Witness and the Environmental Investigation Agency (US) in cooperation with Madagascar National Parks, the National Environment and Forest Observatory and the Forest Administration of Madagascar,* http://www.parcs-madagascar.com/doc/report_vsfinal.pdf &
<http://www.illegal-logging.info/uploads/madagascarreportrevisedfinalen.pdf>
- [6] *Stocks de bois précieux de Madagascar - quelle voie emprunter?,* Hery Randriamalala, Etienne Rasarely, Jonah Ratsimbazafy, Adolfo Brizzi, Jérôme Ballet, Ndranto Razakamanarina, Nanie Ratsifandrihamanana, Derek Schuurman, MADAGASCAR CONSERVATION & DEVELOPMENT, VOLUME 6 | ISSUE 2 — DECEMBER 2011, PAGE 88,
<http://dx.doi.org/10.4314/mcd.v6i2.8> ou <http://journalmcd.com/index.php/mcd/article/view/mcd.v6i2.8/258>
- [7] *The Madagascar rosewood massacre,* Derek Schuurman, Porter P. Lowry, MADAGASCAR CONSERVATION & DEVELOPMENT, VOLUME 4 | ISSUE 2 — DECEMBER 2009, PAGE 98, http://www.mwc-info.net/en/services/Journal_PDF's/Issue4-2/MCD_2009_vol4_iss2_rosewood_massacre.pdf
- [8] *Bois de rose de Madagascar : Entre démocratie et protection de la nature,* Hery Randriamalala et Zhou Liu, 1er mars 2010, Madagascar Conservation & Development (journal of Madagascar Wildlife Conservation (MWC) & Jane Goodall Institute (JGI Switzerland)), http://www.mwc-info.net/en/services/Journal_PDF's/Issue5-1/MCD_2010_vol5_iss1_Rosewood_democracy_Supplementary_Material.pdf
- [9] *Illegal logging in Madagascar,* http://en.wikipedia.org/wiki/Illegal_logging_in_Madagascar
- [10] *Andriamananoro-Radiharisoa Monique, Conseiller Technique Supérieur en matière de Changement climatique, GTZ/PGM-E: Textes et réglementations forestières sur les exploitations et exportations*
- [11] *Andriatahina Manantsoa, Rakotondrabe François Bernard. ONESF, Mission dans la SAVA du 18 au 21 Juillet 2009*
- [12] *Bakarizafy Hervé, Directeur du Parc Marojejy, Rapport sur exploitation illicite de bois de rose dans le Parc Marojejy, 4 mai 2009*
CCPTF-Groupe Gouvernance, Octobre 2009, *Analyse de l'arrêté interministériel N°38244*

- [13] Comité Ad'hoc d'inventaire, Décembre 2008, *Rapport d'inventaire des stocks des bois précieux « en ville » dans la Région SAVA*
Directeur de Région SAVA, *Procès verbal sur le contrôle forestier Antalaha*
- [14] International Resources Group (IRG), Decembre 2008, *Appui à l'extension du système de traçabilité des bois à Madagascar*
- [15] Patel Erik R., Logging of Rare Rosewood and Palisandre (*Dalbergia* spp.) within Marojejy National Park, Madagascar. In: *Madagascar Conservation & Development*, Volume 2, December 2007
Procès verbal de réunion sur le contrôle forestier Antalaha, 26 August 2009
- [16] Rabeloson François Richard et Azihar Hugues Saed, 20 July 2009, *Situation de l'enquête et investigation de bois de rose déposés au port de Vohémar*
- [17] Rasoloson Fanomezana Roger, Lt n-Crl, member of Task Force, *Rapport sur la suite de l'enquête effectuée par la Task Force sur l'exploitation de bois précieux dans la région SAVA*, No. 209 COM/4-DSR/PJ, 05.04.08 ; submitted to the General de Brigade, Commandant de la Gendarmerie Nationale; transmitted to Minster in charge of forests by the Minister of National Defence by letter No. 195/MDN/CAB
- [18] Salava Haja, Directeur de parc Masoala, Compte rendu sur l'évolution de la « situation du bois de rose » au niveau du parc national Masoala
TRAFFIC Bulletin Vol. 22 No. 2 (2009)
- [18] UNEP/OCHA Joint Environment Unit, *Rapid Environmental Assessment - Cyclones and flooding in Madagascar*
Univers Maoré Numéro 13, Juin 2009
World Bank, 20 April 2004, EPIII Project Appraisal Paper; http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2004/04/23/000012009_20040423101043/Rendered/PDF/273530MG.pdf (document accessible avec un mot de passe).
- [19] *Precious trees pay off - but who pays ? An update*. Lucienne Wilmé, Derek Schuurman, Porter P. Lowry II and Peter H. Raven, 2009, http://www.academia.edu/2888223/Precious_trees_pay_off-but_who_pays
- [20] Site sur les coupes illégales dans le monde : www.illegal-logging.info
- [21] Débois, R. 2009. *La fièvre de l'or rouge saigne la forêt malgache*. Univers Maoré 13: 8-15.
- [22] Lough, R. 2009 *Madagascar accused of profiting from illegal timber*. Reuters 3 October 2009. .
- [23] Mustoe, S.H., Capper, D.R., Lowen, J.C., Leadley, J.D., & Rakotomalala, D. 1998. *Zombitse-Vohibasia: a new national park in south-west Madagascar*.
- [24] Bulletin of the African Bird Club 5: 39-45.
- [25] Nicoll, M.E. & Langrand, O. 1989. Madagascar: Revue de la conservation des aires protégées. WWF, Gland, Switzerland.
- [26] Schuurman D. 2009. *Illegal logging of rosewood in the rainforests of northeast Madagascar*. TRAFFIC Bulletin 22(2): 49.
- [27] Stasse, A. 2002. *La filière bois de rose. Région d'Antalaha – Nord-est de Madagascar*. Unpublished report to Ministère des Eaux et Forêts de Madagascar.

[28] *Étude de la sociologie des exploitants de bois de rose malgaches*, Hery F. Randriamalala, MADAGASCAR CONSERVATION & DEVELOPMENT VOLUME 8 | ISSUE 1 — JULY 2013, PAGES 39-44, <http://www.journalmcd.com/index.php/mcd/article/download/mcd.v8i1.6/334> & <http://www.facebook.com/download/357975714331260/Etude%20de%20la%20sociologie%20des%20exploitants%20de%20bois%20de%20rose%20malgache-juin%202013.pdf>

20.2 Documentaires TV, audios et vidéos :

[1] Madagascar: Trafic de bois de rose : *La mafia du bois, enquête en forêt tropicale*. Documentaire de Michaela Kirst (Allemagne, 2011, 43mn), Avec Alexander Von Bismarck²⁸, ARTE THEMA, 25 octobre 2011, 20h40. Soirée présentée par thomas Kausch. Contact presse : Martina Bangert - 01 55 00 72 90 / m-bangert@arte-france.fr
Documentation de présentation du documentaire : <http://download.pro.arte.tv/uploads/Mafia-du-bois.pdf>
Sources : La mafia du bois, <http://teleobs.nouvelobs.com/articles/29747-la-mafia-du-bois>
Trafic de bois de rose à Madagascar, GoodPlanet & Arte, <http://prettyzoely.wordpress.com/2012/10/22/trafic-de-bois-de-rose-a-madagascar-goodplanet-arte>

La Vidéo de ce documentaire se trouve sur Youtube :

Trafic de bois de rose à Madagascar, <http://www.youtube.com/watch?v=Co-Gb217o94>

Note : Ce reportage suit un militant écologiste qui remonte la filière mafieuse du bois de rose Madagascar. De la forêt aux magasins de meubles ou d'instruments de musique. La majeure partie du bois tropicale est exporté illégalement vers l'étranger où il enrichit les réseaux criminels.

[2] Pillage du bois de rose dans le parc MASOALA à Madagascar, <http://www.youtube.com/watch?v=S0vEHHA5CRc>

Note : Vidéo destinée à une télévision privée Malgache, avec quelques sous-titrages en Français; constituée de trois parties: Sensibilisation chantée par les habitants du parc, photos du pillage du bois de rose et défilé de la manifestation qui s'est déroulée le 30 mai 2009 à Antalaha. Le parc **Masoala** détiendrait la deuxième plus riche biodiversité mondiale à l'hectare, il appartient pour cela au patrimoine mondial de l'UNESCO. Pourtant, des affairistes chinois aidés de la mafia locale, profitent de l'instabilité politique actuelle pour exporter illégalement ce bois de rose vers la Chine.

[3a] Global Witness - Illegal logging in Madagascar - part 1, <http://www.youtube.com/watch?v=T1hPviSbRcU>

[3b] Global Witness - Illegal logging in Madagascar - part 2, <http://www.youtube.com/watch?v=LBtsNBpWWOE>

[3c] Global Witness - Illegal logging in Madagascar - part 3, <http://www.youtube.com/watch?v=payUUJed0dc>

[3d] Global Witness - Illegal logging in Madagascar - part 4, <http://www.youtube.com/watch?v=lm6a6Hrat3o>

[4] Illegal Logging and Trade of Madagascar's Precious Woods, <http://www.youtube.com/watch?v=q7gaSpcyAXI>

[5] Interview de Jacques Le Guen, député du Finistère, sur le trafic du Bois de rose à Madagascar, du 18juil2010, sur RFI, http://www.youtube.com/watch?v=yUYV_go07Dc

Note : -Le Député français du Finistère Jacques Le Guen est scandalisé par les trafics de bois de rose à Madagascar actuel et demande à mettre les trafiquants et les voyous en prison. Il a affirmé que la valeur des trafics de bois de rose actuels atteigne la moitié de l'aide de la communauté internationale. Il va faire son rapport à Nicolas Sarkozy qui l'a mandaté dans le cadre d'une mission parlementaire pour s'informer de l'état de dégradation des forêts dans le monde.

[6] Interview de **Ndranto Razakamanarina**, président de l'Alliance Voary Gasy (AVG), plateforme d'organisations de la société civile, RFI, DIMANCHE 14 AVRIL 2013 (5'10s), <http://www.rfi.fr/emission/20130414-ndranto-razakamanarina-president-alliance-voary-gasy-avg-plateforme-organisations->

[7] *Bois de rose - Vinson Jean Claude*, <http://www.youtube.com/watch?v=wACyWs5Im3g>

²⁸ Alexander Von Bismarck qui se dénomme lui-même espion environnemental, dirige l'agence Environmental Investigation Agency (EIA) (son siège est à Washington aux USA).

Note : Clip de la chanson "Bois de rose" par Jean Claude Vinson, dénonçant le trafic du bois de rose à Madagascar.

Sommaire

1	Introduction	1
2	Les espèces de Dalbergia (bois de rose) recensées à Madagascar.....	3
3	Les exportateurs.....	5
1.	Les acheteurs	7
4	Les banques.....	8
5	Les compagnies Maritimes.....	9
6	Parcs nationaux impactés (chiffres de 2009).....	17
7	Articles de journaux	18
8	Bref rapport sur l'activité mafieuse des bois de rose d'Antalaha.....	19
9	SCHEMA DU TRAFIC DE BOIS DE ROSE ANTALAHA.....	23
10	Articles sur le bois de rose, parus dans les journaux malgaches.	24
10.1	La « bolabolacratie », jeudi 1er mars 2012, par Hery Randriamalala.....	24
10.2	TRAFIC - Des bois de rose saisis à Antalaha	26
10.3	Bois de rose - La juridiction spéciale relève de l'aléatoire.....	27
10.4	Bois de rose - Le trafic passe au-dessus de la douane	28
10.5	Bois de rose - Aucune déclaration d'opération suspecte émise.....	29
10.6	BOIS DE ROSE- Des prévenus relâchés en masse.....	30
10.7	Bois de rose : un enregistrement implique un politicien mauricien.....	31
10.8	AFFAIRE BOIS DE ROSE : L'ILE MAURICE DANS LE TOURBILLON.....	32
10.9	Trafic de bois de rose - Un ex-ministre mauricien impliqué.....	33
10.10	Madagascar : la CITES va réglementer le bois de rose pour freiner le trafic.....	34
10.11	Bois de rose : pas d'exportation sans l'autorisation de la Cites.....	34
10.12	Madagascar - Pourquoi le trafic de bois de rose prospère	35
10.13	BOIS DE ROSE - Nouvelle tentative d'exportation	35
10.14	Alexander von Bismarck nouveau directeur exécutif de l'EIA	36
10.15	COMMUNIQUE DE PRESSE DU SYNDICAT DES CORPS FORESTIERS DE L'ADMINISTRATION FORESTIERE - SOS BOIS OE ROSE.....	36
11	Interviews.....	38
11.1	Interview de Ndranto Razakamanarina, président de l'Alliance Voary Gasy (AVG), plateforme d'organisations de la société civile, RFI, dimanche 14 avril 2013.....	38
12	Articles sur Andry Rajoelina et le trafic du bois de rose	40

12.1	Le Président de Madagascar lié au trafic illégal de bois de rose	40
12.2	Le Président de Madagascar lié au trafic illégal de bois rose (vidéo)	40
12.3	Andry Rajoelina part en croisade contre le trafic de bois de rose.....	41
12.4	Allusion à la polémique freeFM qui avait accusé un proche du régime (Mamy Ravatomanga) d'être impliqué dans les trafics de bois de rose	42
12.5	Trafic de bois de rose : la guerre est déclarée entre Joseph Randriamiarisoa et Mamy Ravatomanga.....	42
12.6	Free FM : Apres Mamy Ravatomanga, au tour de Jeanne Davidson Raolimalala de porter plainte	43
12.7	Le dossier des trafics de bois de rose est loin d'être clos. L'affaire va de rebondissement en rebondissement et de nouvelles révélations surgissent chaque jour.	43
12.8	RFI : Madagascar : le président Rajoelina mis en cause dans l'affaire du bois de rose	44
12.9	Trafic de bois de rose : les pistes convergent vers la Présidence de la Transition	45
12.10	Madagascar: accusé de trafic de bois de rose, un proche de Rajoelina se défend	45
12.11	Madagascar : le trafic de bois de rose continue	46
12.12	Madagascar / trafic de bois de rose: un notable en garde à vue pour diffamation	47
12.13	Trafic de bois précieux : une affaire qui ne sent pas la rose.....	47
12.14	Madagascar : tensions à la tête de l'Etat via le trafic de bois de rose	50
12.15	Madagascar: Trafic - Rajoelina interpellé sur les bois de rose.....	50
12.16	L'Express de Madagascar (Antananarivo).....	50
13	La situation dans la région SAVA.....	52
13.1	Contexte général et présentation du site étudié.....	52
13.2	La Région SAVA et la filière bois de rose :.....	52
13.3	Analyse des réalités sur terrain.....	53
14	Analyse des lacunes juridiques et des lacunes par rapport aux dimensions écologiques et socio-économiques	54
15	Cadre juridique.....	55
15.1	Liste des textes juridiques mentionnés dans le rapport de Global Witness & Environmental investigation Agency	57
15.2	Mesures réglementaires pour la gestion de l'exploitation de bois de rose et de bois d'ébène	58
16	Propositions de l'ONI pour une intégrité efficace de la gouvernance forestière.....	59
16.1	« Problèmes endémiques des textes forestiers ».....	59
16.2	Un problème d'application des textes.....	60
16.3	Pas de traçabilité des stocks	60
16.4	Recommandations	61
17	Analyse et proposition de mesures à prendre.....	63
17.1	Caractéristiques de la crise actuelle :.....	63
17.2	Le rôle des autorisations d'évacuation de produits forestiers :	63
17.3	Une opération basée sur des ressources humaines immigrantes:.....	64

17.4	Besoin d'application de l'Etat de droit :.....	64
17.5	Besoin de renforcement de Madagascar National Parks / Parc National de Masoala :.....	64
17.6	F. Nécessité d'un appui au développement des communautés :.....	65
17.7	Conclusion.....	65
18	Pistes pour sauver les bois de rose et ébènes à Madagascar	66
18.1	La situation actuelle	66
18.2	Les chiffres sur l'ampleur du trafic.....	66
18.3	Les conséquences du trafic	67
18.4	Pistes pour sauver les espèces malgaches de bois de rose	67
18.5	Pistes judiciaires, répressives et défensives	67
18.6	Pistes incitatives et conservatoires	68
19	Bouturage ou bouture des Dalbergias	69
19.1	Technique de la bouture à l'étouffé	69
19.2	S'inspirer des techniques actuelles de bouturage du <i>Dalbergia sisso</i>	70
20	Bibliographie	78
20.1	Articles ou dossiers :	78
20.2	Documentaires TV, audios et vidéos :.....	80